

M. Sekou Touré retarde l'annonce de la reprise des relations franco-guinéennes

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fajvet

1.30 F... 5, RUE DES ITALIENS 75227 PARIS - CEDEX 08

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Les malentendus franco-soviétiques

Les ambiguïtés de la politique étrangère française et la ligne résolument antisocialiste... M. Chirac annonce le transfert aux régions de crédits d'État et de responsabilités

Au cours de son voyage d'étude dans les départements lorrains

M. Chirac annonce le transfert aux régions de crédits d'État et de responsabilités

M. Jacques Chirac regagne Paris ce jeudi 3 juillet dans la soirée, après avoir présidé des réunions de travail à Epinal, Nancy et Bar-le-Duc...

À propos de la réforme régionale, M. Chirac a répondu à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, député de Meurthe-et-Moselle...

M. Servan-Schreiber a aussi fait savoir qu'il ne briguerait pas, en 1977, la mairie de Nancy.

De notre envoyé spécial

Metz. — L'intérêt politique de cette rencontre entre le chef du gouvernement accompagné de quatre ministres... M. Jean Bernard, député socialiste de la première circonscription de la Meuse et maire de Bar-le-Duc...

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 25.)

A LA RECHERCHE DE « CARLOS »

L'enquête sur l'affaire de la rue Toullier prend un développement international

Mais les circonstances de la fusillade restent mal connues

L'enquête menée après la fusillade de la rue Toullier, à Paris, le 27 juin, prend un caractère de plus en plus international. Il semble ne plus faire de doute que la valise chargée d'armes découverte à Londres, le 1er juillet, appartenait au dénommé « Carlos »...

Après l'analyse du contenu de l'arsenal découvert à Paris, le 30 juin, il se confirme également que le groupe auquel appartenait « Carlos » pouvait être en relation avec des organisations terroristes telles que le groupe allemand Baader-Meinhof...

Les divers rapprochements et recoupements constatés pour l'instant dans cette affaire permettent-ils de conclure à l'existence d'un vaste réseau de terrorisme international? On peut en douter. Si certaines organisations sont liées au niveau de leurs moyens d'action, rien n'indique qu'il puisse exister entre elles une stratégie globale.

Les premières expertises faites par les laboratoires de police sur l'armement saisi dans l'appartement parisien utilisé comme dépôt par « Carlos », ont porté d'une part sur un lot de grenades volées dans un dépôt militaire américain à Meaux, en République fédérale d'Allemagne...

FRANÇOIS CORNU.

(Lire la suite page 24.)

A LYON

M. François Renaud juge d'instruction est assassiné par quatre inconnus

M. François Renaud, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Lyon, a été tué de plusieurs balles de revolver, la matinée du 3 juillet, alors qu'il regagnait vers 2 h. 45 son domicile, situé Montée-de-l'Osier-vaux, dans le cinquième arrondissement de la ville.

De notre correspondant régional

Lyon. — Le magistrat, qui avait passé la soirée chez des amis à Fontaine-sur-Saône, dans les environs de l'agglomération, rentrait chez lui à bord de sa voiture personnelle en compagnie d'une amie. Selon celle-ci, qui fut l'unique témoin du drame, une autre voiture de couleur blanche vint alors se ranger près de celle de M. Renaud. Quatre hommes armés, masqués, étaient à son bord.

À leur vue, le magistrat sembla avoir tout de suite compris leur intention. Abandonnant son propre véhicule, sans doute pour éviter que sa compagnie ne soit blessée, il traversa la rue, cherchant un moment à se réfugier derrière des voitures en stationnement. Mais déjà ses adversaires avaient ouvert le feu sur lui. Atteint de plusieurs projectiles, il était décédé lorsqu'il arriva au service des urgences de l'hôpital Edouard-Berriot, où on l'avait transporté.

Cette fin tragique de M. Renaud a quelque chose d'autant plus inouïement cruel qu'elle est celle d'un homme qui avait reçu dans le milieu judiciaire lyonnais le surnom, aussi affectueux que grivois, selon ceux qui le lui donnaient, de « shérif ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 24.)

AU JOUR LE JOUR

La carotte et les bâtons

Un député a dit que M. Valéry Giscard d'Estaing tenait la carotte et que M. Pompidou et Chirac tenaient le bâton.

L'image n'est pas nouvelle, mais elle est étrangement formulée. Il y a un bâton de trop et il manque un âne dans le trio.

À moins que, comme à Gaignac, les deux premiers de bâton ne se servent de leur gourdin pour cogner l'air sur l'autre. Auquel cas il ne restera au troisième larron qu'à croquer lui-même sa carotte en regardant le combat.

ROBERT ESCARPIT.

Ne pas se tromper de crise

I. — LE CAPITALISME EN A VU D'AUTRES...

par PIERRE DROUIN

Certains mots commodes évitent de nommer exactement une situation qu'on ne comprend pas. Mai 1968 a ainsi été rangé dans la catégorie des « événements ». Face à la « nécessité », M. Jacques Monod invoque le « hasard » pour classer les phénomènes qu'il ne peut expliquer. Les économistes parlent à tout propos de « crise », ce qui permet de noyer dans un brouillard d'analyses les tensions fortes et variées que les sociétés occidentales subissent aujourd'hui.

La crise de 1929 a tellement frappé les esprits qu'on devient peu ou prou prisonnier de son passé. Le diable de 1929 fait voir le capitalisme mortif de ses propres excès extrêmes certains à regarder ses vicissitudes actuelles comme l'expression de sa « chute finale ».

Même si ces thèmes ont été souvent brochés et publiquement renouvelés, actualité leur a été donnée lors du colloque organisé les 5 et 6 juin par le parti socialiste à Surannes. Il faut tenir ouvert ce dossier capital.

Pourquoi, malgré les travaux d'experts en dépit des précautions prises, le diable de 1929 fait-il toujours de sa boîte le cœur d'une crise? Sans doute parce que c'est la plus pénible épreuve que l'Occident ait connue en ce siècle, hormis les guerres. L'imagination s'en contrecrit. Le malheur est plus terrible lorsqu'il a des références.

C'est aussi que, dans la description de nos misères, le mot de chômage revient avec de plus en plus d'insistance. Or, n'est-ce pas à cette vision des théories de la crise? Sans doute parce que l'Occident est connu en ce siècle, hormis les guerres. L'imagination s'en contrecrit. Le malheur est plus terrible lorsqu'il a des références.

Pour comprendre que ce qui se passait en 1929 était vraiment d'un autre ordre, il faut tout de même avoir quelques chiffres en tête. Le comble de l'infortune est détenu aujourd'hui par les États-Unis, qui voient régresser au chômage quelque 9 % de leur population active. Ce taux était dans ce pays de 36 % en 1933. Il était alors de 29 % au Canada, de 31 % en Allemagne, de 18 % au Japon, de 14 % en Grande-Bretagne, de 13 % en France.

Encore, note Arghiri Emmanuel (1), ces pourcentages ne donnent-ils pas la véritable image

de la situation, car la population active n'avait pas alors la même structure que maintenant. Du fait du nombre relativement important, alors, d'agriculteurs, de domestiques (11,8 % de la population active en Grande-Bretagne en 1934) et d'ouvriers des classes aisées, il serait plus juste de compter les chômeurs par rapport aux salariés productifs. Par exemple, le Japon n'avait, en 1933-1934, que 7 millions d'ouvriers sur plus de 20 millions d'actifs, et, sur les 7 millions d'ouvriers, il y avait 2 800 000 chômeurs, soit 40 %!

(Lire la suite page 25.)

LE PRÉSIDENT DE L'ÉTAT DES ÉMIRATS ARABES UNIS À PARIS

Le président de l'État des Émirats arabes unis, cheikhayed ben Sultan El Nahayou, est attendu, ce jeudi après-midi 3 juillet à Paris, pour une visite officielle de deux jours en France. Cheikh Nayad devra être reçu à l'aéroport d'Orly par M. Giscard d'Estaing.

Tous les journaux, pages 7 à 9, un supplément consacré à l'État des Émirats arabes unis.

La lecture publique rattachée à la politique culturelle

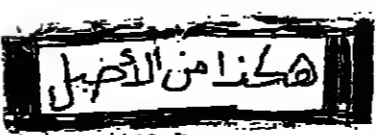
Dix mesures pour le livre

En guise de cadeau de vacances aux Français, le gouvernement vient d'adopter, par décret, dix mesures concernant le livre.

On se souvient qu'en septembre 1974, le premier ministre avait chargé M. Paul Giscard, secrétaire d'État auprès du premier ministre, d'une mission d'inspection sur ces problèmes. La commission interministérielle constituée par ce décret et présidée par M. Paul Marie de La Gorce, avait alors élaboré un rapport rédigé par M. Paul Bégout, qui fut soumis au conseil des ministres du 46-avril. Une première proposition, incluse dans ce rapport et relative au statut social de l'écrivain (affiliation à la Sécurité sociale, retraite, etc.) avait été adoptée par le conseil des ministres du 4 juin dernier. Le nouveau texte de mesures qui vient d'être adopté, qui révoque pas le contenu de ce rapport, mais les problèmes, constitue désormais une première étape d'une politique globale dans un domaine jusqu'alors peu favorisé par le pouvoir gouvernemental.

Paul Morelle

PONIATOWSKI conduire le changement ESSAI SUR LE POUVOIR les métamorphoses nécessaires du pouvoir



EUROPE

La Turquie après Chypre

II. — L'EUROPE OU LA DIPLOMATIE DU WESTERN

De notre envoyé spécial MAURICE DELARUE

Dans le précédent article (« Le Monde » du 3 juillet), notre envoyé spécial a exposé les effets du conflit chypriote sur la Turquie et sur les liens qui unissent la Turquie à l'Occident, les Etats-Unis d'une part, la Communauté européenne de l'autre.

Ankara. — L'inquiétude et le scepticisme sur l'avenir de la Turquie dans la Communauté se rencontrent moins chez les industriels — fort actifs, et qui, jusqu'à la crise actuelle, ne doutaient pas de la capacité de leur pays à tenir son rang dans la compétition européenne — que chez les technocrates, qui se sentent dans l'administration ou dans l'opposition politique de gauche quand ils ne sont pas dans les deux à la fois. Pour ces « anti-Marché commun », la Turquie ne surmontera pas ses faiblesses sans une dose sérieuse, voire massive, de planification, médecine qu'il sera plus difficile de lui administrer si elle s'insère trop tôt dans la grande machine libérale de la Communauté.

Le Turc est patient, mais il est dangereux de le pousser à bout. Sa riposte est alors brutale, et ne surprend que ceux qui avaient confondu patience et faiblesse. Charger aujourd'hui le ruda paysan d'Anatolie de tous les péchés n'est pas favorable à la solution du problème de Chypre. Et faire preuve d'indulgence envers les intrigues passées de la junte militaire grecque et de son homme de main, M. Sampson, ne peut que fortifier Ankara dans son intransigeance.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE. objet: secrétariat de direction, secrétariat médical. note confidentielle: L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables... adresse: 40, rue de Liège - Paris 8e.

Il n'empêche que la Turquie serait pour le moins agacée que la Grèce, par le biais du Marché commun, participe pleinement avant elle à la coopération politique européenne.

Il reste que le débat sur les relations avec la Communauté est une question de doctrine économique (dirigisme, contre libéralisme, de débats et de moyens. Il ne met pas en cause la finalité occidentale de la politique d'Ankara. D'ailleurs, quelle autre orientation la Turquie peut-elle prendre? L'alternative soviétique n'est pas sérieusement considérée et susciterait la coalition des modernistes pro-occidentaux et des traditionalistes « pro-orientaux. Mais ces derniers n'ont pas une solution?

Il y a quelques mois, la question n'aurait provoqué qu'un haussement d'épaules. Mais dans la conjoncture actuelle, l'extrême droite nationaliste et islamique s'est rendue indispensable. Elle fournit aujourd'hui à la majorité de M. Demirel, comme hier à celle de son prédécesseur, M. Ecevit, actuel chef de l'opposition, un appui parlementaire irremplaçable. Son chef le plus actif, M. Erbakan, vice-président du Conseil aujourd'hui comme hier, mène en pays arabes une sorte de diplomatie parallèle. M. Jalilou, premier ministre libéral, a été reçu, en décembre, en visite officielle à Ankara. C'est en Iran, partenaire solide et riche pour le Turc, que le président de la République, le général de Coudill, vient de faire sa première visite officielle à l'étranger. Sur ce terrain, les Turcs ont cependant à remonter le rude handicap du ressentiment contre l'Empire ottoman. Aussi ne semble-t-il pas que M. Erbakan ait trouvé chez ses amis arabes les satisfactions financières qu'il attendait.

Pour le moment, en tout cas, l'Union du monde arabe offre-t-elle des arguments tactiques à la diplomatie turque, non de nouveaux objectifs stratégiques. La Turquie ne s'engagerait dans la

La France est-elle bien placée pour recueillir les retombées de ce désengagement? Mais elle non plus n'est pas sortie sans dommage de la crise chypriote. Jusqu'ici, elle bénéficiait à Ankara et Istanbul d'un préjugé favorable, né des relations amicales très anciennes de François Ier et du général de Gaulle qui, en se prononçant dès 1964, dans des conversations privées, pour le regroupement des Turcs et des Grecs de Chypre, combattait les vœux d'Ankara. Economiquement, la France occupe sur le marché turc une place appréciable (elle est le cinquième fournisseur et le septième client de la Turquie). L'an dernier, les ventes de la France à la Turquie ont été à peine inférieures à ses ventes à l'Irak et supérieures à ses ventes à l'Irak, clients très convoités par des visiteurs français de haut rang.

La langue française est largement utilisée par les Français dans l'enseignement turc. Mais, grâce à Galatasaray — le lycée franco-turc d'Istanbul — et à quelques autres établissements tels qu'un religieux, elle tient toujours une place, que l'on peut dire qualitative, enviable et enviée. Il existe dans les milieux dirigeants, y compris les milieux techniques et scientifiques (plusieurs centaines d'ingénieurs ont fait leurs études en France et deux mille y ont fait des stages), une sorte de confrérie franco-turque. C'est à Paris que se trouve le capital de sympathie qui peut susciter des investissements culturels sous forme de quelques professeurs bien choisis et bien placés.

On a pu craindre l'été dernier que la France n'ait ruiné sa position en épousant la cause du gouvernement d'Athènes dès que le régime des colonnes est été renversé. La colère explosa quand elle s'employa à faire condamner nominalement la Turquie, sans succès d'ailleurs, après le second démantèlement de la C.O.P.B.I. Le Conseil de sécurité de l'O.N.U. à Ankara, les partenaires de la France dans l'Europe des Neuf ne se privèrent pas de faire savoir

qu'ils n'avaient pas approuvé cet échec. Le gouvernement français. Les journaux turcs n'avaient pas alors de mots assez durs pour stigmatiser l'« cynisme » de la France, grand pourvoyeur des « machines à mort » pour réactiver les « foyers » à leurs ennemis grecs.

L'exemple franco-allemand

Depuis, le temps a fait sa course et les relations entre Paris et Ankara se sont quelque peu rassérénées. Une visite de M. Sauvagnargues en Turquie est envisagée. Ce sera la première d'un ministre des affaires étrangères français depuis que M. Deh accompaigna le général de Gaulle en 1968 (alors que les ministres des autres Etats de la Communauté se succèdent en Turquie). Des contacts ont même été pour la vente de Mirage à l'Armée turque — façon qui ne serait évidemment pas la plus élégante d'équilibrer les relations franco-turques et franco-grecques. 13 février dernier, à Dublin, Nicosie, à l'invitation de la France, se déclarèrent prêts à « tenir avec les représentants de toutes les parties intéressées pour favoriser une solution pacifique » à Chypre. Mais l'offensive de Nicosie et de l'Etat turc n'a pas permis de régler leurs affaires entre et l'Europe des Neuf ne saurait jouer les arbitres, ni même simplement les médiateurs.

Da moins pourrait-elle tout un cadre ouvert qui permettrait de créer une atmosphère propice à la réconciliation des Grecs et Turcs. L'Europe a joint avec à côté de rôle de catalyseur, à venir à bout d'une autre instance européenne sariante et tenace celle qui opposait les Français aux Allemands. Si elle manifeste un minimum d'existence et d'efficacité, ne pourrait-elle contraindre aujourd'hui à enterrer le conflit qui dure depuis la nuit de Troie? FIN

DIPLOMATIE

M. Brejnev a reçu une importante délégation de sénateurs américains

Moscou. (A.F.P.-A.P.). — M. Brejnev a reçu, mercredi 2 juillet au Kremlin, pendant plus de deux heures, un groupe de quatorze sénateurs américains. L'entrevue a été cordiale mais elle n'a pas permis, semble-t-il, de débloquer les relations américano-soviétiques, qui sont affectées depuis la fin de l'année dernière par le refus de l'U.R.S.S. de lier le monde arabe offert des échanges commerciaux et technologiques avec les Etats-Unis à une libéralisation de sa politique d'émigration.

M. Kissinger ira à Paris, Bonn et Londres la semaine prochaine

Il se confirme qu'après ses entretiens avec le ministre soviétique des affaires étrangères, la semaine prochaine à Genève, le secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger, viendra à Paris rencontrer son collègue français, M. Saur. Il sera probablement le 11 juillet. M. Kissinger ira ensuite à Bonn puis à Londres. Il est possible que pendant son séjour à Bonn, il ait un entretien avec M. Kissinger ait un entretien avec M. Rabin, qui doit faire une visite à Bonn du 8 au 13 juillet.

LE TON MONTE A LA C.S.C.E.

Les Suisses prennent à partie les représentants de la France

De notre envoyé spécial

Géneve. — Le ton monte à Genève et mesure que disparaissent les dernières chances de conjurer en juillet la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, commencée il y a deux ans. Mercredi 2 juillet, pour la première fois au sein du comité d'organisation, les Français ont traité les Allemands de l'Ouest d'irresponsables et les ont accusés d'obstruction. Les Soviétiques ont fait savoir qu'ils attendraient ce jeudi pour dénoncer les responsables du retard. « Sans doute oublierait-ils qu'ils ont attendu eux-mêmes plus de dix-huit mois pour faire des concessions qui ont permis d'envisager la conclusion de la C.S.C.E. avant le fin de 1975 ».

Au cours de la même séance, les Suisses ont quelque peu pris à partie les Français. Ils les auraient même accusés de « sophisme ». Ils ont fait remarquer que M. Giscard d'Estaing avait récemment annoncé qu'il était d'accord pour que le « sommet » par-européen final se tienne en juillet alors qu'à Genève, ses représentants continuent à relancer toute décision sur une date. A quoi M. André, chef de la délégation française, a répondu qu'une telle décision dépendait d'un consensus général et que la France était prête à s'y rattacher.

Algérie

L'UNION SOVIETIQUE ET L'ALGERIE ont signé, mardi 1er juillet, un accord de coopération dans le domaine de la recherche scientifique. — (Reuter.)

Allemagne fédérale

PLUSIEURS AVOCATS FRANÇAIS ont, samedi 27 juillet, à Stuttgart, un appel en faveur des avocats de la République fédérale à verser plusieurs millions de marks chaque année pour ces rapatriements. Indique-t-on dans les milieux gouvernementaux de Bonn. — (A.F.P.)

Cuba

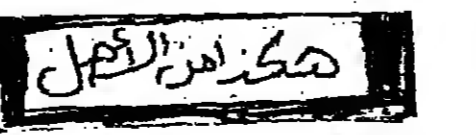
M. CHARLES WHALEN, parlementaire américain en visite privée à La Havane, et M. Fidel Castro, ont eu un entretien le mercredi 2 juillet. M. Whalen, qui est membre de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a déclaré à l'issue de l'entretien, qu'il plaidait auprès de M. Ford pour une reprise des relations entre les deux pays. Il demandera également au président américain que Washington prenne, lors de la prochaine réunion de l'Organisation des Etats américains, prévue pour la fin de juillet, à San-José-de-Costa-Rica, des initiatives favorisant la levée des sanctions contre Cuba. — (A.F.P.)

Etats-Unis

LA MUNICIPALITE NEW-YORK a obtenu, le mardi 2 juillet, une décision judiciaire enjoignant éditoriaux, qui avaient commencé la veille une grève de la reprise immédiate du travail. Les éditoriaux ont tenu contre le licenciement de trois mille d'entre eux. Le mouvement a déjà entraîné l'accumulation de tonnes de dures sur les trottoirs de ville. — (A.P.)

Grande-Bretagne

CINQ VEDETTE RAPID ont été commandées par Royal Navy afin de protéger les zones d'exploitation pétrolière et de gaz naturel du Nord. Ces vedettes. — (A.F.P.)



EUROPE

Grande-Bretagne

gauche travailliste se mobilise contre le plan anti-inflationniste

De notre correspondant
La gauche du Labour... Le plan anti-inflationniste...

Allemagne fédérale

Les libéraux protestent contre la politique d'économies que le chancelier Schmidt veut imposer à la C.E.E.

De notre correspondant
Le chancelier Schmidt... La politique d'économies...

Portugal

Les grévistes de Radio-Renaissance refusent l'ordre d'évacuation du gouvernement

De notre correspondant
Lisbonne (A.F.P., A.P.). La commission des travailleurs...

JEAN WETZ.

Italie

Pour lutter contre la « morale bourgeoise » l'ancien secrétaire général du parti radical donne l'exemple de la « désobéissance civile »

De notre correspondant
Rome. — Le mercredi 2 juillet, la justice italienne a été contrainte de faire arrêter à Rome M. Marco Pannella...

Hongrie

LE COMITÉ CENTRAL A ÉLU DE NOUVEAUX MEMBRES AU BUREAU POLITIQUE

(De notre correspondant.)
Vienne. — La situation économique a conduit l'essentiel des travaux du comité central...

Irlande

MISE AU POINT. — Le Monde daté 29-30 juin a cité un communiqué du journal Libération annonçant l'arrestation de M. Roger Falgout...

Espagne

Les poursuites ont été abandonnées. Le mercredi 2 juillet, contre cinq vingt-trois travailleurs jugés par le tribunal de l'ordre public à Madrid...

Roumanie

LA VISITE DE M. SÉGARD PRÉPARE LE VOYAGE DE M. CHIRAC

De notre correspondant.
Bucarest. — Le ministre français commerce extérieur a effectué, ce 2 juillet, une brève visite...

« désobéissance civile »

Cette acte de « désobéissance civile », qui doit être initié vendredi par de nombreuses personnes sur la piazza Navona...

Yugoslavie

SEPT YOUGOSLAVES ont été condamnés, le mercredi 2 juillet, par un tribunal de Trieste (Slovenie) à des peines allant de un an et demi à deux ans de réclusion pour leur attitude « dogmatique, kynisme et stérilité »...

Portugal

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DE L'EUROPE, réunie mercredi 2 juillet à Lyon, a invité une délégation de l'Assemblée consultative portugaise à venir exposer à la prochaine session...

Grèce

LE MINISTRE ISRAËLIEN DE L'ASSISTANCE SOCIALE, M. Mikhael Elazar, un des dirigeants du parti national religieux, est mort, mercredi 2 juillet, d'une crise cardiaque.

Israël

Iran

Grèce

Israël

Iran

GUIDE DE LA MORT
Georges HEUSE
Ce guide apporte une réponse à tous les problèmes pratiques que pose la mort. Plus de cent sujets traités, entre autres : comment rédiger un testament... MASSON 120, boulevard Saint-Germain - 75280 Paris Cedex 06

Grèce

Grèce

Grèce

Grèce

Grèce

Grèce

Grèce





# PROCHE-ORIENT

## EN CAS DE NOUVEAUX TROUBLES A BEYROUTH

### Le ministre de l'intérieur pourrait faire intervenir les forces de sécurité

Beirut. — Deux heures du matin. Nuit noire sur le quartier musulman de Chyah, qui reste depuis une semaine l'endroit le plus « chaud » de Beyrouth. Malgré le cessez-le-feu décrété le 1<sup>er</sup> juillet dans l'après-midi, razzias et explosions se succèdent. Tout autour, les immeubles portent les stigmates des derniers combats.

L'avenue Assad-El-Assad sépare Chyah du quartier chrétien d'Aïn-El-Rammaneh, lui aussi désert. Les deux quartiers sont peuplés de petits boutiquiers du côté chrétien, ouvriers et paysans chittes, venus du sud du Liban, du côté musulman. Des Palestiniens du camp de Chadia, situés à proximité, et leurs camarades de l'extrême gauche libanaise ont rebaptisé l'avenue Assad-El-Assad « rue du 13 avril », en souvenir de l'attentat anti-palestinien qui fut à l'origine des événements (1). C'est la ligne de front.

En position derrière leurs sacs de sable, des « combattants » d'extrême gauche pointent leur Kalachnikov ou leur mitrailleuse vers les façades d'Aïn-El-Rammaneh. De temps en temps, une rafale éclate et déclenche aussitôt des tirs entrecroisés. Qui a tiré le premier ? La question paraît futile au milieu de ce labyrinthe obscur de ces ruelles d'où surgissent des ombres en armes que l'on serait bien en peine d'identifier. Mais nos voisins paraissent tout de même avoir la détente facile.

Il y a parmi nous des militants du parti communiste et de l'Organisation d'action communiste libanaise (O.A.C.L.), groupes idéologiquement rivaux mais rassemblés par un combat commun au sein du Front des forces démocratiques de M. Kamal Joumblatt. Y a-t-il aussi des fedayin palestiniens, comme l'affirment les phalangistes ? C'est vraisemblable. L'O.A.C.L. groupes idéologiquement rivaux mais rassemblés par un combat commun au sein du Front des forces démocratiques de M. Kamal Joumblatt. Y a-t-il aussi des fedayin palestiniens, comme l'affirment les phalangistes ? C'est vraisemblable. L'O.A.C.L. groupes idéologiquement rivaux mais rassemblés par un combat commun au sein du Front des forces démocratiques de M. Kamal Joumblatt. Y a-t-il aussi des fedayin palestiniens, comme l'affirment les phalangistes ? C'est vraisemblable.

Alors que la calme régnait partout ailleurs, à Beyrouth des tirs ont encore été échangés dans les quartiers de Chyah et d'Aïn-El-Rammaneh, dans

la nuit du mercredi 2 au jeudi 3 juillet. M. Camille Chamoun, le nouveau ministre de l'Intérieur, a laissé entendre, mercredi soir, que les forces de

sécurité pourraient être amenées à intervenir, à Chyah notamment, pour restaurer l'ordre si les combats devaient se poursuivre.

Notre envoyé spécial décrit ci-dessous la nuit qu'il a passée dans ce quartier, quelques heures après l'accord de cessez-le-feu intervenu le 1<sup>er</sup> juillet.

N'est-ce pas paradoxal pour des militants communistes d'être rassemblés derrière un chef ? M. Kamal Joumblatt — qui en en même temps un grand soldat — a-t-il été élu ? M. Joumblatt, toujours pris des positions progressistes. Et pour nous l'essentiel. Que pensent-ils du nouveau gouvernement ? M. Kataeb en, sont exclus. C'est une grande victoire de la gauche. Nous espérons maintenant arriver à écrire un jour des gens comme Chamoun, mais tout cela sera par étapes.

Vers 4 heures, quatre militants nous ramènent en voiture vers l'entrée de la ville. A proximité du rond-point de Chadia, notre groupe est intercepté par une patrouille palestinienne du Fatah. Il s'ensuit un long interrogatoire et des déclarations laborieuses auprès d'un responsable du service d'ordre palestinien. Nos jeunes communistes ne sont pas théoriquement des camarades de combat des Palestiniens ? Mais ce sont aussi des Libanais subitement arrêtés en plein Beyrouth par des fedayin armés. L'imprevisible mouvement irrégulier que l'on devine sur le visage de musulmans est probablement pas un détail sans importance.

J.-C. GUILLEAUD.

### UNE NUIT AVEC LES COMMUNISTES

De notre envoyé spécial

bon tiers d'entre eux sont des chrétiens, ce qui dément, en tout cas, les analyses schématiquement du regard la « crise » libanaise. Quelques jeunes filles en bataille dressée insistent pour que l'on mentionne la « libération de la femme arabe » parmi les conquêtes de la gauche.

Pour venir jusqu'ici à partir d'un siège du parti communiste installé dans une école de Chyah, un « responsable politique » et un « responsable militaire » nous ont conduits le long d'un « parcours » qui traverse des immeubles et des jardins, escalade des ruines. Un coup de sifflet ou une phrase chuchotée en arabe devait signaler notre arrivée aux « camarades ».

#### Des citations de Lénine

Les militants paraissent soucieux de l'orthodoxie de leurs paroles et ils consultent souvent du regard le « responsable politique ». Leurs réponses prennent alors parfois l'allure d'un récit idéologique ou interviennent un peu mécaniquement des expressions comme « lutte des masses », « prise de conscience », « ligne massiste », et des citations de Lénine. Cette rigueur contraste en tout cas avec l'absence d'analyse politique des Kataeb (le Monde du 29 mai).

L'organisation des communistes en milice armée, du moins à cette échelle, date de quelques mois à peine. Seuls les derniers événements d'avril-mai, après les émeutes de Salda, au début de l'année (2), ont permis à l'extrême

(1) Le 13 avril 1975, les Kataeb ont attaqué un autocar palestinien et massacré ses occupants. Ce drame fut à l'origine des premiers affrontements d'avril-mai à Beyrouth.  
(2) A la suite d'une grève des pêcheurs de Salda, réprimée par l'armée libanaise, des troubles graves avaient éclaté dans cette ville côtière du Liban du sud. L'armée avait dû, finalement, se retirer de la ville et plusieurs de ses officiers chrétiens avaient été exécutés.

gauche d'affirmer aussi spectaculairement sa présence dans la rue musulmane et d'y évincer les chefs musulmans traditionnels, chittes, sunnites ou druzes. On a reproché à l'O.A.C.L. notamment d'avoir été à l'origine des premiers troubles de Chyah et de Haret-Ereik. Son trépan sur la scène politique en tant que force organisée est venue bouleverser le « jeu » interconfessionnel habituel.

Un responsable âgé de vingt-cinq ans décrit la situation dans son secteur. « Le jour, dit-il, il n'y a pas de véritable combat. D'ailleurs nos moyens en armements sont limités. Les phalangistes nous bombardent et nous ripostons. En revanche, la nuit, nous arrivons à pénétrer jusqu'à l'intérieur d'Aïn-El-Rammaneh avec un objectif précis. (Il tend le bras par-dessus une muraille de béton.) Vous voyez l'avenue... Dès qu'il fait nuit, les fascistes se retirent à 300 mètres en arrière. Mais depuis quelques jours, ils ont des fusils à infra-rouge munis de silencieux. Nous avons des camarades qui sont tombés sans qu'on entende la moindre détonation. Ils ont été descendus par des « chasseurs » professionnels. Nous pensons que seule l'armée ou pu leur fournir ce genre d'armes. Mais n'écoutez pas l'armée, dites plutôt une « organisation officielle qui n'est pas civile ». Pour des raisons politiques, nous tenons beaucoup à cette distinction. Ce n'est pas toute l'armée que nous accusons ».

#### « Les Amis du cèdre »

En une semaine, si l'on en croit notre interlocuteur, les affrontements ont fait de soixante-dix à quatre-vingts morts civils à Chyah. L'O.A.C.L. et la P.C. n'auraient eu, quant à eux, que cinq combattants tués, des « camarades martyrs », dont on nous propose

d'enregistrer les noms. Les forces de sécurité intérieure libanaise (F.S.I.) sont intervenues à plusieurs reprises le long de l'avenue Assad-El-Assad pour rétablir l'ordre. La gauche les accuse d'avoir en fait apporté leur appui aux Kataeb. Le quartier chrétien d'Aïn-El-Rammaneh serait d'ailleurs partiellement tenu par un groupuscule d'extrême droite, une sorte d'O.A.S., plus extrémiste que les Kataeb, les Amis du cèdre, dont l'intervention est rarement mentionnée dans la presse de Beyrouth.

Au siège du parti communiste, une trentaine de jeunes gens et de jeunes filles s'affairent à la leur des bougies. Une infirmière a été installée. Trois étudiants en médecine d'origine chrétienne en assurent le fonctionnement. Un gros basooka est entreposé à gauche de la porte d'entrée qui disparaît derrière des sacs de sable.

Réunion au grand complet dans le bureau du « responsable politique » pour une longue discussion qui a pu un tour plus détendu. Assis en demi-cercle, les « camarades » se présentent avec un nom de guerre, le plus souvent celui d'un « martyr » révolutionnaire du tiers-monde. Le quartier de Chyah est dans tout Beyrouth, celui où l'extrême gauche paraît le mieux implantée. Sa population, pauvre, a déjà une longue expérience des luttes politiques. La grande usine d'aluminium Chantour (cinq mille ouvriers), l'une des premières entreprises du Liban, a connu des semaines de grèves dures. Le 13 avril, dit un jeune communiste, lorsque les Kataeb ont massacré les occupants palestiniens d'un autocar, les gens de Chyah ont commencé à réfléchir. Les partis progressistes leur ont proposé une explication politique : les Kataeb,

### Egypte

Recevant des enseignants américains

### M. SABATE ADMET QUE LES ÉTATS-UNIS ET ISRAËL AIENT DES RELATIONS PRIVILÉGIÉES

Le Caire (A.F.P., Reuter). — Le président Sadate a déclaré, mercredi 2 juillet, devant des enseignants américains, en visite en Egypte : « Je ne demande pas à l'Amérique de rompre ses relations avec Israël ni de cesser de lui fournir des armes ni de mettre fin aux relations privilégiées entre les deux États. (...) Je demande que cette aide soit destinée à assurer la sécurité d'Israël, et que nous y ayons droit nous aussi. »

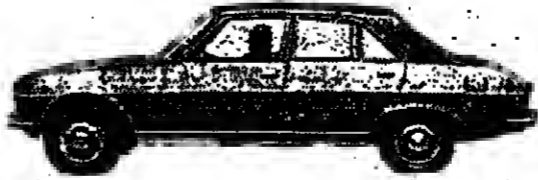
Interrogé sur le problème de la reconnaissance d'Israël, le président a répondu : « L'acceptation de la résolution 242 du conseil de sécurité a fait de l'existence d'Israël une réalité. » Il a, cependant, ajouté : « Il est naturel qu'après vingt-sept ans de guerre, on puisse établir tout d'un coup des relations normales ; les plus grands progrès consisteraient à mettre fin à l'état de guerre avec une parité des grandes puissances ou l'Amérique, ce qui laisserait aux générations futures le libre d'opinion. »

Parlant de son mandat prés dentel, M. Sadate a déclaré : « Je crois qu'il est de mon devoir de vivre comme un citoyen ordinaire et de me reposer », laissant ainsi entendre qu'il ne représenterait pas aux élections de l'année prochaine.



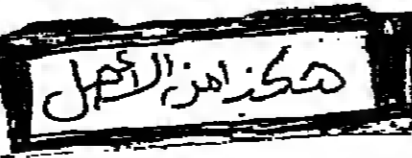
# Quand elle veut prouver ses qualités la 504 Peugeot gagne 3 rallyes africains la même année.

Quand on a des qualités réelles on accepte qu'elles soient testées. C'est en tout cas ce que pense la 504 Peugeot. Alors, en un an, elle s'est trouvée au départ des trois grands rallyes africains. — Décembre : Rallye du Bandama, Mars : East African Safari, Juin : Rallye du Maroc. En tout 15 000 kilomètres de soleil brûlant, de pistes défoncées, de boue glissante, de poussière destructrice, de cailloux tranchants, de tôle ondulée, de sable et d'ormières. — Il fallait avoir la robustesse de la 504 pour remporter à l'arrivée un grand nombre de trophées. — Rassurez-vous. Dans la vie de tous les jours, les 504 Peugeot sont aussi robustes. Mais beaucoup plus discrètes.

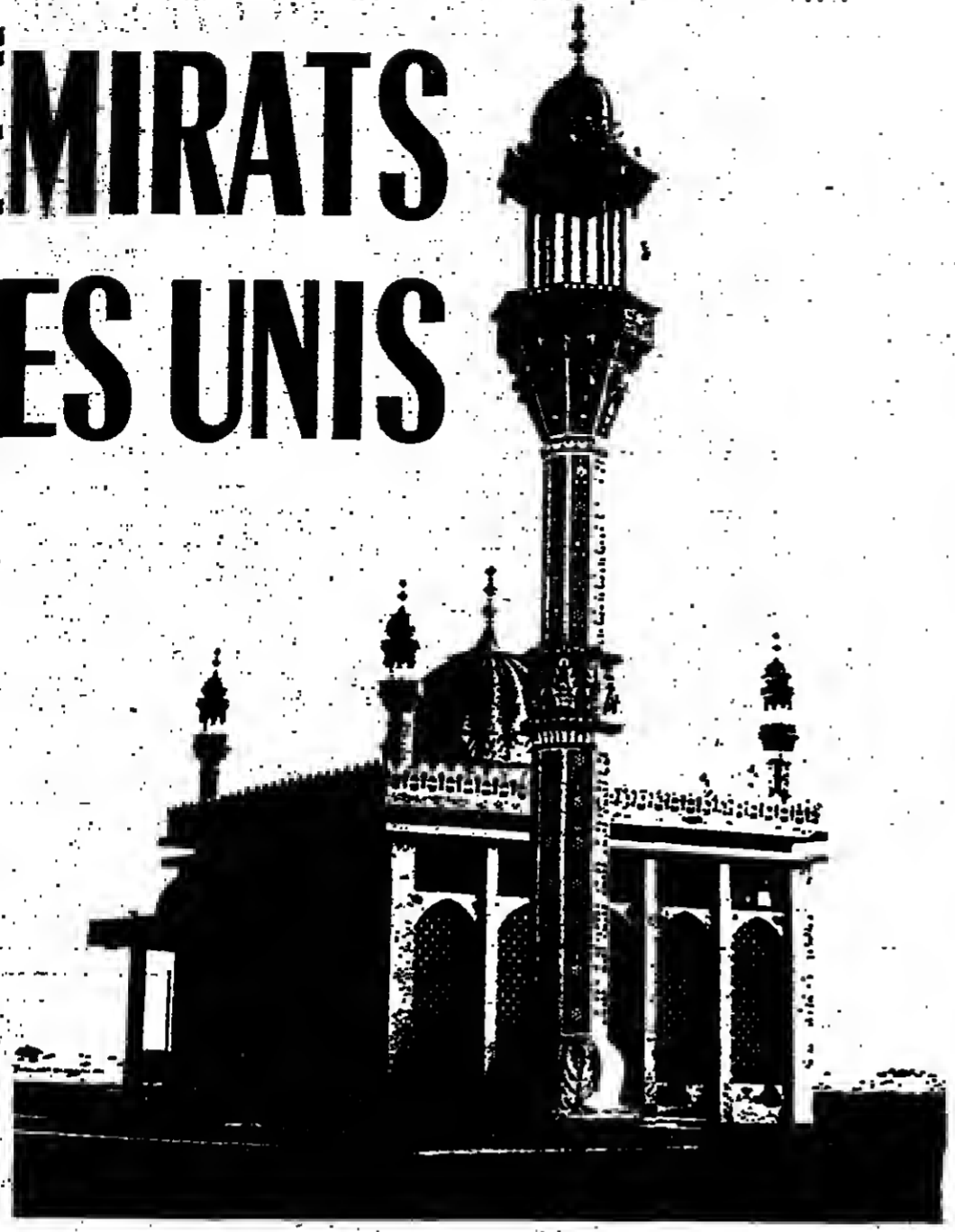


## Il y a très peu de voitures dont la réputation ne doit rien à la publicité.

Pour tous ces rallyes, comme toujours, Peugeot a fait confiance à



# LES ÉMIRATS ARABES UNIS



## VERS UN ÉTAT MODERNE ET STRUCTURÉ

La naissance de l'Etat des Emirats arabes unis, proclamé le 2 décembre 1971, avait été précédée avec quelques exceptions. Les divergences d'intérêt s'élevaient de l'indépendance des chasses naturelles des émirats, les rivalités tribales, les luttes d'influence opposant les pays voisins du Golfe, constituant un obstacle à l'union qui rendait l'entreprise hasardeuse. Trois ans et demi après la création de la fédération, celle-ci a cependant surmonté avec une surprise aisance les difficultés prévues, qu'elle a renouées sur son chemin.

L'une des raisons de l'absence de conflits majeurs au sein de l'Etat des Emirats arabes unis est le fait que jusqu'à présent ses principaux dirigeants et responsables ne laissent pas s'interposer une constitution provisoire. En fait, nous disons un vieux résident d'Abou-Dhabi, il est d'accord sur ce point que les problèmes particuliers n'ont pas été résolus. C'est ainsi que le budget fédéral a été jusqu'à présent entièrement financé par Abou-Dhabi, alors qu'aux termes de la constitution provisoire il doit être financé par les revenus de chaque émirat. Nul ne s'attend sérieusement à une contribution quelconque de la part des quatre émirats pauvres du Nord — Ras-Khaysma, Ajman, Om-Ei-Kowain et Foujdjira — qui sont à présent bénéficiaires des richesses d'Abou-Dhabi. Du côté de Chardja, certes en pleine expansion économique, mais en proie à de nombreuses difficultés financières. En revanche, cheikh Zayed, semble-t-il, mériterait bien que Doubaï, dont les activités commerciales n'ont pas été aussi florissantes, participe au financement du budget fédéral.

Interrogé sur le sujet des « décrets » entre les « unionistes » d'Abou-Dhabi qui souhaitent un Etat structuré et moderne et les résidents d'une union fédérale, les responsables des A.U. admettent l'existence de conceptions divergentes — sur la nature de la Fédération, mais sans que cela empêche l'élaboration de la plus haute instance des E.A.U. — qui s'est tenue le 12 mai à Abou-Dhabi. Les décisions qui ont été prises au cours de cette assemblée la plus significative est la prévoyance d'une unification des forces militaires arabes et la charge de présenter un projet de deux mois un projet d'unification. S'ils réussissent dans cette mission, l'importance de ce rôle plus actif au sein de la communauté des nations.

— *Estimez-vous que l'essor économique des E.A.U. sera affecté par la baisse de la production pétrolière internationale ?* Envisagez-vous des réductions dans vos investissements dans le pays et dans le maintien de l'aide que vous accordez aux pays étrangers ?

— *En tant que membres à part entière de l'OPPEP, les E.A.U. sont-ils obligés de respecter les décisions de l'organisation ?* Je suis certain que l'OPPEP continuera à adopter des résolutions modérées dans le but de concilier les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. La poursuite du dialogue entre les deux parties est d'une extrême importance et doit avoir pour objectif de sauvegarder les droits des producteurs et des consommateurs dans un climat de conciliation et non de confrontation.

— *Pensez-vous que la réouverture du canal de Suez et la décision d'Israël d'alléger son dispositif militaire sur le front du Sinaï ont créé les conditions d'une paix honorable au Proche-Orient ?*

## UNE INTERVIEW DU CHEIKH ZAYED

### Le dialogue entre producteurs et consommateurs doit se dérouler dans un climat de conciliation

Abou-Dhabi. — Principal artisan de l'unité des pays du golfe, cheikh Zayed Ben Sultan el Nahyan, gouverneur d'Abou-Dhabi, invité depuis décembre 1971 aux destinées de l'Etat des Emirats arabes unis. Elevé dans le respect des traditions bedouines, cheikh Zayed s'est révélé un chef d'Etat dynamique qui ne dissimule pas sa volonté de faire de la jeune fédération du Golfe un Etat moderne et structuré.

Cheikh Zayed, qui nous reçoit dans son « majlis » au palais Al-Muqam, près de la ville d'El-Ain dont il fut longtemps le gouverneur, a bien voulu répondre à nos questions.

— *Quel sens attribuez-vous à votre rôle en France ?*  
— La France est rattachée au monde arabe par d'anciens liens d'amitié et est universellement admirée pour ses positions fermes en faveur des causes justes. Les Arabes apprécient en particulier l'attitude de la France à leur égard et lui réservent toute leur amitié ainsi que leur respect. Notre visite a pour objectif de consolider davantage nos relations mutuelles et de renforcer la coopération à tous les échelons. Il existe déjà une base solide pour la coopération bilatérale et j'espère que cette visite contribuera à raffermir encore plus notre amitié ainsi qu'à élargir le champ de notre collaboration mutuelle.

— *Il ne fait pas de doute que la baisse des revenus se répercutera sur le volume de vos engagements financiers tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Nous sommes cependant confiants et nous pensons que vous pourriez mener à bien votre programme de développement intérieur et en même temps respecter vos obligations à l'égard de vos frères arabes et du tiers-monde.*

— *Appuyez-vous les demandes de l'Irak pour une augmentation du prix du pétrole en septembre ?*  
— En tant que membres à part entière de l'OPPEP, les E.A.U. sont

— *En cas d'échec des efforts de paix actuels, pensez-vous que les pays arabes devront imposer un nouvel embargo pétrolier, malgré les menaces américaines répétées d'intensifier militairement contre les pays producteurs de pétrole ?*  
— Premièrement, je voudrais ici préciser que le pétrole constitue une richesse économique que les Arabes utilisent pour le développement et le progrès. Si le monde arabe est menacé par la guerre, il est évident que cette richesse, ainsi que toutes ses autres ressources, seront mobilisées pour assurer sa défense. Deuxièmement, une éventuelle décision d'imposer

— *Il n'y a pas de doute que ces mesures peuvent être interprétées comme le début d'un processus vers la stabilité et la paix. Ces espoirs ne seront cependant précisés que si Israël est réellement sincère dans sa décision d'alléger son dispositif militaire dans le Sinaï et s'il considère que cette mesure constitue un premier pas vers un règlement général fondé sur les résolutions des Nations unies. Colles-ci prévoient le retrait total des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés*

— *Le récent rapprochement entre l'Irak et l'Iran a créé un climat favorable à la détente dans le Golfe. Pensez-vous qu'une réunion des chefs d'Etat de cette région est maintenant souhaitable et possible ?*  
— La confrontation entre Téhéran et Bagdad constituait un facteur de division qui menaçait aussi bien les intérêts de l'Iran que ceux du monde arabe. La détente ouvre une ère de coopération entre les pays de la région et constitue une manifestation des qualités de prévoyance et de responsabilité du cheikh d'Irak et du président Bakr. Aussi bien l'Irak que l'Iran ont été à même de surmonter les divergences qui existaient entre eux afin de contribuer à la stabilité et à la sécurité d'une région d'importance vitale, non seulement pour ses habitants mais également pour le monde entier. Cela n'est pas surprenant, car l'Irak fait partie de la région et est un Etat frère musulman. Je suis persuadé que ce rapprochement donnera une nouvelle impulsion à la coopération des pays de la région. Dans ces conditions, des contacts à tous les niveaux entre les dirigeants du Golfe ne peuvent que favoriser cette tendance vers la paix.

— *Les pays qui vous citent ont déjà une politique commune, car ils sont fermement persuadés qu'ils partagent un héritage et une destinée commune. Cette unité de politique et d'intérêt n'a pas besoin d'être proclamée formellement, car elle existe déjà : tous les pays de la région sont fermement convaincus de la nécessité de coordonner leur politique afin d'assurer la stabilité et le progrès du Golfe.*  
— *Y a-t-il des contacts entre les E.A.U. et l'Irak en vue de régler le problème des Iles d'Abou-Moussa et des Tumb*

## 80 millions de tonnes de pétrole en 1974

EMIRATS ARABES UNIS : Abou-Dhabi, Doubaï, Charjja, Ajman, Foujdjira, Om El-Kowain, Ras El-Khaysma. SUPERFICIE : 80.000 km<sup>2</sup>. POPULATION : 350.000 habitants — 80 % pour Abou-Dhabi et Doubaï — dont les trois quarts d'immigrés. DENSITE : 4 habitants au kilomètre carré. PÉTROLE : La production a atteint 80 millions de tonnes en 1974 et les recettes se sont élevées à 5 milliards de dollars, dont 80 % pour Abou-Dhabi, 15 % pour Doubaï et 5 % pour Charjja et Ras-Khaysma. TRANSPORTS : une autoroute relie Abou-Dhabi à El-Ain (environ 150 km) et la long de la côte une autoroute relie Doubaï à Ras-Khaysma. TROIS aéroports peuvent accueillir des vols internationaux : Doubaï, Abou-Dhabi, Charjja (trafic limité). Lignes quotidiennes avec Beyrouth. Doubaï est, depuis longtemps, un important port de transit du Golfe; mais la concurrence d'Abou-Dhabi se fera bientôt plus forte. Deux ports pétroliers à Abou-Dhabi, aux coordonnées géographiques de Jebel-Dhanna et de l'île de Dab. Un port pétrolier à Doubaï, équipé de très grands réservoirs sous-marins, reçoit des pétroliers dans les autres émirats. Le port de Charjja est en cours de construction. TOURISME : Elle consiste surtout en petites et moyennes entreprises de production de matériaux de construction et de biens de consommation courante. Des projets importants relevant du secteur public sont à l'étude, surtout à Abou-Dhabi, concernant les réalisations pétrolières (travaux maritimes et un réseau de liquéfaction de gaz), l'inventaire des ressources minières, trois cimenteries, l'agrandissement du port de Doubaï et un complexe pétrochimique à 150 kilomètres d'Abou-Dhabi. FINANCES : Outre le budget fédéral, chaque émirat a son budget propre. Dans le cas d'Abou-Dhabi, les comptes pu-

bles ne sont pas distincts de ceux des émirats. Le budget d'Abou-Dhabi est trois fois plus élevé que celui de la fédération : 95 % des recettes sont pétrolières; les dépenses courantes représentent 42 %, celles de développement 23 %. DROITS DE DOUANE : Un tarif fédéral est en préparation. En attendant, les droits particuliers à chaque Etat membre restent applicables. Pour Abou-Dhabi, certains produits (fruits, légumes frais, bétail sur pied, semences, dattes, journaux et livres, monnaies et or) sont exemptés de droits de douane. Ceux-ci sont de 1 % ad valorem pour les produits alimentaires de première nécessité; pour les autres produits, 60 % de la valeur sont exemptés et 1 % perçu sur les 60 % restants. Pour Doubaï, qui reste le port d'importation des autres émirats, les marchandises sont soumise à un droit uniforme de 4,5 %. INVESTISSEMENTS ET FISCALES : Le règlementation en matière d'investissements étrangers est très libérale. Il suffit d'obtenir une licence de commerce de la municipalité qui le délivre généralement de façon automatique contre le versement d'une caution par une banque ou un « sponsor » local (100 000 dinars). Aucune participation de capitaux locaux n'est imposée aux profits. Les transferts de bénéfices ou les rapatriements de capitaux sont libres. En matière fiscale, encore aucun impôt à Doubaï, hormis certaines redevances municipales d'illumination et d'électricité. BANQUES : Il n'y a pas de Banque centrale, mais un « currency board » chargé d'échelonner et de vendre des devises et d'établir les statistiques. Le nombre des banques est passé de 11 en 1972 à 33 en 1974 et celui des guichets de 24 à 90. Une banque nationale pour les investissements et le développement a été créée à Abou-Dhabi en 1974, chargée d'accroître des prêts à long terme à 4 %. MONNAIE : 1 dirham = 100 F.



1. AJMAN 2. FOUJDIRA 3. CHARDJA 4. OM EL-KOWAIN 5. RAS EL-KHAYMA

## AU SOMMAIRE DE CE SUPPLÉMENT

- Un pays fiercièrement sunnite. (Page 8.)
- Une longue et tumultueuse histoire. (Page 8.)
- Lieu de rencontre de civilisations et d'hommes. (Page 9.)
- Une politique de bon voisinage. (Page 9.)
- La difficile naissance des affaires. (Page 12.)
- Un-Bédouin demeuré fidèle à lui-même. (Page 13.)
- Le développement multiforme de l'économie. (Page 14.)
- Des armes modernes servies par des conseillers étrangers. (Page 14.)
- Comment gérer une richesse imprévue. (Page 15.)
- Les limites de la révolution pétrolière. (P. 16.)
- Les trois récoltes du désert. (Page 16.)

### PAYS FONCIÈREMENT SUNNITE

LES divergences qui, dès le premier siècle de l'islam, opposent les croyants quant au choix du chef de la communauté, aboutissent vite à une répartition géographique assez nette. Les sunnites, majoritaires, restent établis au centre du domaine de l'islam, de l'Arabie centrale à la Syrie et à l'Égypte. Les chiites et les kharijites, initialement moins nombreux et disséminés, ont certaines périodes d'épanouissement, à la mesure de l'avancée, se posent vers la périphérie : Iran et Irlande de la péninsule Arabique d'une part, Maghreb d'autre part.

Le pays des actuels Emirats arabes unis est foncièrement attaché aux formes régulières de l'islam sunnite. Cependant, ce qui est le Golfe et adossé aux steppes et aux montagnes d'Arabie, il reçoit, en cours de l'histoire, l'impact de courants très divers. Habiles et entrepreneurs, les Iraniens passent la mer et, dès que les possibilités commerciales apparaissent, s'installent dans les ports, où ils pratiquent, comme dans leur pays, le chiisme imamite. Depuis la montagne d'Omian, les kharijites s'efforcent à plusieurs reprises d'étendre leur domination sur les versants et les vallées qui descendent vers le Golfe. Durant la première moitié du dix-neuvième siècle, c'est au tour des wahabites, interprètes rigoureux du sunnisme, de tenter, avec un succès seulement temporaire, la même entreprise. Car tous ces efforts ne laissent que par endroits des traces durables.

#### Essaims chiites et entrepriees kharijites

En particulier à Dubaï, mais aussi en d'autres points de la côte, la population chiite, d'origine iranienne, revêt aujourd'hui une certaine importance. De plus il existe à Dubaï et à Abou-Dhabi une tribu arabe, celle des Bahraïn, qui pratique le chiisme, sans doute depuis trois siècles. Reçu par les Persans avec une particulière faveur, le chiisme est cependant un mouvement religieux d'origine purement arabe : il exprime un attachement mystique à la descendance du prophète Mohamed, par sa fille Fatime et son gendre Ali, descendant au sein de laquelle l'imam doit être choisi. Vaïnus, contraints à la fuite, les chiites furent victimes de longues et dures persécutions qui les amenèrent à dissimuler leur adhésion en se convertissant, à l'occasion, à d'autres religions.

Des divergences au sujet du choix de l'imam amenèrent la division du chiisme en plusieurs branches. Mais le groupe le plus nombreux et le plus cohérent, celui des chiites imamites ou réguliers, prônent que le douzième imam s'est dérobé à ses fidèles ; cet imam caché n'est plus représenté sur terre que par les docteurs, héritiers de son inimitable pouvoir d'interprétation ; mais vers la fin des temps, revenant sous la forme du mahdi, il restaurera la justice dans le monde et sera l'ultime chef des croyants monothéistes réunifiés.

Le chiisme imamite est classiquement la religion d'Etat de l'empire d'Iran ; il obligeait en principe le souverain à suivre, en matière religieuse, l'interprétation au sens le plus large, l'avis des docteurs. Mais désormais le gouvernement iranien, menant selon ses propres critères son œuvre de modernisation, prend ses distances à l'égard de personnages religieux dont il juge les attitudes rétrogrades.

Historiquement, c'est à l'encontre du chiisme que le kharijisme s'est défini, avant de revêtir dans ses nombreuses sous-branches des formes très diverses. Les kharijites ont déapprécié Ali pour avoir accepté de soumettre à un arbitrage la légitimité de ses prétentions, c'est-à-dire de s'en remettre à l'appréciation d'un ou plusieurs hommes, alors qu'il est convenu d'attendre que l'immortalité de la communauté exprime la volonté de Dieu.

écobère moralisatrice, et puritaine, aboutissant souvent à des conflits entre prétendants.

Fortement implantés à Mascate et à Oman, les kharijites s'efforcèrent longtemps d'étendre leur influence sur les tribus Qawasim du pays des Emirats ; ils n'y parvinrent que de façon partielle et précaire. Le wahabisme devait d'ailleurs, dès la fin du dix-huitième siècle, les rejeter dans leurs montagnes.

#### Le wahabisme : un épisode historique

Le wahabisme est lui aussi puritan ; mais son origine doctrinale, entièrement différente, le rattache à l'islam sunnite le plus orthodoxe. Il constitue un effet rebondissement récent d'une antique tradition de rigoureuse interprétation des sources islamiques, aussi bien que de sévères exigences morales, qui remontent aux enseignements de Ahmed Ibn Hanbal (neuvième siècle) et de Taqieddine Ibn Talmiyra (septième siècle).

Ahmed Ibn Hanbal est le fondateur du « rite hanbalite », c'est-à-dire de la plus exigeante des quatre « écoles juridiques » de l'islam orthodoxe, dont les leçons ont prévalu presque exclusivement dans l'Arabie du nord.

Taqieddine Ibn Talmiyra, auteur entre autres d'un traité sur la Politique économique islamique, développe en particulier les théories relatives à l'application des droits prérogatives des gouvernements ; sa conception critique du pouvoir mamlouk lui valut de longues persécutions.

Mohamed Ibn Abdel Wahab, théologien de l'Arabie du nord, demeure dans cette ligne rigoureuse. Au milieu du dix-septième siècle, il enseigne l'interprétation littérale du Coran et des traditions du Prophète, le retour, aux mœurs pures et à l'ascèse des premiers temps, le rejet des innovations liturgiques et juridiques et le refus des actes de piété surrogatoires, cultes des saints et vénération des tombeaux. Ainsi prénunçiant, contre les tentatives de retour plus ou moins consciencieuses, les Bédouins du Nedjd, auprès desquels il exerçait l'autorité de l'imam Mohamed Ibn Saoud, adepte enthousiaste de cette doctrine dure.

Tel qu'interprété, et vécu, par la dynastie saoudite, le wahabisme est un principe d'action. C'est bien ainsi qu'il apparaît, à l'aube du dix-neuvième siècle, lorsque les Saoudites s'emparent, en 1802, de l'oasis de Bouraïm et, dès 1802, étendent leur contrôle sur toute la côte sud-ouest et sud-est du Golfe. Les cheikhs des Qawasim, qui développaient beaucoup alors leurs entreprises de piraterie maritime, persécutés les autorités britanniques de l'Inde qu'ils y sont poussés par les Wahabites, lesquels s'efforcèrent un cinquième des prises à titre de tribut. Certains historiens anglais modernes, comme Lorimer (1), se partagent pas cette opinion ; d'autres, tel D. Hawley, concluent cependant que « la ferveur religieuse wahabite a affecté les Qawasim, qui ont été poussés, par leur zèle de nouveaux convertis, à un degré d'agressivité en mer qu'ils n'auraient pas atteint autrement » (2).

Pendant une quinzaine d'années, cependant, l'influence wahabite parvint à déterminer les cheikhs des Qawasim, qui manifestent une grande activité et durcissent leur attitude. Mais elle disparaît en 1818, lorsque le corps expéditionnaire égyptien oblige l'émir de Douray à capituler. Les entreprises wahabites reprurent dès 1820 et se poursuivirent jusque vers 1830, à partir en particulier de Bouraïm ; mais elles se heurtent, tant de la part des Qawasim qu'en Oman, à des résistances de plus en plus déterminées.

Longtemps disputé entre les souverains saoudites, le sultan d'Oman et le cheikh d'Abou-Dhabi, Bouraïm marque en tout cas, dès la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, la borne aux influences wahabites, qui ne sont plus, sur le littoral à l'est de Qatar, que le souvenir d'un épisode historique.

C'est donc, en ce karrefour où les différentes interprétations de l'islam ont conduit, l'orthodoxie sunnite qui prévaut, sous réserve de quelques essaims des agresseurs minoritaires. — P. R.

(1) Lorimer, *Geography of the Persian Gulf*, Orient and Central Arabia, 1915, tome I, p. 635.  
(2) Donald Hawley, *The Trucial States*, Londres, 1970, p. 127.

## UNE LONGUE ET TUMULTUEUSE HISTOIRE

DEPUIS une haute antiquité, l'homme a été établi dans le pays qui est aujourd'hui celui des émirats arabes unis. En dépit d'un climat sévère, bien des avantages naturels l'y incitent. Les côtes, dans toute la partie orientale du pays, sont rocheuses et très découpées ; elles ménagent d'admirables criques, parfois très vastes, qui constituent autant de bons refuges. Dans les eaux peu profondes des plages occidentales s'étendent les bancs d'huîtres perlées. Et partout, le mer est très poissonneuse. Le relief procure aujourd'hui encore, dans les vallées, suffisamment de précipitation pour que certaines cultures y soient possibles, mais le pays était sans doute mieux arrosé jadis. Les pluies font apparaître, dans la steppe, de beaux pâturages.

La région fut d'abord, dans l'histoire, une partie du pays de Magan, qui, deux ou trois mille ans avant notre ère, commençait avec les em-

pires de Sumer et d'Assyrie. Un de ses ports a pu être localisé, à Ombé, près d'Abou-Dhabi ; des fouilles récentes semblent mettre en évidence une civilisation en rapport avec celle de Koutil, dans le Bérouchtien méridional ; il a aussi été constaté que la voie commerciale qui, d'Ombé et Mar, s'enfonçait vers le sud comportait un poste d'échanges à l'emplacement de l'actuel Bouraïm.

On a pu se demander si les Phéniciens n'étaient pas originaires de cette région du Golfe. Une légende locale attribue la construction d'un château fort, dont les ruines subsistent près de Ras-el-Kheyma, à une certaine reine Zoubba. Cette souveraine gouverna le pays, dit-on, « aussi vigoureusement qu'un homme », et fit creuser un canal, sans doute à des fins d'irrigation. Est-ce simple hasard si le nom de Zoubba rappelle et la fameuse reine de Saba et Zéouba, qui régna sur Palmyre ?

#### Une précoce et forte emprise musulmane

Les traditions font d'un certain Malik Ibn Fahm, venu du Yémen au début de notre ère, le premier pionnier de l'implantation arabe dans la région. Les Azd, sous son autorité, luttèrent victorieusement contre les Persans. Et ce serait du vivant même du prophète qu'un de ses émigrés, Amr Ibn al As, le futur conquérant de l'Égypte, se rendit par mer à Mascate et gagna à l'islam la population de la région.

La navigation de cette côte, comme celle du pays de Mascate et du Yémen, connut alors un très rapide et durable développement. Djoufrah, sur l'emplacement de l'actuel Ras-el-Kheyma, fut un port des plus actifs. Parmi les petits princes qui affermirent leur autorité sur cette portion du littoral de la péninsule Arabique, d'eux-mêmes portèrent plus loin leurs ambitions ; au douzième siècle, les Beni Abdel Qais s'établirent sur l'île, proche de la rive persane, qui gardera leur nom, et Chah Mohamed Djerem Koub se retrancha dans Hormouz, leurs rivaux s'allouant Hormouz par la route du Cap, les Portugais, à partir du début du seizième siècle, supplément par la violence et par la ruse, dans l'océan Indien, navigation et commerce arabes, le pénètre dans le Golfe, où il s'assure, en des lieux bien choisis, points d'appui et entrepôts, généralement en ménageant les souverainetés locales, auxquelles ils imposent simplement leur protection.

Dès lors, les flottes étrangères apparaissent dans le Golfe ; d'abord, pour peu de temps, les Ottomans ; puis, de manière beaucoup plus durable, les Britanniques, qui d'emblée aident les Persans à chasser d'Hormouz en 1622, les Portugais. Ceux-ci tentent alors de se retrancher sur la côte sud-est de l'Inde, de 1631 à 1650, Djoufrah, et ils établissent aussi de plus modestes forts, à Kalba et à Dibbah, sur la côte de l'océan Indien.

Les rivalités navales entre Hollandais, Français et Britanniques se prolongent localement pendant deux siècles ; elles s'effacent peu, cependant, au profit des efforts des Arabes. En revanche se poursuivent des luttes locales très acharnées, issues pour une bonne part de la grande rivalité classique entre Arabes du Nord, ou Qaisi, et Arabes du Sud, ou Yéméni, représentés localement par les clans Ghafiri et Hinnawi.

Les Qawasim, dénomination qui s'applique surtout aux maîtres de Djoufrah (plus tard, Ras-el-Kheyma) mais s'étend bientôt à tous les habitants de la côte des actuels émirats, sont impliqués dans les sanglantes compétitions qui éclatent dans l'Oman pour la dévolution de l'imamat kharijite. Des populations arabes s'établissent dans les îles et sur la côte du nord du Golfe ; utilisant leurs relations avec eux, les Persans, après s'être emparés de Bahraïn, établissent des bases de 1651 à 1750, les dépendances de Djoufrah.

Le commerce maritime, entre l'Inde, la péninsule Arabique, la Basse-Mésopotamie et le Perses prend, malgré tous ces combats, un développement considérable, et excite les convoitises. Dès la fin du dix-septième siècle, les pirates opèrent dans ces parages, où la configuration des côtes offre de si commodités refuges et favorisait la surprise.

La piraterie dans le Golfe souligne l'isolement de la péninsule. D. Hawley, est alors le fait des Européens, Britanniques compris, aussi bien que des Orientaux ; elle était, remarque-t-il, endémique dans cette région, et elle s'y est manifestée périodiquement au cours des siècles, chaque fois qu'un gouvernement fort n'exerçait son contrôle (1).

Les navires portugais sont longtemps les principales victimes de la course arabe. Mais les intérêts britanniques, qui s'établissent dans l'Inde et dans ses parages maritimes, constituent bientôt un objectif de choix. Un premier coup de main est lancé par les Qawasim, en 1783, contre un comptoir de l'East India Company, à Bandar-Abbas.

Enfin, à partir respectivement de 1811 et de 1822, sont agréées des dispositions dissuadant les cheikhs d'accorder, sans consultation des autorités britanniques, des concessions pour la pêche aux perles ou aux éponges ; puis pour l'exploitation du pétrole.

De la suite, le gouvernement britannique laisse aux principautés du Golfe, en matière politique, ce que l'on appellerait aujourd'hui une large « autonomie interne ». Les cheikhs restent donc libres de voter à leur gré diverses questions territoriales ou autres contentieuses, souvent très complexes, liées parfois de relations de famille entre eux.

Rien de plus changeant donc, au dix-neuvième siècle et durant la première moitié du vingtième, que la constance même de ces petits États qui agglomèrent des populations aux attaches parfois imprécises. Par exemple, sur la côte de l'océan Indien, Dibbah et Kalba apparaissent pendant plusieurs dizaines d'années comme des principautés indépendantes, avant de passer de chef sous l'autorité de Chardjah A plusieurs reprises, Ras-el-Kheyma n'est pas distincte de Chardjah. Foudjeira, en revanche, après diverses péripéties, se détache de Chardjah ; c'est seulement en 1922 qu'il est reconnu comme indépendant.

Durant la période des traités, les Britanniques tiennent à cœur de préserver les principautés du Golfe de tout empiètement étranger sur le littoral et, si possible, également du côté du continent où déjouent, de la sorte, quelques tentatives ottomanes, persanes, voire françaises.

La Grande-Bretagne entend assurer désormais la sécurité de sa navigation, de ses communications et de son commerce dans le Golfe, sans être pour autant impliquée dans les complexes affaires de la péninsule Arabique. Pendant un siècle et demi, elle passe avec les cheikhs arabes du Golfe, dans ce but, une série de traités.

Le « traité général de paix » est signé le 5 janvier 1820, à Ras-el-Kheyma ; à son tour adhèrent, jusqu'au 15 mars, les autres cheikhs du littoral, qui s'appelleront désormais « côte de la Trêve ». Son texte a été conçu par un officier interprète aux vues larges et humaines, le capitaine P. Perronet Thompson ; sans tirer vengeance des actions du passé, comme d'aucuns l'auraient voulu, il proclame pour l'avenir le piraterie de la part des tribus arabes qui occupent le littoral, un acte de guerre ; et dont les navires porteraient un pavillon spécial de reconnaissance. Thompson ne demeure que quelques mois à Ras-el-Kheyma ; après lui, et jusqu'au milieu du vingtième siècle, les agents britanniques dans le Golfe résident ailleurs que sur la côte de la Trêve.

Une « trêve involontaire » est, à l'origine des Britanniques, conclue en 1835 entre les cheikhs de Chardjah, Dubaï, Adjman et Abou-Dhabi. Une « trêve maritime perpétuelle » est signée le 4 mai 1852 entre ces mêmes cheikhs et, en outre, ceux de Ras-el-Kheyma et d'Om-el-Qawaïn ; elle instaure, entre ces principautés, des relations pacifiques.

Plusieurs autres accords visant à abolir le trafic des esclaves, à assurer la sécurité des installations géographiques britanniques, etc., sont conclus par la suite ; le plus important est « l'accord exclusif » des 6-8 mars 1862, par lequel les cheikhs s'engagent à passer par le gouvernement britannique pour leurs relations extérieures et ne permettent aucune cession ou occupation de leur territoire, ni présence d'agents

d'un autre gouvernement étranger. Enfin, à partir respectivement de 1811 et de 1822, sont agréées des dispositions dissuadant les cheikhs d'accorder, sans consultation des autorités britanniques, des concessions pour la pêche aux perles ou aux éponges ; puis pour l'exploitation du pétrole.

De la suite, le gouvernement britannique laisse aux principautés du Golfe, en matière politique, ce que l'on appellerait aujourd'hui une large « autonomie interne ». Les cheikhs restent donc libres de voter à leur gré diverses questions territoriales ou autres contentieuses, souvent très complexes, liées parfois de relations de famille entre eux.

Rien de plus changeant donc, au dix-neuvième siècle et durant la première moitié du vingtième, que la constance même de ces petits États qui agglomèrent des populations aux attaches parfois imprécises. Par exemple, sur la côte de l'océan Indien, Dibbah et Kalba apparaissent pendant plusieurs dizaines d'années comme des principautés indépendantes, avant de passer de chef sous l'autorité de Chardjah A plusieurs reprises, Ras-el-Kheyma n'est pas distincte de Chardjah. Foudjeira, en revanche, après diverses péripéties, se détache de Chardjah ; c'est seulement en 1922 qu'il est reconnu comme indépendant.

Durant la période des traités, les Britanniques tiennent à cœur de préserver les principautés du Golfe de tout empiètement étranger sur le littoral et, si possible, également du côté du continent où déjouent, de la sorte, quelques tentatives ottomanes, persanes, voire françaises.

La Grande-Bretagne entend assurer désormais la sécurité de sa navigation, de ses communications et de son commerce dans le Golfe, sans être pour autant impliquée dans les complexes affaires de la péninsule Arabique. Pendant un siècle et demi, elle passe avec les cheikhs arabes du Golfe, dans ce but, une série de traités.

Le « traité général de paix » est signé le 5 janvier 1820, à Ras-el-Kheyma ; à son tour adhèrent, jusqu'au 15 mars, les autres cheikhs du littoral, qui s'appelleront désormais « côte de la Trêve ». Son texte a été conçu par un officier interprète aux vues larges et humaines, le capitaine P. Perronet Thompson ; sans tirer vengeance des actions du passé, comme d'aucuns l'auraient voulu, il proclame pour l'avenir le piraterie de la part des tribus arabes qui occupent le littoral, un acte de guerre ; et dont les navires porteraient un pavillon spécial de reconnaissance. Thompson ne demeure que quelques mois à Ras-el-Kheyma ; après lui, et jusqu'au milieu du vingtième siècle, les agents britanniques dans le Golfe résident ailleurs que sur la côte de la Trêve.

Une « trêve involontaire » est, à l'origine des Britanniques, conclue en 1835 entre les cheikhs de Chardjah, Dubaï, Adjman et Abou-Dhabi. Une « trêve maritime perpétuelle » est signée le 4 mai 1852 entre ces mêmes cheikhs et, en outre, ceux de Ras-el-Kheyma et d'Om-el-Qawaïn ; elle instaure, entre ces principautés, des relations pacifiques.

Plusieurs autres accords visant à abolir le trafic des esclaves, à assurer la sécurité des installations géographiques britanniques, etc., sont conclus par la suite ; le plus important est « l'accord exclusif » des 6-8 mars 1862, par lequel les cheikhs s'engagent à passer par le gouvernement britannique pour leurs relations extérieures et ne permettent aucune cession ou occupation de leur territoire, ni présence d'agents


avant la conclusion de l'Entente cordiale en 1904. C'est ainsi qu'au début de ce siècle les Iraniens sont empêchés de s'installer sur les îles d'Abou-Moussa et des deux Tumb, sur lesquelles est confirmée la souveraineté respective des cheikhs de Chardjah et de Ras-el-Kheyma ; les deux cheikhs s'en sont cependant obligés, en 1871, après le départ des forces britanniques, d'abandonner ces îles à l'Iran.

La Grande-Bretagne, se retirant d'Arabie du Sud en 1907, annonce le 17 janvier 1908 qu'elle se propose d'évacuer, avant la fin de 1907, ses forces militaires de la région du Golfe.

Les souverains des émirats arabes estiment que, dans la perspective ainsi ouverte d'une proche et complète indépendance, ils ont intérêt à s'associer en vue de constituer une entité politique de plus grand poids. Un premier accord est passé, dans ce sens, le 19 février 1908, entre Abou-Dhabi et Dubaï ; dès ce moment, il est envisagé d'établir une « Union des émirats arabes ».

Bahraïn et Qatar ayant, en fin de compte, préféré ne pas adhérer à la Fédération, celle-ci est constituée, sous la présidence initiale du cheikh d'Abou-Dhabi ; elle réunit, outre ce cheikh, ceux de Dubaï, Chardjah, Adjman, Om-el-Qawaïn, et Foudjeira. Durant l'été 1971, l'Union des émirats arabes, accède à la Ligue arabe, réalisant ainsi la totale indépendance de l'entité pays des Qawasim.

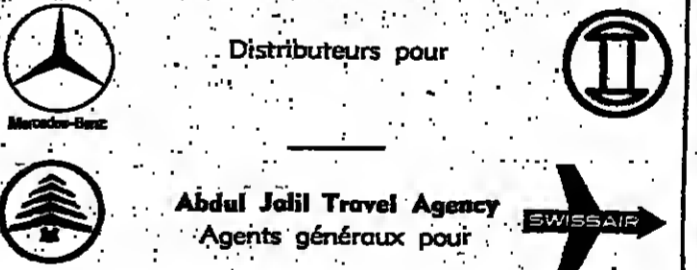
PIERRE RONDOT.  
(1) D. Hawley, *The Trucial States*, Londres 1970, p. 70, 80, etc.  
(2) D. Hawley, *op. cit.*, p. 218.



**Abdul Jalil Al Fahim & Sons**  
IMPORTATEURS, EXPORTATEURS, AGENTS  
ABOU-DHABI, EMIRATS ARABES UNIS  
Agents pour  
Micheline, Hawker, Siddeley-Electric (Export) Ltd.  
B.I.C.C. Ltd.; G.E.C.  
Télécommunications N.C.R.; etc.

Compagnies associées:  
Mohamed Abdul Jalil Bros

Distributeurs pour



Abdul Jalil Travel Agency  
Agents généraux pour

Contactez-nous pour tous services  
et informations  
P.O. Box 279, Abou-Dhabi, E.A.U.  
Adresse télégr. : Abdul Jalil - Télex : ALFAHIM 2301 AH  
Téléphones : 41.200.

### LA BANQUE FRANÇAISE DES ÉMIRATS DU GOLFE

**ABU DHABI** (succursale)  
Banque de Paris et des Pays-Bas, Abu Dhabi,  
P.O. Box 2742 - Télex : AH 22-33.

**DUBAI** (succursale)  
Banque de Paris et des Pays-Bas, Dubai,  
P.O. Box 1944 - Télex : 5755 PARIBA DB.

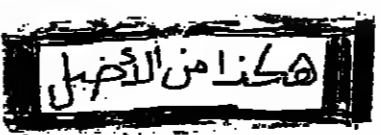
**SHARJAH** (filiale)  
Bank of Sharjah  
P.O. Box 1394 - Télex : BANK SH 8039.

et succursales à :

<b>QATAR</b> (Doha) P.O. Box 2636	<b>OMAN</b> (Muscat) P.O. Box 425	<b>BAHRAIN</b> (Manama) P.O. Box 5241
---	---	---

ou LIBAN :  
Société Nouvelle de la Banque de Syrie et du Liban  
B.P. 957 - Beyrouth

Pour tous contacts :  
**BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS**  
3, rue d'Antin - 75002 - PARIS - Téléphone : 260-35-00 - Facsimil : 25-14/31-49





LES ÉMIRATS ARABES UNIS

# Lieu de rencontre de civilisations et d'hommes

... et reflux des vagues sur la plage blanche et rose. Parmi les coquillages usés, violacés, se trouvent des très anciens, aux arêtes vives, très pâles des océans bleus de la mer. — un comptoir par où s'échangeaient les porcelaines venues de Chine, allant vers quelle...

... de l'émigration. Depuis le percement du canal de Suez, suivi de l'abandon de la route des Indes via l'Inde et le Pakistan — ou tout simplement du proche Iran. Les plongeurs de l'archéologie sous-marine ont à la recherche non plus des débris immergés dans des jarres, mais des pots — ces lingots aplatis pour mieux se dissimuler dans les plis d'un turban ou les replis d'une ceinture — qui seraient tombés en compagnie de trésors, de bijoux japonais, de pointes de lances d'acier, de boutons de manchettes ornés de pierres du Rhin, grosses comme des bouillons de café dans l'enchevêtrement des câbles, alouettes et gazouillis qui tapissent le fond de la mer.

Les fouilles de Douhaï furent récemment entamées que la joie d'Al Fida, à savoir celle d'un soldat de Chine et de Thaïlande, broderies de Hongkong, bijoux locaux en émail d'or et diamants multicolores, robes de soie en dentelle de Saint-Gall, tapis persans tissés mécaniquement en Belgique, sculptures de pierre peinte — les mêmes que celles de pierres — et tapisseries de velours d'Aoste sur lesquelles des chameaux mélancoïques contemplent le coucher du soleil entre deux palmiers. Sans compter l'étrange de l'icéonographie : les calendriers pornographiques japonais voisinent avec le portrait de Masser et les peintures sur verre où le jument du Prophète prend son élan vers le ciel.

## Une politique de bon voisinage

CONQU par les Britanniques pour parer aux dangers potentiels provoqués par leur départ de la région, le projet de fédération des États du Golfe a abouti, après bien des avatars, à la création, le 2 décembre 1971, de l'État des Émirats arabes unis — composé de sept principautés : Abou-Dhabi, Douhaï, Charjah, Ajman, Om-el-Qowain, Ras-el-Khaima et Foudjeira — dont la capitale est Abou-Dhabi. A l'origine, ce projet devait comprendre les Émirats de Bahreïn et Qatar, qui ont finalement proclamé séparément leur indépendance en août et septembre 1971. L'État des Émirats arabes unis a été admis à la Ligue arabe et à l'ONU en décembre 1971, et a été reconnu à la même époque par tous les États arabes, à l'exception du Yémen du Sud. Dès sa naissance, le nouvel État, doté d'Abou-Dhabi par les forces centrifuges qui constituent les autres principautés, jalouses de leur autonomie interne, a éprouvé de grandes difficultés politiques à se faire admettre dans le concert des nations du Golfe par ses deux puissants voisins.

compensée par la reconnaissance diplomatique et une appréciable liberté d'action tant à l'intérieur de l'État que sur la scène internationale. Avec le sultanat d'Oman, avec lequel il a des affinités politiques évidentes, l'État des Émirats arabes unis a noué d'emblée des relations cordiales de bon voisinage et de coopération qui se sont traduites notamment par la fourniture d'importants prêts à long terme consentis au cabinet de Mascate, en vue de faire face à son décollage économique et au coût des opérations de « pacification » au Dhofar. Les rapports avec l'État de Qatar ont connu un net refroidissement entre mars 1972 et juillet 1973 pour des raisons purement accidentelles. En effet, cheikh Ahmed Ben Ali El Thani, émir de Qatar, se trouvait à la chasse en Iran en mars 1972 lorsqu'une révolution de palais, fomentée par son cousin, le prince héritier, cheikh Khalifa et premier ministre, le déposa. Son beau-frère, cheikh Achmed, émir de Douhaï lui succéda, et pendant quelque temps, les dirigeants de Doha prirent des mesures de sécurité et craignirent que l'ancien émir n'intriguât pour revenir au pouvoir. Le processus de normalisation fut amorcé en décembre 1974 par le ministre des affaires étrangères qatari, cheikh Subeïh, venu à Abou-Dhabi et Douhaï demander à l'ancien souverain qu'il ne se livre à aucune activité politique. Simultanément, le contentieux monétaire entre les deux pays était réglé à l'amiable. Il convient de noter que depuis l'accord d'août 1974 entre Abou-Dhabi et Ryad, l'État des Émirats arabes unis a coupé de celui de Qatar par le pont qui a obtenu l'Arabie saoudite.

## دولة الإمارات العربية المتحدة

L'Iran, dont les troupes avaient occupé le 30 novembre 1971 les trois îlots du détroit d'Ormouz (Abou Moussa et les deux Tumb) suscitait dans l'opinion publique des Émirats un sentiment tout à la fois de colère et de crainte, car on pouvait redouter, en cette phase de transition, d'autres menées expansionnistes de Téhéran. Le gouvernement d'Abou-Dhabi a fait preuve de pragmatisme, en nouant, en janvier 1975, des relations diplomatiques avec l'Iran.

Avec Bahreïn et le Koweït, les sympathies politiques favorisent des liens de bon voisinage : échanges commerciaux fructueux, coopération culturelle, harmonisation des politiques pétrolières, etc. Les observateurs estiment que, dans un proche avenir, les conditions pourraient être remplies en vue d'instituer un ensemble économique suffisamment intégré pour être comparé, dans ses objectifs, au Marché commun européen. Cheikh Zayed, en sa qualité de président des États des Émirats arabes unis, entretient de bons rapports avec l'Irak et la Libye, dont l'activisme dans le « front du refus » est jugé parfois excessif à Abou-Dhabi. Enfin, il a tenu, tout de suite après la guerre d'octobre 1973, à administrer des preuves concrètes de sa générosité à l'égard des deux pays dits du « champ de bataille ». L'Égypte et la Syrie ont reçu d'Abou-Dhabi, en dix-huit mois, environ 1,7 milliard de dollars pour accélérer la réalisation du programme de reconstruction des villes détruites et la reconstruction de leur potentiel militaire.

... et reflux des civilisations. L'ouest à Ras-Massadâm, tout usage du Golfe est semé de îlots de corail, certains datant de trois mille ans. Dans les fonds de l'intérieur, les rochers nus, portent des gravités : coques et plumes de vautours, scorpions, serpents levés le grésillement s'apparente à des chameaux boschimans des peintures rupestres du sud. Dr. Bahjone et Ninive, sous la Ferme égyptienne et la tige, ont absorbé les leurs : brunes et les jarres marines, au sein de leur marais.

Les archéologues de l'an 3000 ont découvert des amulettes en verre à déchiffrer quand ils fouillèrent les gigantesques débris de bronzes, de fer et d'aluminium qui forment la strate de l'ère pétrolière. Douhaï, surtout, la Venise du Golfe, devrait leur poser des énigmes. Dans la crique chloïssante, bécote des gratte-ciel représentant toutes les grâces des banques mondiales, viennent s'allier, trois par trois, les bouillottes et les merveilleux voiliers arabes qui ressemblent comme des frères à nos anciennes caravelles, baumière claquant au vent, attendant le capot pour entreprendre leur course contrebande.

de l'homme arabe viennent y vendre leurs dragons et maîtres de l'Hadra alternant avec des montagnes enneigées, des pacos encastrant l'arbre de vie, des paquebots voguant sur les flots bleus des fusées interplanétaires et des avions supersoniques. L'air n'est rien par rapport à ces dimensions monumentales, avec les fontaines lumineuses et herloques placées aux carrefours ou viennent bruler les autoroutes. Les d'eau changent de couleur toutes les trente secondes, cadrons installés au sommet de structures de béton futuristes qui évoquent le dôme de la cathédrale de Brasilia. Il en est une, que nous ne saurions plus situer, la plus étonnante pourtant : sur le terre-plein, central d'une autoroute, elle se dresse en forme de « T » géométrique. Le cadran serait le cœur entouré de pétales de matière plastique, le tout placé au sommet d'une tige — de plastique, elle aussi — garnie de feuilles vertes et qui tourne lentement sur elle-même.

### Le « pop art » arabe

Au milieu de tout ce fatras circulent les autres maîtres de femmes voilées et masquées qui vont faire emplette de seaux en matière plastique ou de cafetières en fer émaillé. Car seules les femmes pauvres, ou les servantes, font elles-mêmes leurs achats. Les dames de la bonne société se font porter à domicile, pour faire leur shopping, les merveilleuses ventes de tous les coins du monde et les modèles les plus raffinés de la haute couture parisienne ou romaine, toutes griffes déployées. On peut imaginer les séances d'essayage de tout un harem principier à l'occasion d'un grand mariage.

de l'homme arabe viennent y vendre leurs dragons et maîtres de l'Hadra alternant avec des montagnes enneigées, des pacos encastrant l'arbre de vie, des paquebots voguant sur les flots bleus des fusées interplanétaires et des avions supersoniques. L'air n'est rien par rapport à ces dimensions monumentales, avec les fontaines lumineuses et herloques placées aux carrefours ou viennent bruler les autoroutes. Les d'eau changent de couleur toutes les trente secondes, cadrons installés au sommet de structures de béton futuristes qui évoquent le dôme de la cathédrale de Brasilia. Il en est une, que nous ne saurions plus situer, la plus étonnante pourtant : sur le terre-plein, central d'une autoroute, elle se dresse en forme de « T » géométrique. Le cadran serait le cœur entouré de pétales de matière plastique, le tout placé au sommet d'une tige — de plastique, elle aussi — garnie de feuilles vertes et qui tourne lentement sur elle-même.

C'est ainsi que les princes, tout comme les bédouins, ont des montures, rendent hommage aux choses nouvelles qui ont fait irruption dans leur monde nomade et l'ont brisé. L'objet qui trône de la surface de ces dix tonnes dispersées comme des charrettes silencieuses, mais plus, tendrement. Tous les fantasmes tous les rêves

Autre aspect de « pop-art » contemporain arabe : les affiches de cinéma où les genres verticaux menacent des sirènes oculaires aux hanches rebondies. Plus authentiques et plus significatives : les peintures naïves qui ornent les camions. Pas un centimètre perdu de la surface de ces dix tonnes dispersées comme des charrettes silencieuses, mais plus, tendrement. Tous les fantasmes tous les rêves

CLAUDE DÉFFARGE.

ce qui ipso facto légitimait le coup de force de novembre 1971. Depuis, les relations entre les deux capitales sont normales, et dans les mois qui viennent, le cabinet iranien tentera de convaincre les Émirats arabes unis des avantages qu'il peut attendre de son adhésion à un pacte de sécurité régionale dont l'objectif est de repousser toutes ambitions d'hégémonie américano-soviétiques dans la zone.

Avec l'Arabie Saoudite, le contentieux a été long à régler, feu le roi Fayçal ayant, dès 1971, vu d'un très mauvais œil se constituer un État fédéral indépendant dans une partie de la péninsule arabique qu'il a toujours considérée comme dans la mouvance directe de Ryad. Les stipulations de l'accord du 21 août 1974 prévoient une reconnaissance du tracé actuel de Bouraimi, une importante rectification de frontières dans l'ouest de l'Ira permettant à l'Arabie Saoudite de s'approprier un riche gisement pétrolier, et enfin une façade de reconstruction de 50 kilomètres à l'est de Qatar.

LA substantielle amputation consentie par la Fédération des

LA substantielle amputation consentie par la Fédération des

NOEL JEANDET.

### Cent ans de misère


... et reflux des hommes au dix-septième siècle, arrivent à blâmer leurs forteresses, tant leurs hommes éternels, sables à des cathédrales, les saints arabes de la côte se font à l'intérieur, des régions moins accessibles, nd la péninsule portugaise vers le milieu du dix-septième siècle, les boîtes arabes sont possédées des mers et ports. Au siècle suivant, les nations arabes, qui contrôlaient la mer, sont assez puissantes pour échapper à la mainmise des marchands Parcs, français et anglais. Parce s prévalent un impôt sur les chaînes en transit, les Émirats possèdent des pirates par Européens, qui justifiaient les guerres qu'ils menaient sur les souverains légitimes de la région.

... bon actuel, placé sous le o du pétrole et des matières

بنك دبي الوطني

**THE NATIONAL BANK OF DUBAI LTD**

Fondée en 1963 selon privilège accordé par son Altesse le Cheikh Rashid bin Saeed al-Maktoum  
Souverain de Dubaï et de ses Dépendances



Capital autorisé : Dh. 20.250.000  
Capital versé : Dh. 18.331.100  
Réserves : Dh. 30.779.327

خدمات مصرفية متكاملة للتجارة  
بنك الإمارات العربية المتحدة  
وتجميع المصارف الرئيسية في العالم

UN SERVICE COMPLET DE BANQUE  
POUR TOUTES TRANSACTIONS ENTRE DUBAÏ  
ET LES ÉMIRATS ARABES UNIS  
ET LES PRINCIPAUX PAYS DU MONDE

ège Social :  
O. Box 777, DUBAÏ - ÉMIRATS ARABES UNIS  
Adresse télégraphique : "NATIONAL" DUBAÏ  
TELEX : 5421 NATNAL DB

بنك الإمارات العربية المتحدة للتجارة والتنمية

**UNITED ARAB EMIRATES DEVELOPMENT BANK**

PO BOX 2449 - ABU DHABI  
The United Arab Emirates  
Adresse Télég. : TANMIA Tél. : 2427

En juin 1974, la loi Fédérale n° 10 promulguée par le Président des Émirats Arabes Unis, Son Altesse le Cheikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane, a permis l'établissement de la Banque des Émirats Arabes Unis pour le Développement.

Ses buts sont de promouvoir le développement des projets immobiliers, de la production agricole, des pêcheries et du chaptel aisé que des industries légères.

Les fonctions de la banque sont les suivantes :

- accorder des prêts à des conditions favorables pour aider au développement ;
- participer aux investissements dans les projets industriels des E.A.U. ;
- encourager et promouvoir les activités visant au développement de l'exportation ;
- offrir les assistances techniques et les études de productivité pour les secteurs industriels d'un intérêt particulier à l'économie du pays ;
- coopérer avec les organismes similaires à l'étranger pour encourager les échanges d'informations et les expériences acquises.

Cette politique a pour but d'encourager le secteur privé, d'améliorer les services du secteur public et d'assurer une redistribution démocratique des richesses du pays.

**Algaith Trading & Contracting Co.**

Post Box 306, ABU DHABI,  
Union of Arab Emirates

Cable : « ALGAITH » Telex : AH 2232  
Tel : Office 41513 Residence 41573

AGENTS/DISTRIBUTORS FOR:—

- IGNIS—HOUSEHOLD APPLIANCES
- MARELLI WATER PUMPS
- SUMITOMO TYRES
- PROTECTOR—SAFETY EQUIPMENT
- PARKINSON COWAN COOKERS
- PAXMAN WATER COOLERS
- NICHOLAS—ASPRO & RENNIE
- JINTAN TERUMO—DISPOSABLE SYRINGES
- PYE UNICAM—PRECISION INSTRUMENTS
- LANCER BOSS—FORK LIFT TRUCKS
- STOTHERT & PITT—CRANES
- CLEMCO—SANDBLASTING EQUIPMENT
- NELSON CRANES—SPAIN

SISTER COMPANY  
Abu Dhabi Construction Co.  
Sandblasting  
(with modern equipment from Clemco)

PROPERTY OWNERS  
Lessors of offices and flats.

(PUBLICITÉ)

## La fusion de sept Emirats Arabes en un Etat moderne, industriel et social, la contribution de 25% du produit national brut à l'aide au tiers-monde et le non-alignement dans les affaires étrangères ont qualifié les Emirats Arabes unis de

La visite en France de Son Altesse le cheikh Zayed, Président des Emirats Arabes Unis, marque un événement important dans le développement des liens politiques et économiques des E.A.U. avec l'Europe.

Il y a trois ans les Emirats Arabes Unis se constituaient en un Etat fédéral, souverain et indépendant, englobant sept émirats.

Les problèmes auxquels la Fédération eut à faire face au cours de sa brève existence avaient été énormes — les problèmes physiques de terrain et de distance, les problèmes sociaux posés par une population éparsée et des niveaux de développement inégaux. Il était nécessaire, en particulier, de diversifier l'industrie, trop dépendante du pétrole, et de s'attaquer aux problèmes humains (éducation, logement et services sociaux) : première étape vers l'amélioration du niveau de vie de ses citoyens.

Aujourd'hui, les Emirats Arabes Unis possèdent un Etat social intégral, pour le bien-être de la population ; l'éducation obligatoire est assumée par l'Etat dans des écoles modernes ; des hôpitaux et des cliniques fournissent les soins gratuitement, et des projets de logements spéciaux ont pour but d'assurer à chaque famille une habitation adéquate.

Malgré ses responsabilités panarabes et internationales de chef d'Etat, le cheikh Zayed a su maintenir l'attention personnelle qu'il s'est engagé à accorder à l'intérêt de ses citoyens et au développement des E.A.U. Il est en outre connu pour sa détermination à exploiter la technologie moderne dans le désert aride en vue de créer une industrie agricole saine.

Comme dans tous les pays du tiers-monde en voie de développement, l'établissement d'une base industrielle solide et le développement des services sociaux sont étroitement liés. Les revenus pétroliers actuels sont investis pour créer l'Etat industriel moderne de demain. L'investissement des richesses du pays dans les projets de développement signifie non seulement une économie plus stable, mais aussi un commerce croissant, propice aux nations industrialisées de l'Europe.

La coopération entre les E.A.U. et les Etats européens est un aspect fondamental de la politique des pays en voie de développement — une sorte d'association, une participation collective où le financement arabe et la technologie occidentale se joignent pour aborder ensemble les problèmes urgents du tiers-monde.

Sur le plan intérieur, les E.A.U. constituent une association fédérale bénéfique au bien-être de leur peuple, tandis que sur le plan international ils ont pour but de créer un lien entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement, les mettant à même de faire face à leurs problèmes actuels les plus importants pour le profit mutuel de toutes les parties concernées.

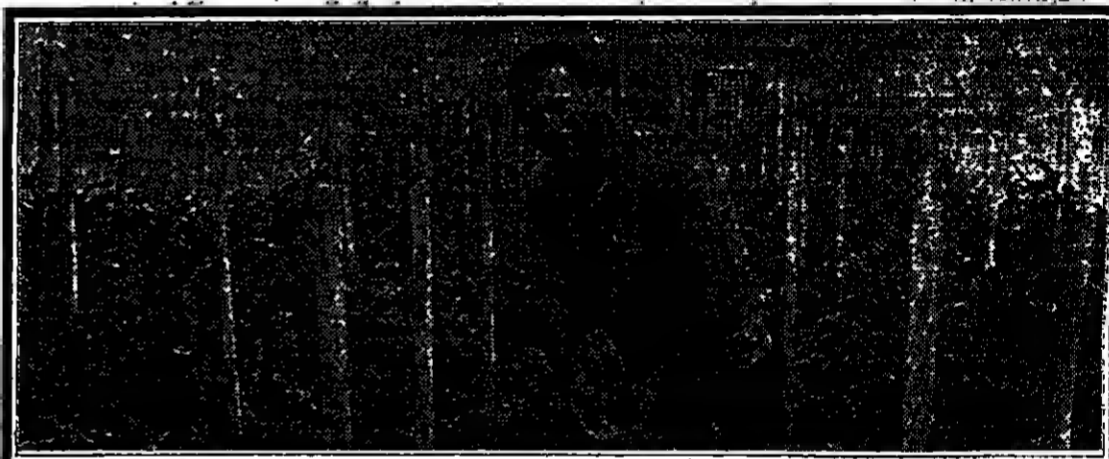
### INDUSTRIE, AGRICULTURE ET SECTEURS TERTIAIRES

Reconnaissant que les ressources pétrolières du pays ont leurs limites, les Emirats Arabes Unis se sont fixés pour tâche immédiate de développer et de diversifier l'industrie afin de doter le pays d'une infrastructure industrielle de complément.

L'établissement d'industries apparentées au pétrole a pour but de donner un essor au potentiel d'exportation du pays en ajoutant à la liste des produits exportés les sous-produits du pétrole brut. Les raffineries de pétrole en cours de construction devraient éliminer l'importation de carburants, tandis que les installations pétrochimiques, actuellement à différents stades de projet, réduiront la dépendance des



Son Altesse le cheikh Zayed, Président de l'Etat des Emirats Arabes Unis et sultan d'Abou-Dhabi.



Programme de culture.

E.A.U. sur les importations et exploiteront les ressources naturelles du pays. Parmi les installations de liquéfaction de gaz naturel, on compte le complexe d'Abou-Dhabi en cours d'achèvement, au coût de 3910 millions de francs français.

Les matières premières locales permettront également de fabriquer du ciment et d'extraire du gypse, du calcium et de l'argile. Vers la fin de 1976, les cimenteries d'Al-Ain et de Dubai seront en fonctionnement avec une capacité annuelle de 750 000 tonnes.

Il est prévu que, à la fin de 1979, 25 000 tonnes de fers à béton seront produites dans un nouveau complexe sidérurgique près de Mughata-Bridge, tandis que d'autres usines en projet permettront même de réexporter. Un autre projet à Dubai comprend une installation de traitement de fer spongieux, une unité de fabrication d'acier et un laminoir à tôles d'acier.

A Dubai, à proximité de Port-Rashid, une cale sèche valant 900 millions de francs français, sur laquelle pourront reposer un pétrolier d'un million de tonnes et deux d'un demi-million de tonnes, sera terminée dès 1977. Toujours à Dubai, une fonderie d'aluminium est en cours de construction.

Enfin, la liste des industries légères et lourdes des Emirats croît chaque année et comprend des projets de production de soufre et d'acide sulfurique, des usines d'engrais utilisant les rejets d'égouts et les ordures ménagères, des usines de peinture, de plastique et d'amiante.

En outre, le commerce et les banques deviennent aussi rapidement des secteurs

majeurs de l'économie des Emirats. Des ports en eau profonde, des autoroutes modernes, les transports aériens et les télécommunications sont en plein développement ou en amélioration pour répondre à la demande d'un Etat industriel moderne.

Malgré le climat extrême, des programmes agricoles sont menés à bien. On y compte des projets laitiers, de volailles et de cultures hydroponiques expérimentales.

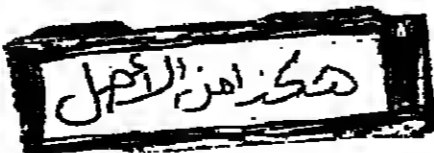
### LES SERVICES SOCIAUX

Afin de permettre aux citoyens de participer activement à l'épanouissement de l'industrie et du commerce, de vastes services sociaux dans plusieurs domaines leur sont accordés et font partie du programme actuel de développement des E.A.U.

### EDUCATION

L'enseignement est obligatoire pour tous les enfants des Emirats, dont 50 000 élèves poursuivaient une éducation à plein temps en 1973, soit deux fois plus qu'en 1971. L'enseignement supérieur est assuré dans des instituts spécialisés, des écoles agricoles et commerciales, et des centres de formation de l'industrie pétrolière. Le gouvernement a aussi institué une école normale, un collège technique intermédiaire, une école commerciale secondaire et un centre de formation professionnelle. Les projets existants prévoient 35 écoles supplémentaires à Abou-Dhabi, 16 écoles intermédiaires et 5 secondaires dans les autres Emirats. Plus de 4 000 enfants, garçons et filles, sont en

# Les émirats arabes unis —

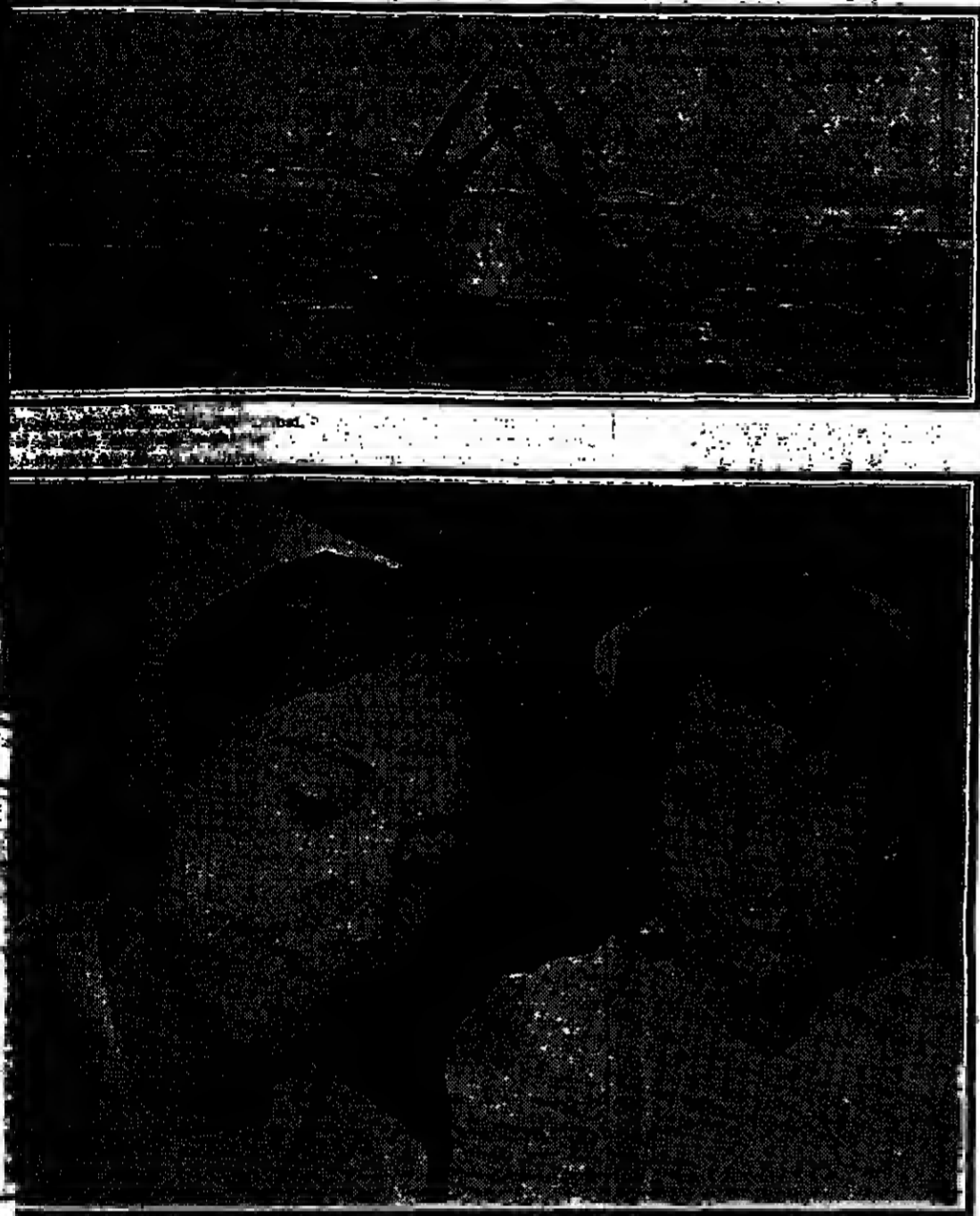


AR  
EP

tenair

(PUBLICITÉ)

# PARTENAIRES POUR LE PROGRÈS



actuel ont pour but le maintien et l'extension d'un haut niveau économique et social. Quant aux E.A.U., ils visent à ces mêmes buts et sont persuadés qu'ils sont accessibles par la coopération plutôt que par la confrontation.

## AIDE AU TIERS-MONDE

Les E.A.U. ont alloué l'année dernière plus de 25 % de l'ensemble de leurs revenus à l'aide et aux prêts aux nations en voie de développement. Leur contribution aux nations les moins favorisées est la plus forte du monde par tête d'habitant.

Dans la répartition de ces contributions massives, il a été tenu compte de deux priorités :

1. Le développement du monde arabe ;
2. Les besoins du reste du tiers-monde.

Cette aide a été distribuée par l'intermédiaire de plusieurs agences : le Fonds D'Abou-Dhabi pour le Développement Economique Arabe (A.D.F.A.E.D.) a été constitué spécialement pour aider financièrement les pays arabes dans le besoin ; toutefois ce fonds a étendu plus tard son action aux pays africains et asiatiques ayant des problèmes urgents de même nature ; le Fonds de Dotation pour Assistance Générale des E.A.U. a servi de base à la fondation du Fonds Arabo-Africain maintenant géré par la Ligue Arabe qui dispose d'un capital initial de 1518 millions de francs, dont une forte contribution des E.A.U. ; la Banque de Développement des E.A.U. avec un capital de plus de 460 millions de francs, et dont les actions sont les plus étendues de toutes les opérations d'aide des Emirats. Parmi ses activités, citons le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce et l'octroi de crédits sous des conditions variables aux sociétés, institutions et individus.

Les E.A.U. sont conscients du fait que beaucoup des pays qu'ils aident et aideront sont pauvres sans que cela puisse leur être imputé. Pourvus des outils nécessaires, ils sont fort capables de retrouver une bonne santé économique.

Ainsi nous voyons s'ouvrir une nouvelle ère de coopération liant l'aide arabe au tiers-monde à la coopération technologique des pays industrialisés.

## COMMERCE

Les E.A.U. importent leurs marchandises de 70 pays différents. On prévoit que le volume de ces importations augmentera de façon considérable, en même temps que la capacité industrielle des E.A.U. La France exporte aux E.A.U. de plus en plus de marchandises variées, produits pétroliers, denrées alimentaires, machines, cosmétiques, textiles et produits ménagers. Les importations de la France aux pétroliers E.A.U. sont passées de 33 millions de francs français en 1969 à 134 millions de francs français en 1973. En 1974, certaines importations ont aussi augmenté d'une façon significative.

Un programme pour mettre en valeur les richesses disponibles des E.A.U. est prévu et comprend l'importation d'équipements variés. Un Etat industriel nouveau a besoin de machines ; l'amélioration du niveau de vie a provoqué une demande croissante d'appareils électriques, d'installations de climatiseurs, d'objets de luxe et de véhicules de toutes sortes.

Equipements et matériaux sont de plus en plus demandés pour répondre aux besoins des nouveaux hôpitaux et cliniques, ainsi que pour les écoles qui doivent fournir au pays une main-d'œuvre qualifiée et instruite.

caux. Une unité anti-malaria a été récemment établie à Ras-al-Khaimah.

## AFFAIRES INTERNATIONALES

Le terme « association » ne s'applique pas uniquement à la formation de sept Emirats en un seul Etat souverain, mais aussi aux relations de ces Emirats avec les autres Etats arabes et de la communauté internationale.

En contribuant au développement et à la sécurité des Etats arabes, les E.A.U. s'imposent un rôle important. C'est ainsi qu'ils reconnaissent leurs responsabilités envers la communauté mondiale dans les domaines de la politique, du commerce et de l'économie.

A mesure que les autres pays s'adaptent au nouvel ordre économique apporté par les pays en voie de développement, qui revendiquent leur droit d'exiger des prix équitables pour leurs produits, les relations commerciales de la prochaine décennie devront être fondées sur des principes d'égalité, de respect mutuel et de coopération.

Les aspirations du monde arabe sont fondées sur un développement social et économique, sur une solution politique au conflit du Moyen-Orient mettant fin à l'occupation militaire des territoires arabes, et sur la reconnaissance des droits politiques et nationaux des Palestiniens. La France et les nations industrialisées du monde

Les soins médicaux sont gratuits pour tous les citoyens résidant dans le pays.

Une attention toute particulière est donnée à l'éducation des adultes, dont 7 000 suivent des cours dans 26 centres spéciaux.

Le gouvernement fédéral accorde des bourses d'études scolaires et universitaires d'un montant de 50 francs français par mois en moyenne annuelle d'études, jusqu'à 500 francs français en Université.

Des bourses sont aussi concédées à des étudiants qui désirent poursuivre leurs études à l'étranger et à des étudiants arabes et africains se trouvant dans le pays.

## SERVICES SOCIAUX

Le niveau de vie des citoyens des E.A.U. s'améliore rapidement grâce aux importants programmes de développement tant dans les zones urbaines que rurales. Un modèle de projet est conçu pour fournir des logements bon marché, équipé chacun d'écoles, de cliniques, de bureaux de poste, d'électricité et d'autres services sociaux.

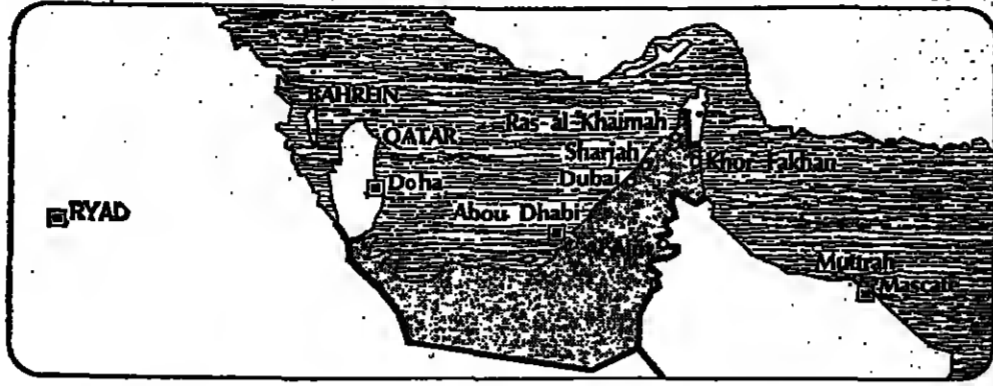
## SAINTÉ

Les soins médicaux et les traitements hospitaliers sont gratuits dans tous les Emirats. Des subventions sont accordées aux personnes ayant besoin d'un traitement médical dans des centres spécialisés à l'étranger. Parmi les projets achevés l'année dernière, on compte l'extension de quatre hôpitaux urbains, la construction de sept centres ruraux et de quatre centres médi-

Partenaires pour le progrès

Desu

### Exportateurs, voici l'une de nos cartes : jouez-la !



## BANQUE GRINDLAY OTTOMANE

Filiale à 100 % de GRINDLAYS BANK LTD, un groupe d'envergure mondiale qui met à votre disposition 16 agences dans le golfe.

PARIS : 7, r. Meyerbeer - Tél. OPÉ 67-00 - Télex 21-026. M. de Sainte-Foy.

MARSEILLE : 38, rue Saint-Ferréol - Tél. : 33-70-40. M. de Casas.

GENÈVE : 7, quai du Mont-Blanc - Tél. : 31-66-00. M. von Arx.

et AIX, CANNES, NICE, MONACO et bientôt TOULON

## LA DIFFICILE NAISSANCE DES AFFAIRES

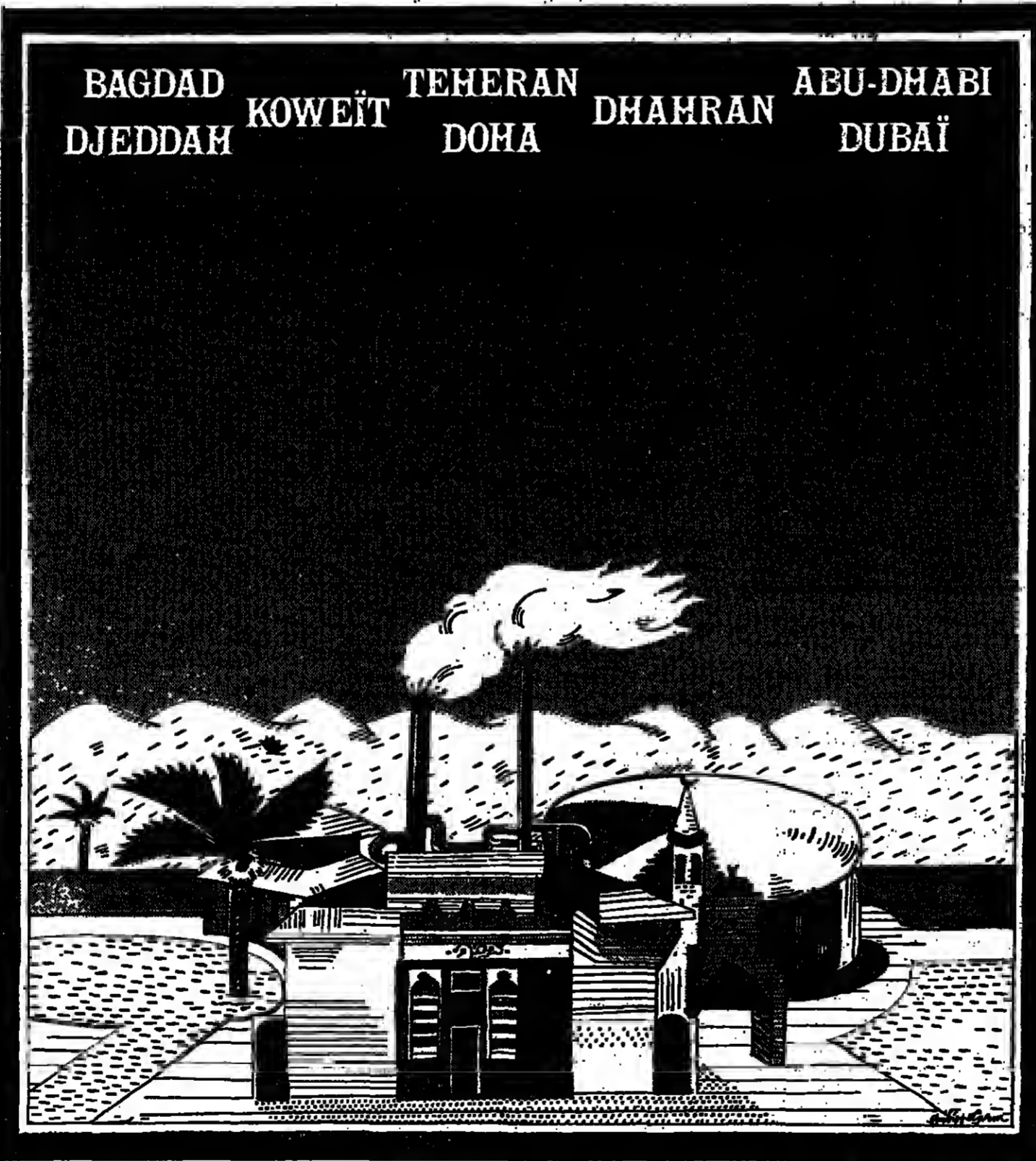
Les relations de la France avec la Fédération des États arabes unis illustrent, dans une certaine mesure, les échanges suscités par la conquête économique de pays certes dotés d'une nouvelle puissance financière... mais très rachetée par les Indes du monde entier et ne possédant qu'une faible population. Les visites de ministres et d'hommes d'affaires permettent sans doute d'établir des contacts ; mais il s'agit d'illusions de fonder de fabuleux espoirs sur la capacité d'absorption de ces pays. De toute façon, le chemin est long — et parfois aride — de l'évocation de contrats à leur réalisation. Ici encore il ne faut pas déployer trop tôt des standards de chiffres.

Afin de mieux faire connaître l'image de marque française, le ministre du commerce extérieur, M. Norbert Ségard, accompagné d'une vingtaine d'industriels, a été reçu, au début de décembre 1974, une visite à Abou-Dhabi. Des firmes françaises sont déjà implantées dans ce pays, comme les sociétés de travaux publics, Salurup et Brice et Spie-Batignolles, tandis que la Banque de Paris et des Pays-Bas a ouvert une succursale en octobre 1973.

Par ailleurs les sept États de la Fédération, Abou-Dhabi — 80% de la production de pétrole des Emirats — est le partenaire le plus important de la France, à cause du poids des fournitures d'énergie. Le déficit français a atteint 4 500 millions de francs en 1974, près de quatre fois plus qu'en 1973 (1 200 millions), ce qui représente la plus lourde note financière, après celles enregistrées à l'égard de l'Irak et de l'Arabie Saoudite. Les exportations de Paris ont aug-

Des échanges très réduits avec la France

## LA ROUTE DU PETROLE EST OUVERTE.



BAGDAD KOWEÏT TEHERAN ABU-DHABI  
DJEDDAH KOWEÏT DOHA DHAHRAN DUBAÏ

### AIR FRANCE : POUR TOUS VOS VOYAGES EN ORIENT.

Plus les marchés du pétrole se multiplient, plus vous avez besoin d'aller en Orient.

Pour vous aider à partir à la conquête des marchés étrangers, Air France a développé le réseau le plus complet au départ de Paris vers les pays du pétrole. Nous vous emmenons à Bagdad, Koweït, Dhahran, Abu Dhabi, Doha, Djeddah, Téhéran et Dubaï sans vous faire changer d'avion.

Et nous voulons que vous puissiez y traiter vos affaires dans les meilleures conditions.

C'est pourquoi nous allons lancer prochainement sur les pays du pétrole un service exclusif Air France destiné aux hommes d'affaires : "Proche-Orient Conseil".

Quand vous arriverez à destination,

des correspondants d'Air France vous aideront à régler vos problèmes de secrétariat et d'interpréariat en mettant à votre disposition un personnel qualifié. Ils vont aussi vous proposer une gamme complète de prestations : accueil, transfert, réservation hôtelière, location de voitures.

Autant de services que vous pourrez réserver en même temps que votre billet d'avion, mais que vous payez localement.

Ce sont les nouveaux charmes de l'Orient que vous allez découvrir avec Air France.

**AIR FRANCE**

En outre, la France doit faire face à une concurrence très vive, qui s'est déjà manifestée par la conclusion de contrats avec des sociétés japonaises (établissement d'une unité de gaz liquéfié), britannique (four à contre), ouest-allemandes (secteur du bâtiment) et néerlandaises (travaux publics). Enfin, en dépit des missions de prospection et d'information de part et d'autre — le C.N.P.F. (Conseil national du pétrole français) a reçu, en avril 1975,



LE FONDS POUR LE ECONOMI

une délégation des chambres de commerce d'Abou-Dhabi et de Doubaï, — le volume des contrats et la réalisation des projets dépendent d'une conjoncture mouvante.

Actuellement Abou-Dhabi, chef de file et principal investisseur des Emirats, rattrape sa politique de développement, en raison du poids des engagements pris à l'égard d'un certain nombre de pays en voie de développement et de la réduction de la production pétrolière, ce qui crée des problèmes de trésorerie, réduit le mouvement des affaires et freine le lancement des adjudications. Les dépenses budgétaires du pays stagneraient en 1975 aux alentours de 2,7 milliards de dirhams. Priorité serait donnée à l'éducation, à la santé et à certains travaux d'infrastructure (routes, eaux, électricité, logements). Enfin l'inflation est forte, de l'ordre de 35% en 1975 pour l'ensemble de la Fédération, ce qui peut aussi conduire à renouer ou à différer certaines dépenses d'investissement.

Le tableau est quelque peu différent à Doubaï qui, à côté de sa récente promotion pétrolière — l'extraction, qui a débuté en 1969, représente 15% des ressources de la Fédération — joue le rôle de plaque tournante commerciale et de pièce financière. Les exportations de la France vers ce pays se sont élevées en 1974 à 185 millions de francs (393 millions en 1973) et les importations à 948 millions (179 millions), l'excédent enregistré il y a deux ans (214 millions) s'étant transformé en déficit (861 millions).

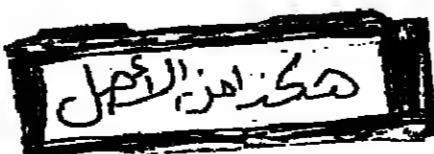
La place prise par la France sur le marché de Doubaï est faible. Ce pays fait figure de *fish and chips* : lors de leur visite début décembre, les industriels français

d'eau de mer, fourniture de câbles. Des projets intéressent l'électronique et l'audiovisuel. Enfin, la règle résulte envisage de construire un complexe immobilier comportant un hôtel, un pub et un centre d'exposition.

Les quatre derniers émirats qui n'ont pas encore de pétrole (des études sont entreprises à Ras-El-Khaima) ne sont que des partenaires très vivants. De possibilités d'échanges existent dans le domaine de la pêche, qui constitue la principale source de revenus pour les émirats du Nord-Est (Ajman et Om-El-Kowain). La production, pour l'ensemble de la Fédération atteint actuellement 40 000 tonnes et doit être développée (études de richesses marines, création d'usines de réfrigération) ; les entreprises françaises peuvent jouer un certain rôle dans ces opérations.

Une commission mixte de coopération économique a été créée entre les Emirats arabes unis et la France qui a pour objet d'étudier les projets industriels français dans ces pays, les opportunités d'investissements des capitaux arabes en France et les possibilités d'actions conjointes dans les pays tiers. Toutefois, le développement des ventes françaises apparaît limité par la dimension démographique et une certaine prudence s'impose, d'autant que les responsables de ces pays ne souhaitent plus de "joint ventures" classiques associant le capital national et la technologie étrangère, mais attendent que les entreprises extérieures prennent part au risque financier. Plus prometteur peut-être apparaît le montage d'opérations financières, visant à permettre le placement à long terme des capitaux des émirats à l'étranger du Golfe ; ce qui se heurte à des difficultés à la fois monétaires et politiques.

MICHEL BOYER.



# CHEIKH ZAYED UN BÉDOUIN DEMEURÉ FIDÈLE A LUI-MÊME

QUAND les premiers Euro-  
péens commencèrent à  
s'intéresser à Abou-  
Dhabi, juste après la fin  
de la deuxième guerre mondiale,  
cheikh Zayed était gouverneur  
de Bouraimi. Son fief : les six  
petits villages de l'ouest du  
même nom, avec une population  
variant de six mille habitants  
l'hiver à neuf mille l'été, à la  
saison des dattes... et surtout  
le désert, un désert à cette époque  
sans trouille, jouxtant le  
Rub et Khaf, le Empty Quarter,  
le plus grand désert du monde.

A cette époque il fallait quatre  
jours à des chameaux pour aller de Bouraimi à Abou-  
Dhabi (150 kilomètres). C'est là  
que, pendant vingt ans — jus-  
qu'en 1966 — cheikh Zayed  
vécut pratiquement au seul  
contact des Bédouins, comme  
un Bédouin. Le maître, cheikh  
Zayed recevait : assis sur un  
banc, sous le porche de son  
fort, ou, le plus souvent, à même  
le sable, sous un arbre, où il  
accueillait tous ceux que le  
hasard lui amenait ; Bédouins du  
désert, d'Arabie Saoudite ou  
d'ailleurs, guerriers d'Oman,  
Bed' Yas (les Syriens) tribu ou  
Mansour. Il les recevait sans  
doute instantanément, à la façon  
dont les étaient vêtus, ou dont  
ils se saluaient, tous ébahis.

Et, pendant ces heures, cheikh  
Zayed écoutait les « nouvelles » :  
à quel prix telle caravane  
d'étais arrivés... Qui elle y avait  
rencontré... Combien d'heures  
elle avait cheminé, avant l'étape  
du soir... Selon le rituel tou-  
jours en vigueur dans son nou-  
veau palais, chaque nouveau  
venu était accueilli par toute  
l'assemblée qui se levait à son  
approche, pour se rassembler  
autour de lui, arrivant d'un  
« Abou-Dhabi »... Immanquable-  
ment, cheikh Zayed devait  
écouter les plaintes de quel-  
ques Bédouins dont on avait vu  
les chameaux, ou dont la femme

s'était enfuie pour retourner chez  
son père... et, inévitablement,  
on en arrivait au sujet capital  
de la chasse. Lui-même grand  
chasseur, cheikh Zayed était  
toujours entouré de Bédouins  
en train de dresser des faucons  
— des shahis (faucou shahi),  
ou des turcs (faucou turc) ; et  
chacun de défendre les mérites  
de son faucon en évoquant une  
chasse particulièrement glo-  
rieuse.

Chaque hiver, cheikh Zayed

Ce fut la seule école de gouver-  
nement de cheikh Zayed,  
qui, par ailleurs, n'apprit jamais  
à lire ni à écrire... Mais pendant  
toutes ces années, il apprit à  
connaître à fond son peuple,  
connaissant les faiblesses et les  
vertus de chacun de ses sujets,  
et se faisant connaître d'eux.  
Dépourvu d'argent, sans armée,  
il apprit à imposer son autorité  
à des tribus encore fort turbu-  
lentes, par sa seule force de  
caractère, son habileté et ses  
talents de diplomate.

Pauvre, il fut bientôt connu  
pour sa générosité... Les évé-  
nements allaient montrer qu'il  
était aussi d'une loyauté ad-  
mirable de tout soupçon : en 1962,  
les Saoudiens, qui revendaient  
quasiement les pétroles de Bouraimi  
depuis toujours, envoient un  
petit détachement occuper le  
fort Soukairi et travaillèrent les  
tribus locales, dont la loyauté  
était très versatile.

La raison de toute cette agi-  
tation dans une région où les  
frontières figuraient encore en  
pointillés sur les cartes : le  
pétrole. D'après les Anglais,  
l'ARAMCO aurait offert à cheikh  
Zayed un des plus beaux « pots  
de vin » de l'histoire — 4 mil-  
lions de livres sterling en or —  
pour qu'il laisse la compagnie  
américaine opérer sur son ter-  
ritoire, en se ralliant aux Soudi-

partait dans le désert pour des  
chasses d'un mois ou plus, et  
on pouvait le voir, avant le dé-  
part de l'expédition, vérifier lui-  
même les selles et les cordes  
des chameaux, les outres en  
peau de chèvre et les provisions  
de vivres — des dattes, du riz,  
du blé — avant de s'enfoncer  
dans le désert avec une escorte  
de vingt ou trente Bédouins, en  
chantant une lagrud au  
rythme de la marche des cha-  
meaux.

partait dans le désert pour des  
chasses d'un mois ou plus, et  
on pouvait le voir, avant le dé-  
part de l'expédition, vérifier lui-  
même les selles et les cordes  
des chameaux, les outres en  
peau de chèvre et les provisions  
de vivres — des dattes, du riz,  
du blé — avant de s'enfoncer  
dans le désert avec une escorte  
de vingt ou trente Bédouins, en  
chantant une lagrud au  
rythme de la marche des cha-  
meaux.

partait dans le désert pour des  
chasses d'un mois ou plus, et  
on pouvait le voir, avant le dé-  
part de l'expédition, vérifier lui-  
même les selles et les cordes  
des chameaux, les outres en  
peau de chèvre et les provisions  
de vivres — des dattes, du riz,  
du blé — avant de s'enfoncer  
dans le désert avec une escorte  
de vingt ou trente Bédouins, en  
chantant une lagrud au  
rythme de la marche des cha-  
meaux.

catolique à Abou-Dhabi et ma-  
nifesta beaucoup de curiosité  
pour la cérémonie qui se déroula  
devant lui.

Mais il avait horreur du  
« changement », et il était pris  
de panique chaque fois qu'un  
de ses conseillers britanniques  
ou un homme d'affaires le pres-  
sant d'apposer sa signature sur  
un quelconque document. En 1962, il  
n'avait pu se résigner à ap-  
prouver la création d'un service  
des postes — au moment où le  
premier pétrolier chargé de brui-  
terait de Des-Island — et, ul-  
térieurement, par la décision d'une com-  
mission britannique d'attribuer l'île de Hailu à son  
voisin et rival exécutif cheikh  
Ahmed el Thani de Qatar, il  
partit toute confiance dans ses  
conseillers britanniques et refusa  
d'approuver tous les projets de  
développement qui lui étaient  
soumis.

Pendant ce temps, le pétrole  
continuait de couler... et de  
plus en plus vite : de 2,3 mil-  
lions de tonnes en 1963, la pro-  
duction passa à plus de 8 mil-  
lions de tonnes en 1964 et à  
13 millions de tonnes en 1965.  
Celle année-là les revenus pétro-  
liers de cheikh Chakibout at-  
teignirent presque 15 millions de  
livres sterling, qui allèrent rein-  
dre les millions entassés « dans  
ses coffres en bois dorés ».  
Celle situation insupportable ne  
pouvait durer. En 1966, les Bri-  
tanniques organisèrent une de  
ces révolutions de palais comme  
le furent en fait par la suite  
à Mossoul (1970) et à Qatar  
(1972) ; cheikh Chakibout fut  
mis manu militari dans un avion  
en partance pour Londres, et  
cheikh Zayed fut désigné par le  
conseil de famille des Al  
Nahyan pour lui succéder. Par  
la suite, cheikh Chakibout fut  
autorisé à revenir à Abou-Dhabi,  
où il vit encore, à Al-Ain.

Devenu riche, très riche,  
cheikh Zayed allait se montrer  
digne de la générosité qui avait  
été le sien quand il n'était que

le pauvre gouverneur d'une oasis  
— oasis qu'il n'oublia jamais :  
de 1966 à 1970, il consacra plus  
de 20 millions de livres sterling  
à l'embellissement de son vil-  
lage de Bouraimi, connu autour  
d'hui sous le nom d'Al-Ain.

Car, à la différence des autres  
cheikhs et sultans d'Arabie,  
cheikh Zayed n'a jamais eu  
sujets : possédant personnel-  
lement tout le sol de l'émirat, il  
décida, en arrivant au pouvoir  
en 1966, que chaque Abou-Dha-  
bian aurait droit à une parcelle  
dans le secteur résidentiel de  
la nouvelle ville, et à une autre  
de 30 mètres sur 30 mètres  
dans la zone industrielle. Pour

protéger ceux qui n'avaient pas  
les moyens de construire eux-  
mêmes, une loi limita à huit ans  
le délai de location des ter-  
rains : au terme de ce bail, ter-  
rain et construction reviennent  
au propriétaire... mais les  
cheikhs et ceux qui étaient plus  
instruits et à même de défendre  
leurs intérêts ont pu signer des  
concessions de vingt à vingt-  
cinq ans... et pour les plus pau-  
vres, cheikh Zayed fit construire  
des maisons individuelles —  
correspondant à nos H.L.M. —  
qu'il leur remit, entièrement  
meublées, pour la télévision  
compris, avec titre de proprié-  
té.

**Une richesse fabuleuse**

Cheikh Zayed devint devant  
l'un des hommes les plus riches  
du monde. Ses revenus pétro-  
liers, qui étaient déjà de 174 mil-  
lions de livres sterling en 1971,  
dépassaient les 2,5 milliards en  
1974, pulvérisant tous les re-  
cords et les statistiques qui valent  
que Koweït soit le nation  
le plus riche du monde, avec un  
produit national brut de 10 000  
dollars par personne.

Il n'est plus question, pour  
cheikh Zayed de se borner à  
construire une route de corail  
pour sa ville, ou de donner une  
montre en or à ses vassaux :  
deormais, il s'offre une occa-  
sion de Mirage ou quelques  
régiments d'unités militaires  
Pakistanaises, et ses illustres visi-  
teurs, dont beaucoup de récom-  
mandés par le Islam, laissent  
chaque année, après le pèleri-  
nage à La Mecque, celui des  
émirs du Golfe, repartent par-  
lois avec un chèque de 1 million  
de dollars. A la Syrie, après le  
guerre d'octobre 1973, cheikh  
Zayed donna un raffinement de  
50 millions de dollars... Et lui  
s'offrit, notamment en France,  
une propriété en Sologne et le  
château de Louville, près de  
Reims.

CHRIS KUTSCHERA.

## LE FONDS D'ABOU-DHABI POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ARABE

Le fonds d'Abou-Dhabi pour le développement économique arabe est un établissement public, mais de caractère indépendant dans les domaines financier et administratif. Son but est d'aider les pays arabes, africains et islamiques dans leur développement économique par des prêts, par la participation directe à des projets de développements ou par l'achat d'obligations.

Le fonds a un capital de 1.000 millions de Dirhams (environ 1 milliard de francs). Il a en outre le droit d'émettre des obligations pour une valeur égale au double de son capital. Le fonds est géré par un conseil présidé par le prince héritier, son Altesse le Cheikh Khalifa Ben Zayed.

A ce jour, les prêts déjà accordés par le fonds pour le financement de projets économiques dans le Tiers Monde, s'élèvent à peu près à 882 millions de Dirhams. Un comité, d'autre part, a été créé pour visiter les pays africains, offrir les aides économiques nécessaires, évaluer les besoins essentiels de ces pays dans le domaine du développement et contribuer aux projets visant ces buts. Parmi les pays qui ont déjà obtenu des emprunts du fonds d'Abou-Dhabi pour le développement économique arabe, on compte : la République du Yémen, la Jordanie, le Bahreïn, la Tunisie, la Syrie, l'Égypte, le Soudan, la Mauritanie, la Somalie et le Bengladesh.

Le fonds d'Abou-Dhabi pour le développement économique arabe est la preuve concrète du désir réel des Émirats Arabes Unis et de son Président, son Altesse le Cheikh Zayed Ben Sultan Al Nahyane, d'aider d'une manière positive les pays du Tiers Monde dans leur développement économique.

Nasser Al Nuweiss,  
Directeur Général Délégué.




البنك الأهلي المحدود ش.م.م.  
AL AHLI BANK LTD. (c.s.c.)  
DUBAI - دبي

**ÉMIRATS ARABES UNIS**  
Boîte Postale : 1719 - Téléx DB 5518 - Adresse Télégraphique : AHLIBANK  
Téléphone : 24175 (5 lignes)

**BANQUES AFFILIÉES**  
Alhali Bank of Kuwait, Koweït - Jordan National Bank S.A., Jordanie  
Crédit Lyonnais, France  
SERVICES BANCAIRES PROMPTS ET SPÉCIALISÉS  
CORRESPONDANTS A TRAVERS LE MONDE

**COMPAGNIE GÉNÉRALE  
D'ÉTUDES et de COORDINATION**



AGENCE des UAE:  
P.O. box 2708  
ABU DHABI  
téléphone: 22975  
téléx: 2467AH

SIÈGE SOCIAL:  
139 Bd Haussmann  
75008 PARIS  
téléphone: 225.11.44  
téléx: 66153F

# LE DÉVELOPPEMENT MULTIFORME DE L'ÉCONOMIE

COMMENT se débarrasser des notions acquises, surtout quand il s'agit d'un pays exotique ? Dans le cas des Emirats arabes unis, les clichés abondent. On pense automatiquement aux fameuses Rolls Royce ou Cadillac aux calendres dorées, voire en or massif ; à des nababs se désintéressant du sort de leurs sujets ; au pétrole, uniquement au pétrole.

La vérité se présente sous un jour quelque peu différent. Certes, le pacha du cheikh Zayed, gouverneur d'Abou-Dhabi et président de la Fédération, n'a rien à envier aux résidences d'autres chefs d'Etat ailleurs dans le monde. Il peut se le permettre, avec une production annuelle de quelque 80 000 000 de tonnes de pétrole. Mais on ignore que le premier plan quinquennal de développement d'Abou-Dhabi a été mis au point en 1967, c'est-à-dire bien avant la hausse des prix du brut, quand les recettes de cette principauté s'élevaient à 525 000 000 de francs. Plan de développement particulièrement eudécieux — il prévoyait des investissements moyens annuels de 675 000 000 de francs — fondé sur un accroissement rapide de la production.



Dans le domaine strictement social, on pourrait citer la progression quasi géométrique du nombre de classes et de lits d'hôpitaux. Ou encore, dans le cas d'interventions chirurgicales délicates, la prise en charge, par le gouvernement, des frais de voyage et d'hospitalisation des malades en Europe.

Mais, phénomène plus caractéristique, chacun des dirigeants des sept emirats porte une attention particulière aux desiderata de la population. Ainsi, cheikh Sultan, gouverneur de l'emirat de Cherdja, vient d'abandonner un projet très rentable de pêche industrielle avec usine de traitement de poissons, à Khon-Fékan, sur le côté oriental, car — les

pecheurs de la région y étaient hostiles —.

Et, pourtant, la production de cet emirat est tombée, pour des raisons strictement techniques, de 70 000 à 35 000 barils/jour alors que ses dirigeants espéraient la voir atteindre 100 000 barils/jour.

Si l'on s'en tient à la définition originelle des Nations unies qui plaçait le pallier entre pays développés et sous-développés à 200 dollars du P.N.B. par capita, les Emirats arabes unis se trouvent dans le peloton de tête de la liste établie chaque année par le Fonds monétaire international. Selon les nouvelles normes, beaucoup plus réalistes, établies par l'ONU, le tablier change d'aspect.

Mais, contrairement aux autres pays où la pénurie de capitaux constitue le principal frein au développement, dans les emirats, le problème majeur à résoudre est celui de la répartition des revenus du pétrole. Problème épineux, même à Abou-Dhabi, où il s'agit de faire profiter des retombées pétrolières quelque quatre mille familles d'autochtones, divisées en vingt-sept clans tribaux.

Dans le secteur tertiaire, les citoyens locaux se trouvent favorisés grâce au recours à des moyens plus ou moins orthodoxes. L'obligation faite à toute firme étrangère de recourir aux services d'un « sponsor » (répondant) originaire du pays correspond à cette volonté de distribution des richesses. Dans le cas d'une adjudication officielle par exemple, l'offre sans cartes majorées de la commission vendue au « sponsor », l'Etat paraît pénalisé, mais en fait il assure atteint son objectif. D'autant que cette technique de distribution des richesses s'accompagne d'une diversification des bénéfices : un même « sponsor » n'a pratiquement aucune chance d'obtenir plus d'un gros contrat par an.

Quant aux sociétés étrangères, sur place, leurs « sponsors » reçoivent un pourcentage des bénéfices, d'ordinaire opulents, sans participation effective au capital. On peut encore citer, toujours dans le domaine des services, un autre moyen, plus élegant, plus normal, pour favoriser les chefs de file des quatre mille familles. Ceux d'entre eux engagés dans l'importation cherchent à obtenir la représentation, pour leur emirat, des voitures, matériels et produits étrangers, de cause de leurs marges bénéficiaires confortables. Là aussi, les dirigeants interviennent de façon discrète et indirecte pour lever diverses personnalités. Dans le domaine des voitures par exemple, les fabricants

de la vingtaine de marques représentées dans chaque emirat évitent, bien entendu, de prendre des risques et veulent être payés au comptant. L'homme de confiance du gouverneur intervient alors auprès de l'une des banques pour offrir sa garantie personnelle, et permettre ainsi à l'importateur local l'envoi de la fameuse lettre de crédit irrévocable. Et une fois la pompe ainsi amorcée, les choses marchent toutes seules.

Les banques, par contre, offrent peu de débouchés à cette bourgeoisie naissante. Et pourtant elles pullulent. Il y en a vingt-huit dans le seul emirat de Cherdja, dont dix-sept à Cherdja-Ville et onze autres à Khon-Fékan, dépendance située de l'autre côté de la péninsule, sur la mer d'Oman. Mais, là aussi, cheikh Sultan a demandé et obtenu du groupe français Paribas, promoteur de la banque de Cherdja, qu'une partie de son capital soit détenue par des citoyens du pays.

## L'Etat et le secteur industriel

Les dirigeants des Emirats arabes unis, contrairement à une opinion fort répandue, ne limitent leurs efforts de développement ni aux seuls domaines pétrolier ou pétrochimique ni à ceux des centrales thermiques ou des usines de dessalement d'eau de mer. La cale sèche géante actuellement en construction à Doubaï ou l'usine de réduction de baudes prévue également dans cet emirat portent témoignage de cet effort de diversification industrielle.

Dans le secteur étatique proprement dit, l'absence de coordination au niveau des différents emirats d'une part, et entre ceux-ci et le gouvernement central de l'autre, représente un obstacle sérieux. Cette absence de coordination s'explique évidemment par l'unité encore impar-

faite d'un Etat né il y a trois ans à peine. Mais l'émulation entre emirats risque de déboucher sur des débâcles graves. Par exemple, quatre emirats ont décidé d'avoir chacun sa propre chéminerie. La production globale annuelle de ces quatre unités atteindra ou même dépassera le million de tonnes. En dépit de l'expansion ultra-rapide du secteur immobilier, il paraît difficile pour le marché local d'absorber de telles quantités. Quant à l'exportation, elle offre peu de perspectives en raison des salaires relativement élevés et de la dimension réduite de chacune des quatre usines, facteurs qui se traduisent par des prix de revient non concurrentiels sur le marché mondial. Il est question encore d'implanter trois minoteries ayant une capacité globale double de la consommation actuelle de farine dans les Emirats arabes unis.

Dans le secteur privé, et toujours dans la perspective de la promotion des élites locales, le gouvernement multiplie les stimulants pour attirer ces élites vers les entreprises industrielles de taille moyenne. C'est-à-dire nécessitant des investissements de 3 millions à 5 millions de francs. La dernière en date de ces initiatives a été la création d'une Banque de développement des Emirats arabes unis. Celle-ci consent à toute société contrôlée par des autochtones jusqu'à 80 % de l'investissement global, à un taux d'intérêt très bas, s'il s'agit d'un projet industriel.

Ces efforts portent malheureusement peu de fruits, car le développement de l'industrie privée se heurte à de grosses difficultés. La première est d'ordre psychologique. En effet, pour l'investisseur potentiel local, le secteur secondaire comporte trop d'incertitudes et paraît trop complexe ou non-générateur de « quelconques », comme le commerce. D'où sa tendance soit à constituer une épargne, de préférence à l'étranger, soit à investir dans l'immobilier, car là-bas, comme en France, « le pierre », c'est sûr.

L'étroitesse du marché local constitue un second frein au développement des entreprises de moyenne importance. Facteur aggravé par le manque de matières premières de base. Comment installer une petite usine de fils électriques, quand le moindre matériel rentable en produit par milliers de kilomètres ? Comment créer une unité de tubes fluorés quand il faut en importer toutes les composantes ?

Par ailleurs, l'attachement des dirigeants des emirats à une économie libérale, qui va jusqu'à refuser d'élever le moindre barrière douanière pour encourager l'industrie locale, n'arrange évidemment pas les choses. Fils électriques, lampes, tubes, etc., produits sur place en quantités relativement réduites, ne peuvent faire face à la concurrence de produits similaires importés.

En dépit de ces difficultés, le développement multiforme de l'économie des Emirats arabes unis en général, et d'Abou-Dhabi en particulier, paraît en bonne voie. Un développement basé sur les revenus du pétrole certes, mais aussi sur la consolidation des assises sociales du pays.

JACQUES BAULIN.

## Des armes modernes servies par des conseillers étrangers

LONGTEMPS tributaires d'un fournisseur, l'Angleterre, qui avait acquis une situation de quasi-monopole jusqu'à la constitution de leur Fédération, les Emirats arabes unis du golfe Persique se sont efforcés de diversifier leurs sources d'approvisionnement en matériels militaires. C'est la raison pour laquelle la part de la Grande-Bretagne, après 1971, a eu tendance à diminuer, tandis que plusieurs fournisseurs nouveaux, les Etats-Unis, l'Italie ou la France, ont fait leur apparition.

Selon qu'il s'agit des forces terrestres et aériennes qui sont propres à la défense de la Fédération ou des armées qui sont propres seulement à deux des emirats les plus puissants, Abou-Dhabi et Doubaï, la situation se révèle très différente. Pour la France, en effet, le client privilégié dans cette région du monde reste, depuis ces quelques années, l'emirat d'Abou-Dhabi. En revanche, les forces de défense de l'ensemble de la Fédération sont dotées d'armements plus anciens de conception britannique ou italienne.

C'est, du reste, incontestablement l'emirat d'Abou-Dhabi — et dans une moindre mesure celui de Doubaï — qui a consacré l'effort le plus important en matière d'équipement militaire. Les forces de cet emirat, entre 12 000 et 15 000 hommes, selon des estimations de sources britanniques, ont reçu des matériels de guerre relativement modernes, surtout dans le domaine aéronautique et terrestre. L'acquisition d'avions de combat supersoniques ou de missiles antiaériens montés sur des blindés ou des hélicoptères pose, au demeurant, à l'emirat d'Abou-Dhabi des problèmes difficiles d'entretien ou de moindre maintenabilité de ces matériels. Il n'est pas anormal que les responsables d'Abou-Dhabi, comme ceux de Doubaï, aient envisagé la construction, en préfabrique, d'infrastructures propres à ces matériels, destinées des aérodromes ou des hangars, à usage civil, où ils entreposeraient leurs armements.

Au total, on estime à trente-deux le nombre des avions Mirage commandés par Abou-Dhabi, dans les versions Mirage-III et Mirage-5 (le modèle simplifié du « président »), et à six également leurs lots de missiles air-air et air-sol produits par la société française Matra. L'assistance technique et l'entretien, opérant de ces appareils sont assurés par des Pakistanais qui ont acquis une expérience du Mirage dans leur pays d'origine et qui pourraient, également, être les premiers instructeurs d'une école d'entraînement que les Emirats arabes unis ont l'intention de créer l'hypothèse ne peut être exclue, enfin, que les Pakistanais se consacrent de la sorte, un arsenal de réserve pour le cas où leur pays aurait besoin d'une force d'appoint.

Pour le compte de son armée de l'air, Abou-Dhabi a aussi acquis des avions de transport Caribou, C-130 Hercules ou Isar-

der de conception américaine ou britannique, à quelques exemplaires, mais certains de ces appareils sont en mesure d'effectuer un système mobile de défense anti-aérienne Rapier que l'emirat a commandé, pour environ 35 millions de francs à la société British Aircraft Corporation (BAC). Dans le même temps, Abou-Dhabi remettrait une dizaine d'avions de chasse anciens des Hunter de conception britannique, à la disposition de l'emirat de Cherdja — pour lequel l'approvisionnement en pièces de rechange demeure un problème délicat — tandis que l'emirat de Doubaï se contente de disposer de quatre avions d'entraînement MB-339 Macchi d'origine italienne.

Certains de ces matériels acquis ailleurs qu'après de la France, sont servis par des personnels jordaniens, palestiniens ou britanniques, et on cite souvent le cas de ces pilotes israéliens de la marine d'Abou-Dhabi — moins d'une dizaine d'unités de 10 à 30 tonnes — ou sont embarqués des techniciens égyptiens. Ces petits bâtiments côtiers ont été construits par des chantiers britanniques.

La France a vendu, par exemple, à Abou-Dhabi, pour environ 110 millions de francs de missiles tactiques à courte portée, produits par la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS). Ces missiles SS-13 SS-13 peuvent être montés sur des véhicules légers jappe Lam Rover ou sur des hélicoptères Alouette-III et Fennec, également acquis en France. Deux autres missiles antiaériens à téléguidage infrarouge ont été achetés à la SNIAS pour équiper des avions multirôleurs légers ou des véhicules hélicoptères transportés à travers le Sahara. On estime que l'emirat d'Abou-Dhabi devrait disposer, au total, d'un peu moins de 2 000 missiles SS-11 et SS-12.

Selon des informations de sources américaines, l'emirat d'Abou-Dhabi pourrait acquérir également des missiles Tom à Etats-Unis, comme se proposent de le faire d'autres pays du Proche-Orient et, en particulier, les forces armées israéliennes, contre lesquelles les Emirats arabes unis tentent d'unifier leur dispositif militaire.

De la Grande-Bretagne, les Emirats arabes unis ont en outre obtenu toute une panoplie de blindés légers ou d'auto-mitrail leuses Scorpion, Shortland et Ferret, sous le commandement de conseillers militaires britanniques. La plupart de ces moyens terrestres sont concentrés à Abou-Dhabi, de même qu'un entrepôt des hélicoptères français et les hélicoptères Agusta. Bell de conception italo-américaine, acquis à quelques exemplaires tant pour les besoins des forces armées de la Fédération que pour ceux de la police chargée du contrôle de l'immigration et de la surveillance côtière.

JACQUES ISNARD.

# BANK OF CREDIT AND COMMERCE INTERNATIONAL S.A.



présente ses compliments à la communauté internationale des affaires de Paris, à l'occasion de la visite en France de son Altesse CHEIKH ZAYED BEN SULTAN AL NAHYANE, Président de la Fédération des Emirats Arabes Unis.

يقدم أطيب التحيات الى  
الشيخ زايد بن سلطان آل نهيان  
رئيسة القيادة الرشيدة التي يقوم بها  
صاحب السمو الشيخ زايد بن سلطان آل نهيان  
رئيس دولة الإمارات العربية المتحدة

Notre banque est une filiale de la Banque d'Amérique N.T. + S.A., nous avons des succursales et filiales à ABOU-DHABI, DOUBAI, CHARDJA, OMAN, LIBAN, ADJMAN, OM-EL-QOWAIN, LUXEMBOURG, ILE MAURICE, NORD-YEMEN, EGYPTE, HONG-KONG et dans tout le ROYAUME-UNI.



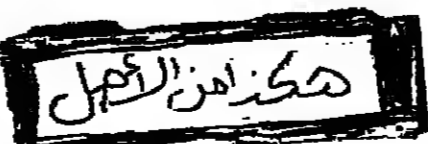
LA SOCIÉTÉ DIMÁS ET FARHAN POUR LE COMMERCE ET LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION

joue un rôle prépondérant dans le domaine de la construction aux Emirats Arabes Unis.

Usines pour la production de mortier et de parpaings.

Boîte Postale : 515  
Téléphone : 2277/8

Adresse Télégraphique : DAFCO, SHARJAH  
Emirats Arabes Unis



LES EMIRATS ARABES UNIS

# COMMENT GÉRER UNE RICHESSE IMPRÉVUE

COMMENT utiliser et gérer une masse monétaire considérable alors que rien que - il ne prédisposait à la voir ? C'est le problème des économies financières des D. face à leur richesse inouïe. C'est aussi celui d'Abou-Dhabi, unique pourvoyeur du pétrole fédéral, qui détermine l'orientation économique de l'émirat de Doha.

Dans les deux cas, souvent inédits, la nouveauté de l'expérience implique une adaptation progressive des structures monétaires et financières, quelle qu'en soit la stabilité qui comble à se dessiner.

En 1973, la Fédération s'est dotée d'une monnaie commune : Dirham (D), basé sur l'or afin d'assurer la stabilité monétaire. A cette fin, un « currency board » a été créé, sous la direction britannique John Scott et sous l'égide de la Banque centrale, disposant d'un capital de milliards de Dhs (100 millions de Dhs). Cependant, il se révèle trop faible pour contrôler l'incroyable développement de tous les secteurs financiers, en particulier celui des banques étrangères locales qui opèrent dans le D. Il est donc envisagé de reformer cet organisme fédéral en banque centrale pour coordonner les activités monétaires et financières. De plus, le principe d'une devise unique à l'échelle du Golfe a été décidé par les États d'émirat de Koweït, Qatar, Oman et de l'U.A.E. serait fondée sur les droits tirés spéciaux du F.M.L. en Dhs = 0,25 dollar ; 1 Dhs = 100 F.

sur une « corbeille » de monnaie à l'image de celle adoptée par le Koweït au cours de l'hiver.

On retrouve ces mêmes caractéristiques au niveau de l'Abou-Dhabi Investment Board, qui gère les réserves de la Fédération (1 milliard de dollars) et celles de l'émirat d'Abou-Dhabi (1,9 milliard de dollars). On envisage de dissoudre sa direction composée par un conseil de cinq banquiers internationaux pour la remplacer par une institution plus dynamique. En fait, l'arrivée récente de cette masse monétaire a conduit la Fédération à adopter une politique prudente en matière d'investissements. Ses réserves sont placées à long terme, avec le maximum de sécurité, soit dans des obligations, des titres à garantie d'Etat (40 à 50 %), soit dans des investissements immobiliers, des actions, des participations (50 à 60 %). La Grande-Bretagne draine l'essentiel de ces placements, ainsi que les Etats-Unis, pour une part inférieure.

La réunion du Conseil suprême de la Fédération le 25 avril dernier laissait prévoir que le budget de 1975 atteindrait 2,7 milliards de Dhs. Il marque donc une augmentation de 123,5 % sur celui de 1974 (1,013 milliard de Dhs) qui s'explique tant par l'inflation (en 1974, le taux d'inflation à Abou-Dhabi se situait entre 30 et 50 %) que par le report des projets des années précédentes.

Dans l'attente d'un plan de développement en cours de préparation, les ressources budgétaires sont affectées, en priorité, à l'éducation (457 millions de Dhs), à la santé (343 millions de Dhs). L'accent est mis sur l'infrastructure (770 millions de Dhs) afin de créer les bases d'un Etat moderne, en matière de logement et de communication, et de doter les émirats

les plus démunis d'industries les amenant à avoir une activité économique dans le cadre de la Fédération.

Absent jusqu'au début des années 70, le secteur bancaire est désormais très bien implanté sur l'ensemble des émirats, au point que sa densité est la plus importante au monde par rapport à la population. Sur les trente-sept représentations principales, 5 banques disposent d'avoirs supérieurs à 300 millions de Dhs, 9 banques se situent entre 125 millions et 250 millions de Dhs, et 23 disposent de moins de 100 millions de Dhs. L'activité de ces banques est essentiellement orientée vers le financement du commerce, car la plupart des directeurs de banque sont habitués par le « risque de change ». Par ailleurs, les clients, n'étant pas véritablement habitués à ces usages, ont tendance à faire toutes leurs transactions en avoirs liquides.

Si l'existence de quelques investissements

modestes et orientés vers les propriétés immobilières, les dépôts bancaires garantissant un intérêt sans surprise. Jusqu'ici, ils se sont abstenus d'investir directement dans les entreprises commerciales d'Occident. Ce phénomène s'explique par la nouveauté de la richesse de l'Etat et les possibilités qui existent encore d'investir dans le bâtiment ou dans les autres entreprises locales.

Dans les limites de son émirat, Abou-Dhabi connaît un schéma économique et financier analogue, avec cependant une ampleur plus large. Ainsi, dominés les revenus considérables dont il dispose. Depuis l'arrivée au pouvoir de cheikh Zayed, la politique économique de l'émirat consiste avant tout à doter le pays d'une infrastructure qui n'existait pas jusque-là. L'émirat n'en est encore qu'aux premiers stades du développement où il s'agit de créer un secteur industriel apte à satisfaire les besoins locaux et susceptibles d'assurer la transition vers une économie post-pétrolière. Ceci se reflète tant dans la fébrile activité des chantiers que dans la répartition des postes budgétaires annoncés dans le budget de 1975. Celui-ci s'élève à 13 milliards de Dhs. Outre la contribution de 2 milliards de Dhs à la Fédération, 3,5 milliards de Dhs vont aux investissements, 5,4 milliards de Dhs aux dépenses de fonctionnement, 0,6 milliard de Dhs comme participation en capital aux organismes internationaux (F.M.L., Banque mondiale).

La politique économique conservatrice et prudente qui se nourrit de l'expérience des débuts antérieurs du Koweït (Crach de l'Intra-Bank en 1968, dévaluation du dollar). Ceci l'amène donc à aborder l'avenir économique de façon pragmatique en évitant toute audace et par là même toute spéculation, de nature à mettre en péril le capital acquis.

Par contre, la générosité du cheikh Zayed, seul émir de la Fédération dont le budget personnel est séparé de celui de l'Etat (il représente 10 % des revenus de ce dernier), l'amène à accorder des aides avec une certaine largesse, tant à titre personnel que pour le compte de l'émirat. Mais plutôt que de se joindre totalement au Fonds de développement arabe sous les

auspices du Koweït et de l'Arabie Saoudite, Abou-Dhabi préfère avoir sa propre politique en matière d'aide internationale. Ainsi, le Fonds d'Abou-Dhabi pour le développement des Etats arabes a été créé à cet effet en 1973 avec, au départ, un capital de 125 millions de dollars, récemment porté à 500 millions. Ces prêts concernent essentiellement des projets de développement dans les secteurs de l'industrie, des travaux publics, et des communications, où ils ne doivent pas excéder une participation de 50 % (ils se situent généralement entre 15 et 40 %). Dernièrement, le F.A.D.D.E.A. a accordé une série de prêts d'un montant global de 687 millions de Dhs (174 millions de dollars) à neuf pays arabes et au Bangladesh, à des conditions très avantageuses puisque les intérêts sont de l'ordre de 3 à 4,5 % sur quinze ans. Les principaux

bénéficiaires ont été l'Egypte (138 millions de Dhs), Bahreïn (104 millions de Dhs), la Syrie (99 millions de Dhs), le Soudan (80 millions de Dhs), la Tunisie (63,2 millions de Dhs), la Jordanie (47,7 millions de Dhs), le Yémen du Nord (40,3 millions de Dhs), le Maroc, la Mauritanie et le Bangladesh (40 millions de Dhs chacun).

Par ailleurs, des dons bilatéraux sont souvent accordés à des pays tiers. Un montant global de 517 millions de Dhs a été annoncé, il semble toutefois qu'il n'ait pas actuellement dépassé 300 millions de Dhs.

Dans l'ensemble, l'émirat d'Abou-Dhabi réserve 15 % de son revenu national à l'aide aux pays en voie de développement, selon les déclarations du cheikh Zayed lors d'une récente visite au Pakistan, pays qu'il affectionne particulièrement.

### L'économie libérale de Doubaï

A de nombreux égards, l'émirat de Doubaï échappe aux desseins économiques de la Fédération. Politiquement intégré, il garde son autonomie économique basée sur ses anciennes traditions commerciales et sur son indépendance financière. Son rôle de plaque tournante d'import-export dans la zone sud du Golfe lui a toujours conféré une certaine prospérité, à laquelle sont venus s'ajouter, depuis 1969, ses propres revenus pétroliers. Symbole type de l'économie libérale, Doubaï n'a aucun organisme de contrôle officiel, et, par là même, dispose de très peu de chiffres et de données statistiques. Ce n'est que très récemment que les bureaux de l'émirat et de ses conseillers ont quitté les bâtiments du service des douanes, qui tenaient lieu de siège au gouvernement.

D'autre part, la gestion des services publics a été confiée à des entreprises privées. Tout au plus peut-on savoir que les revenus pétroliers de 1974 se sont élevés à 800 millions de dollars. Ses réserves, évaluées entre 500 et 700 millions de dollars, sont placées à l'étranger, essentiellement en Grande-Bretagne car les Britanniques occupent toujours une place prépondérante. La politique financière de l'émirat paraît essentiellement orientée vers tous les moyens susceptibles d'accroître son rôle puisque Doubaï vise à devenir le « Hongkong » de la région. L'effort de l'émirat se concentre sur l'amélioration et l'équipement du port Rashid, inauguré en 1972, et indispensable à son économie de transit, comme sur la création d'une cale sèche, la plus importante au monde.

Si le budget personnel du cheikh Rashid est confondu avec celui de l'émirat, l'homme le plus riche du pays serait Mehdi Tajir, son ancien conseiller, actuellement ambassadeur des E.A.U. à Londres, qui possède, entre autres, une véritable « chaîne » de résidences secondaires.

En dépit de sa vitalité économique, Doubaï ne dispose pas d'argent excédentaire, au contraire, il a besoin de capitaux extérieurs. C'est pourquoi les banques installées à Doubaï pratiquent des taux d'intérêt plus élevés que dans les autres pays du Golfe, afin d'attirer leurs capitaux.

A peine née, la politique financière des E.A.U. va connaître de profondes transformations. D'une part, les sommes actuellement consacrées à l'infrastructure et à l'industrialisation vont très vite être disponibles étant données les limites d'absorption. D'autre part, les investissements vont, sans doute, s'orienter progressivement vers des objectifs plus audacieux. Est-ce que cette masse croissante de capitaux continuera à être recyclée dans les entreprises occidentales ? La réponse est avant tout politique.

MARIE-CHRISTINE AULAS.

# CITIBANK PARIS

Votre lien avec le réseau international de la First National City Bank

MOYEN ORIENT • AFRIQUE DU NORD

- Abu Dhabi • Amman (ouverture le 25 octobre) • Beirut • Casablanca
- Doha • Jeddah • Le Caire (ouverture le 25 octobre)
- Manama • Oman (ouverture le 19 août) • Rabat • Ryadh
- Saana • Téhéran • Tunis



FIRST NATIONAL CITY BANK - 60, AVENUE DES CHAMPS-ELYSEES - 75008 PARIS - TEL. : 260.33.60

DAI  
كو  
CONSTRUCTO

Les limites de la «révolution pétrolière»

C'est qui s'est passé ces six derniers mois dans les Emirats arabes unis a montré jusqu'où les pays producteurs ne pouvaient pas aller... trop loin.

An cours de la «révolution pétrolière» d'octobre-décembre 1974, la Fédération des Emirats, dont Abou-Dhabi est de très loin le principal producteur de pétrole, avait appliqué dans ses taxes une prime importante pour la qualité de son « brut » ; le pétrole d'Abou-Dhabi a en effet une basse teneur en soufre.

Le résultat ne s'est pas fait attendre. Les sociétés pétrolières ont fini par réduire fortement leurs subventions de « brut » à Abou-Dhabi. La Fédération, qui a une capacité installée de 2,2 millions de barils par jour (110 millions de tonnes par an) et avait produit en moyenne 1,7 million de barils par jour en 1974, était obligée de réduire sa production à 1,1 million en janvier 1975 et à juste 1 million en février 1975.

C'est important « événement » tend à prouver deux choses : 1) Un pays producteur donné ne peut pas imposer n'importe quel prix pour son pétrole ; il est obligé de tenir compte des prix pratiqués par les autres pays producteurs.

Tout en cherchant à serrer la vis, notamment devant l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. M. Obeida, ministre du pétrole de la Fédération, a donc dû accepter fin février de baisser les prix attachés au « brut » d'Abou-Dhabi à 11,688 dollars pour le baril de Murban (contre 12,336 précédemment), 11,586 dollars pour celui de Zakum (contre 12,168) et 11,446 dollars pour celui d'Omum (contre 11,688).

Après quoi, la production est remontée en mars à 1,4 million de barils par jour, et à 1,7 million en avril et mai.

La « révolution pétrolière » a trouvé dans le Golfe, et notamment à Abou-Dhabi, une autre limite : la participation est restée jusqu'à maintenant à 60 %, alors que le leader pétrolier de la région, M. Yamani, avait déclaré l'homme d'œuvre : « About the 70 de l'année, Inch Allah, les Arabes recouvreront tous leurs droits sur leur pétrole ».

M. Obeida, qui lui-même avait pris position pour une prise de participation à 100 %, s'est expliqué lui-même sur cette « pause ». Dans une interview parue dans le Petroleum Intelligence Weekly du 31 mars 1975, le ministre a fait cet aveu significatif : « Nous ne pouvons pas commercialiser notre propre pétrole, et nous ne pouvons pas faire fonctionner toutes nos installations. Aussi longtemps que nous aurons besoin de l'assistance des sociétés, il sera de notre intérêt de les garder comme partenaires ».

L'ironie de l'histoire, c'est que les sociétés préféreraient maintenant être complètement nationalisées, car dans le régime actuel, bien qu'elles ne tirent plus grand profit des puits qu'elles exploitent, elles sont encore obligées de risquer des capitaux dans le développement et la recherche. Il n'en serait plus de même si elles n'étaient plus que des sociétés de services, de simples « opérateurs ».

LES TROIS RÉCOLTES DU DÉSERT

LAISSONS Abou-Dhabi. Le surréalisme du béton y étouffe la légende des Mille et Une Nuits. Prenons la route du désert. Plein sud. Une fois dépassée la tour portugaise édifée au seizième siècle pour garder l'île, puis le pont d'Al-Majma, la lourde voiture américaine toute avec son chauffeur pour quelques dizaines s'élança sur un double ruban de goudron. Escarpée de chaleur, 200 kilomètres de bitume se déroulent à même les dunes brûlantes, tout d'abord d'un blanc éblouissant, puis virant insensiblement au rouge. De loin en loin, sur les bords de la chaussée, des press-décolleuses, des carcasses de voitures calcinées, des aquettes de chemises rongées, des villages cubés en béton bistré, construits pour sédentariser les tribus nomades, des huttes en dalles de paille. Mais surtout, tout au long du voyage, une haie de jeunes palmiers datiers qui, des deux côtés, borde l'autoroute. Cette haie verte pousse sur 700 hectares dans du sable gorgé de sel grâce à l'eau amenée goutte à goutte au pied de chaque plante.

Hillon, un réseau compliqué de routes. Mais la palmeraie est toujours là, bordée de maisons en torchis. Depuis des millénaires, cette oasis a été la seule source de produits agricoles dans l'émirat. L'eau arrive dans la palmeraie et les petits jardins par les « afeije », tunnels que l'on retrouve sous le nom de « foggaras » en Afrique du Nord et de « qanats » en Iran. Comme ailleurs, de grosses poutres de bois séchées signalent en surface ce système hydraulique. Après une halte au passionnant musée local, reprenons la route. La plate, plat, car les bulloziers n'ont pas eu le temps de tracer une nouvelle autoroute. Nous roulons entre les « samars », parallèlement au djebel Hafit dont on devine les sommets à l'est.

trois récoltes de tomates et de concombres par an, avec un rendement de l'ordre de 150 à 175 tonnes à l'hectare : des tailles énormes.

Le directeur du centre, M. Jean Bellavolpe, ingénieur agronome, qui a longtemps travaillé en Afrique du Nord, est très fier des résultats obtenus en moins de deux ans. Les premières études ont été faites en 1971 par la société granobloise d'hydraulique, la SOGREA. Les difficultés naturelles ne manquaient pas : mauvaise qualité des sols calcaires et sablonneux ; prolifération des parasites ; température élevée, difficulté de trouver de l'eau (il a fallu forer quatre puits à grande profondeur pour fournir 50 m<sup>3</sup> d'eau par jour). Néanmoins, les travaux d'aménagement ont pu commencer en 1972, et les premières récoltes se faisaient à la fin de l'année suivante.

A quelques kilomètres seulement de la frontière du sultanat d'Oman, nous rencontrons la ferme expérimentale de Mazlad. Un rectangle d'un vingtain d'hectares, d'un vert presque insolent au milieu de la callosité et des broussailles calcinées. C'est un « souvenir » des pétroliers. « Associés depuis l'origine au développement pétrolier de l'émirat d'Abou-Dhabi », la Compagnie française des pétroles « vous apporte une contribution complémentaire et bénéfique à la prospérité de la région », explique une plaquette de la C.F.P.

Une fois l'embranchement qui conduit à Doubaï laissé sur la gauche, nous arrivons rapidement à Al-Ain. L'unique oasis est investie par des constructions modernes, une dizaine de mosquées minuscules, un hôtel

Une affaire rentable

Franchisons l'enceinte du centre, un réseau de barbelés pour tenir à distance les chameaux voraces, et, devant, une haie de roseaux pour stopper le vent levant qui charrie du sable. A l'intérieur, l'espace — environ deux cents doumons (!) — se divise en deux zones. D'un côté la résidence du personnel d'encadrement, maisons individuelles, court de tennis, piscine réservée, courtes de tennis, piscine réservée, installées sur un épais matelas de gazon. Derrière on rideau d'eucalyptus : les cultures. Dans quinze champs, tous égaux de surface, c'est par dizaines de milliers, différents légumes cultivés en expérimentant l'irrigation gravitaire, l'aspersion, la goutte à goutte. Il y a également de gros carrés d'arbres fruitiers, grenadiers ou citronniers, et quelques plants de vigne qui poussent sous des ombrières. Mais les plus beaux fleur-

rons de la ferme, ce sont trois serres : des tunnels de vinyl d'une centaine de mètres de long où l'atmosphère est refroidie en permanence. Car le chaleur est ici l'ennemie des cultures : pendant l'été, qui dure de plus à neuf mois, le thermomètre peut dépasser 50°C, et le soleil grille toute la végétation. Ecoulez comment fonctionne la méthode de cas serres « à froid » : à l'une des extrémités de chaque tunnel, de puissants ventilateurs aspirent l'air de l'extérieur vers l'intérieur ; sec, surchauffé, cet air passe à travers des pallonnages constamment arrosés. Il se sature alors d'humidité : en s'évaporant, l'eau consomme beaucoup de calories, la température intérieure des serres se donc baisse de 10 à 15°C par rapport à la température extérieure.



L'affaire serait rentable. Les longs calculs qu'on nous présente en attestent : trois récoltes par an sur un doumon assurément — tous frais et amortissement des investissements déduits — un bénéfice d'environ 20 000 dirhams pour les tomates et 30 000 dirhams pour les concombres. Tout le contraire des résultats obtenus dans les stations hydroponiques du Koweït (voir l'article de Jay McCulley, « Des fraises au Koweït », dans le Monde du 18 mars 1975). Sous ces latitudes où l'or noir coule à flot, un tel goût de l'économie est presque surprenant. « Pas vraiment », répliquent nos interlocuteurs. Et de rappeler avec malice que l'émir précédent, cheikh Chakbout, rêvait de

faire construire un aéroport car trouvait le dépenses trop élevées.

Mais revenons à la ferme de M. Ziad. Lorsque pour consolider sa plantation dans l'émirat, le C.F.P. a proposé plusieurs projets de développement économique, le cheikh Zayed a préféré le centre agricole expérimental à la culture d'huîtres perlières. Pourquoi ? Dans le domaine agricole comme dans celui de la pétrochimie ou de l'industrie légère, nous expliquons-on, le président de la Fédération des Emirats arabes unis souhaite que l'émirat soit autonome dans la production alimentaire. Il s'agit aussi de faire la preuve que les Arabes peuvent transformer le désert en un jardin potager, tout comme l'a fait les Israéliens en Palestine sans pour cela inonder le sol de dollars.

La preuve qu'une telle opération est réalisable a dû être administrativement conclue avec les Services fiscaux d'Oriens. — M. Ziad, la caisse d'une société néerlandaise, un contrat prévoyant la culture de 5 hectares de serres à gérées selon le principe de Maz (en revanche, un projet de sa hydroponique présenté par la versité de l'Arizona a été abandonné). L'investissement sur 4 millions de dirhams. Il est prévu nous s'en-on assuré, qu'il sera en deux ans. Les Abou-Dhabi mangeront alors toute l'année légumes frais, sans en importer, cur. Pendant ce temps, ce chef de Mazlad, les recherches se poursuivent. On nous a annoncé comment que le vendage du café de vignes que nous avons vu donnerait en moins 100 kilorats.

ALAIN GIRAUDO.

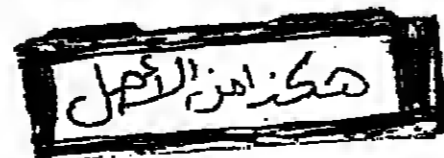
(1) Un peu moins de 20 hectares.

1875-1975 BANQUE DE L'INDOCHINE (fondée en 1875) a ouvert le 1er JUIN 1975 une nouvelle agence à DUBAI (Fédération des Emirats Arabes Unis) P.O. Box 4005 Dubai - Tél. 5860 INDOU DB

BECO General Enterprises Company. Agents des maisons les plus renommées, entre autres : BOUCHERON (France), AKAI ELECTRIC CO LTD (Japon), WILD HEERBRUGG (Suisse), CRISTALLERIES DE SAINT-LOUIS (France), YORK INTERNATIONAL (U.S.A.), INDESIT (SpA) (Italie), PUIFORCAT ORFÈVRE (France), IMPERIAL CHEMICAL INDUSTRIES (U.S.A.), R.J. REYNOLDS TOBACCO INT'L (U.S.A.), A RAYNAUD & CO (France), BERGER CHEMICALS (Royaume-Uni), 3M MIDDLE EAST (Liban), ERCEUS (France), PULSAR (Suisse), ROYAL IRISH SILVER LTD (Irlande)

Groupe de Sociétés ALBERT ABELA. Nous sommes nés ici ! Le groupe des sociétés ALBERT ABELA s'étend sur tout le Proche et le Moyen-Orient, en Afrique orientale et occidentale. Nous avons des bureaux à Bahrein, Doha, Abou-Dhabi, Doubaï, Koweït, Bagdad et Bassorah. Nous sommes également à Singapour, Djakarta, Melbourne. Nous servons aussi les

installations pétrolières dans les eaux de la mer du Nord. Nous sommes installés en Italie, en Norvège, en France, en Allemagne occidentale, en Suisse et à Malte. Au Moyen-Orient, nous nous occupons du revêtement des compagnies pétrolières, des compagnies de forage et de construction d'oléoducs sur terre et en mer. Nous revêtons les aérodromes et les hôpitaux. Nous construisons et gérons des clubs et des hôtels et offrons toute une gamme de services aux sociétés industrielles, y compris le logement. Nous avons plus de quinze mille employés dans vingt-deux pays. On peut joindre ces gens par téléphone en quinze à vingt minutes, en toute saison vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-dix jours par an. Ils sont là pour vous servir. Ils sont parfaitement ou capent, bien équipés, attendant votre appel. Partout dans le monde on peut contacter le Groupe de Sociétés ALBERT ABELA. ALBERT ABELA S.A.L., Centre Starco - Boite postale 11-203 - BEYROUTH, Liban. Adresse télé. ALABELA Beyrouth - Tél. : ALABELA 20771 LE. Téléphone : 2505701-72 et 255220





# Le Monde

## DES LIVRES

### VIVRE EN PRISON

#### DIX ÉTATS-UNIS : la saga des voyous

LEURS PRISONS, de Bruce Can, traduit de l'anglais par Jean Hamand. Préface de Michel Foucault. Collection « Terrain blanc », 224 pages, 20 F.



Portrait de Julien

PENDANT six ans, de 1962 à 1968, un homme a fait parler des centaines de détenus américains. Des « durs des durs », des hommes et des femmes adonnés à des crimes perpétrés. Il s'est vu — se sentant de temps à autre de noyer, par une question, leurs véritables monologues. Auteur de deux livres consacrés à la prison (1), Bruce Can, professeur à Harvard, restait aujourd'hui en prison sous un et torréfié.

Le résultat a de quoi stupéfier. Là où l'on pouvait attendre un document de plus sur la vie américaine dans les pénitenciers, surgit soudain un univers si « romantique » de voir ces « durs », ces hommes et ces femmes de l'Amérique, de ceux que de la « Série noire », veut une immutabilité, chaude, de geste, un long poème torréfié et chaotique : la saga des voyous.

Le chaos, pour ces hommes et ces femmes, est précoce : « quand j'ai mis tonné, j'avais neuf ans. Une petite traite, ce que j'étais, une vraie petite traite. » A neuf ans, il a rencontré un homme qui s'appelle et s'appelle « Charlie » à la campagne. Descente de voiture, elle devait l'appeler au secours, et allait contre des dollars. S'il n'y avait pas tout de suite, elle menaçait à hurler un viol et comparses, qui l'avaient suivie voiture, accouraient.

Seule, elle, a onze ans quand elle pique pour la première fois, un « état » maqueron et seize. Et pour tous, le vol à main armée, la drogue, la « manque », la prostitution, la maison réaction, les « caravanes », les ges à tabac, les « causes ».

Les chèques sans provision, les arrestations, n'attendent pas. C'est le paysage familial de leur adolescence.

#### Une désarmante fierté

Mais ce n'est pas encore le plus étonnant. L'extraordinaire, dans ces récits, c'est le triomphe de l'ingénierie criminelle. On y chercherait vainement la moindre trace de repentir, le moindre signe de culpabilité, la moindre esquive d'une justification. Ils tirent, tiennent, volent, se piquent et en sont fiers, d'une désarmante fierté. C'est avec le plus grand calme que Richie affirme : « J'ai été maqueron, camé, placier en drogue, flambeur professionnel. J'ai titté des dés, des cartes, de tous les jeux d'escroquerie ou d'arnaque comme on dit commercialement. » Et Nick n'est pas mécon-

tenant de pouvoir dire : « J'ai pris de l'heroina, j'ai pris de la marijuana, j'ai pris de la Dillida, j'ai pris de la Pantopon, j'ai pris de la stéthure d'opium, et même un peu d'écrit porérogique, mais seulement une fois. »

La raison de cette fierté ? Jack, finement, l'a bien vue : « On réagit pas comme ceux qu'appartient à la société socialement légitime. » En fait, les « réactions » apparaissent souvent étrangement semblables — à ceci près que leur code est différent. Si Margie estime, un type, c'est qu'il a « la réputation d'être le meilleur voleur de Dallas ». Et ce n'est pas rien. Il suffit de rappeler le désappointement de Sal devant l'inaction soudaine de son homme : « Il trouva du bon, mais je continuais à lui parler dans un langage qu'il refusait de voler. Il avait essayé faire toute sa liberté sur parole et tout le reste, mais j'ai refusé toujours de voler, et ça, moi, j'aurais pu le comprendre. »

ROGER-POL DROIT.  
(Lire la suite page 22)

### LES JEUX SUBTILS D'UN AUTEUR MASQUÉ

\* CARNETS DE JEANNE, de Pierre Lempety, éditions Desoer, 224 pages, 45 F.

C'EST un livre bien étrange et par instant insupportable que « Carnets de Jeanne ». C'est, également, un livre double qui fait apparaître et se mêler le jeu tragique de la déraison et une véritable « lecture » de l'obscurité. On se demande qui est ce Pierre Lempety, rédacteur d'une thèse hypothétique sur Ezra Pound — et l'on comprendra vite qu'il n'est que le masque pseudonyme d'un écrivain connu. Deux clés, ici, me semblent désigner celui que le soupçon de l'auteur vrai des « Carnets de Jeanne » a une portée porteur perceptible de la littérature érotique du XVIII<sup>e</sup> siècle, et un goût très vif pour les musiques d'opéra...

Littérairement, « Carnets de Jeanne » se situe dans le droit fil d'un excellent ouvrage « érotique » signé Nicolas Melicour (dont on peut être sûr qu'il s'agit d'un pseudonyme : « Rose et Cama » (1) ; et d'un autre, labyrinthique à souhait, de Pierre-Jean Rémy : « la Vie d'Adrien Putney, poète » (2). Bref, ces mémoires secrets, qui dévoilent et illustrent le vertige érotique des degrés de l'entier, de l'abandon et de la folie Jeanne Peters, l'héroïne, devenue une prostituée mystique, périm crucifiée. Pour Pierre Lempety aujourd'hui, comme pour Nicolas Melicour hier, et avec une exacte similitude de propos, si le visage de Dieu apparaît, il n'est toujours que le rituel de la mort !

La mort. La postface de l'éditeur démontre, à l'encontre le propos entier : « L'aimée Jeanne et Jeanne ne l'a pas compris. Peut-être en est-elle morte ? » Ce « peut-être » souligne l'ambiguïté des « Carnets de Jeanne » — et abandonne le lecteur à son incertitude.

Cependant, dès que « cette » vérité — sur le rôle de Desmond Niebler — paraît, le lecteur, qui croyait, lit les « Carnets de Jeanne », déchiffre le « destin » de Jeanne, ne découvre plus que les machinations de Desmond Niebler. Ce retour, mais aussi cette façon d'appliquer la méthode universitaire à la progressive destruction du texte, mais aussi la crudité impitoyable que désigne le fonctionnement conjoint des deux écritures, celle de Jeanne et celle de Niebler, tout cela fait du livre du polémologue Pierre Lempety un chef-d'œuvre de subtilité et, tout ensemble, de cruauté.

HUBERT JUIN.

**A LIRE** chez GRASSET

Paris 1925 raconté par Armand Lanoux sur un rythme endiablé de Charleston, c'est une énorme bouffée de plaisir. Dix ans d'histoire qui restent aujourd'hui stupéfiants d'audace, de pittoresque, d'effronterie, ... de grandeur.

**ARMAND LANOUX** de l'Académie Goncourt

### D'UNE GUERRE L'AUTRE

#### « GARE DE L'EST », de Jean Mistler — « LA RECONQUÊTE », d'André Chamson

L'âge, ni les honneurs, ni même l'épée, n'effacent la baine de la guerre qui a distingué, à courage égal, l'homme du soldat de métier. Les uns que volent en témoignent une fois de plus. De la part d'anciens combattants académiciens, on pouvait s'attendre à une variante lettrée de la cocardière : ce n'est d'amour libéré qu'en incorrigibles « pérorateurs » normaux Mistler et le char- Chamson continuent à rêver, et ce trente ans après la bataille.

Avec le siècle, Jean Mistler fait des cadets du feu pour qui la Guerre a été un intermédiaire de lycée et la faculté. Il était aspirant artilleur à Nancy et est entré en 1919 à l'École, qui venait de perdre, soit dit en passant, autant d'anciens élèves que Cyr. Au cours de pélerinage qui fut néanmoins vers les champs de bataille de la Somme, et que relate le « Gare de l'Est », il aurait en des paroles belles d'assister les « épreuves » dont le secret s'efface sous quelques réflexions de Mort, Bois-Belleux, et autres « coqs » de cadavres.

Il préfère renvoyer aux récits, et adossables, des aînés, tels que Genevoix, et laver ses propres es de la boue sanglante que la vie fait de changer, comme sur un socle, en croix de pigeon, une poussée la modestie, à moins ne soit la fidélité au goût de l'adolescent qu'il était alors, se représenter en Fabrice à 10 et en collègue du Diable au si aurait suivi Marthe au front à partir pour parler, transposées, d'amour, surtout, qu'il s'agit.

folle baroque digne du facteur Cheval n'a pas épargné la démolition, puis dans les restaurants, les hôtels et men- biés d'ailleurs également disparus ou vidés de leur charme, un amour gagné par le même goût de la musique d'épou- nouit, en dépit des timidités de l'épo- que et des bombes... jusqu'à ce que la fatalité des mutations le brise à ja- mais et laisse de la belle Irène le sou- venir d'une ambulancière croisée long- temps après sur une route, la tête contre l'épaule d'un major, Tyabidion ou éprouvante ? Dans la nuit, comment savoir !

Même après l'armistice, le peur des séparations brusques telles que les décidaient la guerre continue de hanter les cœurs. Ainsi pour la cratinive Claire, que l'auteur retrouve en 1974, lors d'une conférence à Nancy, et qui a rompu en 1919 avec son meilleur ami pour avoir ni dans ses lignes de main le risque d'une mort violente, laquelle est bien survenue, mais en 1940. Vingt ans de tristesse, trente ans de remords !

« d'intimité », et le bonheur du mot juste, qui résout les dissonances du monde.

L'écrivain et le mélomane se rejoignent dans la passion de ces instants concertants où, comme la musique passante du mineur au majeur ou la peinture de Fombire à la lumière, l'écriture laisse pressentir en ne sait quelle paix de l'évidence. Gare de l'Est est riche de ces moments bénis.

de caractère avec Malraux est encore plus net.

« Qu'est-ce que tu veux ? La guerre ? » lui demande un « ex- l'acteur de la Voie royale, alors que celui du Crime des Justes ne pense qu'à accomplir son « pénible devoir ». « Seuls un des premiers à arriver sur le Rhin et la France s'embranchera sur la bou- che », lui dit encore Malraux, façon de se promettre cette récompense à lui-même, et non sans établir person- nellement son dossier de candidature à la croix de la Légion.

Le faible du futur ministre de De Gaulle pour les effets de théâtre le pousse à annoncer la mort de Hitler au directeur de son hôtel à Baden, au risque de s'attirer un comique : « Danke schön, Herr Oberst ! » Il refuse, en revanche, de se rappeler un détour par Domrémy, où il aurait couronné la Focelle à « un général F.F.F. ».

André Chamson vêt dans ce trou de mémoire une ruse habituelle aux politiciens, qui croient assurer ainsi leur supériorité sur ceux qui se sou- viennent. Moins sévèrement, il dit ailleurs ses craintes que le caractère pénétrant des témoignages n'ait « été trop basculé vers la considéra- tion des grands de ce monde ».

rand : « C'est normal, dans une armée de volontaires ! »

Le « roi Jean » se trompait lourdement lorsqu'il attribuait le garde-à-vous républicain à un réflexe de « bon type ». C'était méconnaître la véritable atavisme en quoi les persécutions passées ont changé, chez tout protes- tant, le respect des personnes et du libre débat intérieur. On n'explique pas autrement la réconciliation avec la quelle le résistant Chamson considère les miliciens de base, et victimes de la « fatalité de l'histoire », et les filles ton- dues, auxquelles il aimerait voir mêler — cette fois, c'est aussi le camillard qui parle — « une baronne ou une marquise ».

Si ce non-violent prend les armes, c'est qu'un patrimoine de valeurs est en cause, et qu'il croit à la prédiction d'une jeune paysanne ren- contrée pendant la débâcle de 1940 :

« Vous reviendrez dans quatre ans avec le peuple de France et de jeunes généraux. » Le commandant prolonge, en lui, le militant de gauche, « Jamais une guerre ne fut plus juste », juré-t-il.

Il fallait qu'elle le fût, en effet, pour qu'il surmonte son horreur physique et « métaphysique » des combats, hor- reur dont il tient à décrire l'espèce d'épilepsie qu'elle déclenche chez cer- tains soldats. Le vrai sens de cette Reconquête est qu'elle ne rende pas, qu'elle prolonge même, l'objection de conscience proclamée par Chamson à ses débuts d'écrivain — *Bouz le bandit* (1925) — et qui était assez choquante à l'époque pour lui avoir sans doute coûté le Goncourt.

Son engagement au combat était si réfléchi et contraire à ses principes qu'il n'a pas souscrit aux guerres colo- niales qui ont suivi. Mais il se garde bien de reprocher aux combattants de les avoir faites, non plus qu'à ses illustres compagnons de 1914 qui au- raient pourtant pu se dispenser, eux, de les conduire ou d'en couvrir les excès.

Ce refus de se substituer à la cons- cience des autres, c'est aussi ce qui distingue le protestant des catholiques, et repose de leurs ingénuités.

Les anciens combattants ont la ré- putation de regretter la guerre pour la simple raison qu'elle fut leur jeunesse : Jean Mistler et André Chamson pro- vent qu'ils savent la détester, du fond du cœur.

\* GARE DE L'EST, de Jean Mistler, Grasset, 224 pages, 25 F.  
\* LA RECONQUÊTE, d'André Chamson, Flou, 224 pages, 25 F.



Bertrand Poirot-Delpech

de sa personnalité et de celle de ses familles, de Lattre et Malraux.

L'indignation portée ses derniers n'aurait pas une résonance avouée devant leur social du pensabe. Un jour que le « roi Jean » humilie un officier devant lui, Chamson se met au garde-à-vous en signe de lettre désapprobation. Une autre fois que de Lattre l'interroge sur lui-même et souhaite évidemment être lui pour- ses mérites, il souligne sa chance le « général heureux ».

MALGRE l'amitié nouée en 1926 à Pontigny, écrivie avant guerre par le même, avant- clame, et scellée au combat, le contraste

de n'importe quel amour, ce- nant. Le soldat de dix-sept ans qui n'a jamais tenté de femme s'ins est tenté de penser gou- avec Hugo : « Je veux bien mais pas avant d'avoir aimé la constante menace de mort ou ration, qui glisse dans les lits d'une lame », la guerre par- jeunes amants entre l'im- pte le fatalisme, entre la fidélité ottomisme. C'est le « bisserre d'ardent et de courage » dont il fait confidente à Max

CETTE comptabilité navrante laisse voir que, comme tout voyage réussi dans le passé, Gare de l'Est est d'abord une méditation sur le temps.

Le présent n'y est guère apprécié. Par ses ruptures suggestives, résonnances et suicides, telles qu'elle s'écrit avec le litige et de l'armistice avec la pudeur, par les reproches trouvés brouillons et moués, de sa jeunesse, par son béton et ses ceo- phonies, notre époque a tout pour déplaire à l'homme de la tradition. De l'effort et de l'harmonie d'après Jean Mistler. L'auteur ne lui sourit pas davantage, dans la mesure où il recèle la mort, contre laquelle, à l'usage d'un cardiaque terrassé sous ses yeux et du « train » sculpté par Richier, il ne sait trop à qui en appeler.

La mémoire est donc sa seule consolation. Non qu'il espère, avec Proust et retrouver, de manière pa- anabépine, un temps d'été de l'été, de l'été, l'été, que l'été, l'été, l'été. Mais il aime l'été, les souvenirs comme les pages d'un livre, qu'on s'efforce de lire et se réchauffer tel « un pays- sar à un feu de broussailles ». Il reste aussi l'illusion de passé, plein que donnent quelques « instants

# LITTÉRATURE ET CRITIQUE

## Nous avons lu

### Le Cirque Orfala de Yann Gaillard

Parce qu'une diablesse avant lui a dansé une rose, un responsable ingénieur s'engage dans la troupe du Cirque Orfala. Tout à coup, il remplit les emplois de directeur adjoint, de chef machiniste, de M. Loyal, de clown et finira couronné dans la peau de l'ours acrobate. Après cette dernière humiliation, peut-être connaîtra-t-il le bonheur d'être un clown. Une histoire à dormir debout qu'on lit cependant d'une traite, le cœur serré, comme si, dans le dégringolade du héros, se reflétaient tous les malheurs d'amour. Avec ce cinquième roman, Yann Gaillard prouve un talent candide et sournois qui fait cavalier seul, sous le chapiteau littéraire. — G. R.

Éditions Pierre Belfond, 151 pages, 23 F.

## Grasset information

### CHRISTIANE ROCHEFORT "Encore heureux qu'on va vers l'été"

roman

#### en bref...



**L'auteur :** Christiane Rochefort. Un écrivain. "Le repos du guerrier". "Une rose pour Morrison". "Les petits enfants du siècle". "Printemps au parking". "Archéos".

**Le sujet :** L'École buissonnière généralisée. Les enfants qu'on dit "pas doués". Lâchent tout, s'en vont sur les chemins, apprennent la liberté, et posent un sérieux problème aux adultes.

**un extrait :** "Depuis le temps qu'on s'occupe de notre protection" dit Sébastien, "je crois que je préfère les risques".

**une critique :** "Les grandes personnes auraient intérêt à comprendre en vitesse..." *Mathieu Galey - L'Express.*

Christiane Rochefort

## ROBERT LAFFONT

"Humour, fantaisie, observation fine, un certain scepticisme attendri."

### JEAN DUCHÉ

#### L'enlèvement de M. Remi-Potel

Roman

## Dalle Nogare : un héritier de Nodier et de Nerval

LES SENTIMENTS FURTIFS, de Pierre Dalle Nogare. Julliard, 153 pages, 25 F.

Le poète Pierre Dalle Nogare n'est devenu romancier que la trentaine passée. Ses premiers récits, *Le Mort assise* et *Demeter*, se contentaient d'une atmosphère poétique un peu troublante, qui rendait en prose l'essentiel de son message en vers : la difficulté de distinguer entre les appétits de l'âme et les exigences de la terre. *Le Grand Temps*, publié l'automne dernier, reprenait les mêmes hautes en les développant : l'amour charnel s'y doublait d'une certaine attirance pour les éléments.

Les *Sentiments furtifs*, plus ample, plus détendu, décrit des aberrations tout aussi contrastées. Ce qui est dit dans ces pages lyriques est sans cesse dément, et le réel se colle au rêve pour former une manière de *no man's land* où le lecteur s'aventure sans garantie aucune. Pressé de suppositions, il est libre d'interpréter comme il l'entend les faits et gestes de personnages qui sont autant de fantômes. Un minimum de certitudes nous sont pourtant offertes. Le narrateur reçoit un soir, en son moulin isolé, la visite d'un inconnu qui se met à creuser la terre et exhume un cadavre de femme. Sommé de s'expliquer, il raconte l'étrange existence de celle-ci.

Au fur et à mesure que le narrateur se penche, on dirait que la femme évoquée prend elle-même la parole. Elle explique qu'elle est aimée de l'inconnu, qu'elle est sculpteur, qu'elle est également écrivain et qu'elle a longtemps vécu dans la maison du narrateur. Ensuite, elle se met à lire — toujours par la voix de l'inconnu — des œuvres qu'elle a écrites et qui ont trait à la difficulté de se trouver une identité. Elle s'interroge aussi sur la différence, pour elle inévidente, entre la vie et la mort. Elle finit par se suicider.

L'effet de cette révélation est

immédiat sur le narrateur. Il lui semble qu'il a connu cette femme, et même qu'il l'a aimée. Au lieu d'interroger l'inconnu, il se substitue à lui, le laisse partir, et ne tient pas du tout à résoudre les énigmes qui l'assaillent. Erroûté, il n'essaye nullement d'échapper à l'envoûtement. Il est possible aussi que l'inconnu et lui soient une seule et même personne. Il va jusqu'à dire que sa passion d'incarnation le conduit à s'identifier à la morte. Le mot, au lieu de se dédoubler, se fait triple.

Ces sortilèges sans clef, ces mystères qui se chevauchent, ces approximations qui croquent la lumière et s'accroissent furtivement, le poète Pierre Dalle Nogare leur confère une plasticité mélodieuse, et une façon de s'inscrire en nous qui nous laisse sans défense. Cet héritier lointain de Nodier et de Nerval assume à merveille la psychanalyse la plus ambiguë.

ALAIN BOSQUET.

## Le Diderot du XX<sup>e</sup> siècle

DEPUIS la grande édition d'Assolot et Toussier, la fin du dix-neuvième siècle, les œuvres complètes de Diderot n'avaient pas été rééditées, d'une façon scientifique et critique. Or, de nombreuses découvertes de manuscrits, acquises par la Bibliothèque nationale en 1934, comme celle de fonds Vandel, ont considérablement enrichi nos connaissances sur les sources de l'Encyclopédie. C'est pour tenir compte de ces apports que M. Jean-François Collin a lancé une grande édition scientifique et y invite Pierre Baska, directeur de la maison Hermann. Un comité de lecture a été nommé : Jean-François Collin, l'éditeur américain de la Bibliothèque de la Sorbonne, Jean-François Collin, directeur de la revue *Revue de l'Université de Paris*, Jean-François Collin, directeur de la revue *Revue de l'Université de Montréal*, Jean-François Collin, directeur de la revue *Revue de l'Université de Québec*. Les trois premiers tomes de cette magistrale entreprise, qui comprennent trente-trois tomes de « Correspondances », ont été publiés en 1973. Ils contiennent les fonctions d'ouvrages anglais par Diderot (tome I : « Le Monde anglais »), les premiers textes philosophiques (tome II : « Philosophie et Métaphysique ») et les « Religions » (tome III) paginé d'autres projets (tome III).

Le texte est présenté de façon moderne, avec un important appareil critique, variantes et de commentaires. L'édition sera publiée dans chaque volume en deux exemplaires, un exemplaire pour l'ensemble, aux Éditions Hermann, 233, rue Lecourbe, à Paris, à un prix de 225 F le volume. Pierre Baska présentera cette magistrale édition à la prochaine Assemblée Générale des Universités, qui doit se tenir à Yale University du 13 au 15 juillet prochain.

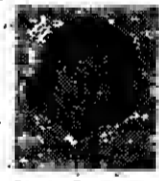
## VIENT DE PARAÎTRE

- Romans**
  - VAHE KATCHA : *Rapport pour des otages*. — Sur un fait de « civilisation », mis en perspective. (Olivier Orban, 207 p., 24 F.)
  - PIERRE CHEVREY : *L'œil de la sculpture est un œil d'ange*. — Un premier roman. — Le rappel impromptu d'un amour charnel et de la « Lettre nouvelle » que dirige Maurice Nadeau. (Denoël, 238 p., 32 F.)
  - Littérature étrangère
    - SIGRID UNSET : *Christine Lavransketter*. — Un grand classique norvégien. — Moyen Âge reconstruit dans les années 20 et féminisme ayant la lettre. Par une romancière morte en 1944, et prix Nobel de littérature. (Stock, 659 p., 51,50 F.)
    - OSMAN LINS : *Avantures*. — Le second livre en français d'un romancier brésilien né en 1924, et qu'on a découvert en 1968. — Un recueil de nouvelles intitulé *Le Règne de la reine Joana Carolina*, publié chez le même éditeur en 1971. Traduit de brésilien par Maryvonne Laponge. (Lectures nouvelles, 360 p., 48 F.)
    - MOLLIE HARDWICK : *Melrose et Valer*. — *Histoire de Sarah*. — Le troisième volume d'une trilogie anglaise qui donne lieu à une série télévisée. Traduit de l'anglais par Jeanne Hérisson. (Laffont, 290 p., 50 F.)
    - Critique littéraire
      - VIOLA SACHS : *Le Conte-Bible de Melville*. — Un défillement de *Moby Dick* réalisé par une équipe de Paris-VIII. (Mougin, 122 p., 32 F.)
      - EDGARD FICH : *Leconte de Lisle et sa création poétique*. — Poèmes antiques et Poèmes barbares (1852-1874). De Fourier à Freud et de Lautréamont à Mallarmé. Histoire d'un poète engagé. (540 p., 90 F. En vente chez l'auteur, université Lyon-II, 74, rue Pasteur, 69365 Lyon.)
      - Témoignages
        - CAPITAINE SIMONE : *Moi, sa colocataire*. — Chef du réseau « Mousseline » dans le Résistance, Anne-Marguerite Dumilier, alias « Capitaine Simone », fut déportée à Ravensbrück et subit des expériences pseudo-médicales de rééducation et de communication intersensuelle, auxquelles elle survécut au prix de nombreuses opérations après son retour en France. Ed. SEVA, 19, rue de Valenciennes, Paris-8<sup>e</sup>, 228 p., 35 F.)
  - Biographies**
    - MERVIN et BERNARD KALB : *Kierkegaard*. — Ses origines, sa formation, son ascension, par deux journalistes de la TV américaine. (Laffont, coll. « Nouvelle époque », 548 p., 59 F.)
    - Société
      - PATRICK MAHE, RICHARD CANNAVO, PATRICK MILLER : *Les Français tels qu'ils sont*. — L'enquête de trois journalistes de *France Soir* et le sondage de l'IFOP sur les incertains des Français chez eux et au travail. (Fayard, 246 p., 37 F.)
      - Essai
        - HAROLD PORTNOY : *L'Argent et l'Économie*. — Comment la réalité économique se reflète dans les consciences individuelles. Inauguration d'Isabelle Poinc. (Ed. Esprit, coll. « Vivre demain », 128 p., 22 F.)
        - Documents
          - GERDA LERNER : *De l'esclavage à la ségrégation*. — Une masse de documents sur l'histoire des femmes noires aux États-Unis. Traduit de l'américain par Huguette Edouard et Hélène Fuchs. (Denoël-Gonthier, coll. « Femme », 552 p., 48 F.)
          - PIERRE-JAKEZ HELLAS : *Le Choc du Brésil*. — Les Mémoires d'un Brésil du pays bigouden qui sont aussi un grand document d'anthropologie. Traduit du breton par l'auteur. (Flouret, coll. « Terre humaine », 576 p., 50 F.)
          - Histoire
            - PAUL DREYFUS : *Histoire de la Résistance en Varsovie*. — Suite d'un précédent ouvrage, *Varsovie, capitale de la liberté*. (Archand, 304 p., 33 F.)
            - Sciences humaines
              - COLLECTIF : *Éthnologie et Histoire*. — Des ethnologues et des historiens rendent hommage à l'œuvre de Claude Lévi-Strauss, et s'interrogent sur l'articulation de leurs disciplines. (Éditions sociales, 376 p., 120 F.)
              - MARC AUGÉ : *Théorie des pouvoirs et idéologies*. — À partir d'une étude de cas en Côte-d'Ivoire, une interrogation sur les rapports entre analyse marxiste et analyse structurale en anthropologie. (Hermann, coll. « Savoir », 464 p., 48 F.)
              - JULIET MITCHELL : *Psychanalyse et Féminisme*. — Une critique des idéologies féministes classiques, au nom de la lutte des femmes, à un retour à Freud. (Ed. des femmes, 640 p., 40 F.)
        - Variétés**
          - JEAN-PIERRE DORIAN : *Qui est D ?* — Un recueil de souvenirs et d'anecdotes glanés auprès de diverses personnalités et tournant autour du mythe et de ses manifestations. (La Jeune Parque, 204 p., 29,50 F.)

## Grasset information

### BENOÎTE GROULT "Ainsi soit-elle"

#### en bref...



**L'auteur :** Benoîte Groult. Co-auteur avec sa sœur Flora de "Journal à quatre mains", "Le féminin pluriel" et "Il était deux fois", auteur en soliste de "La part des choses".

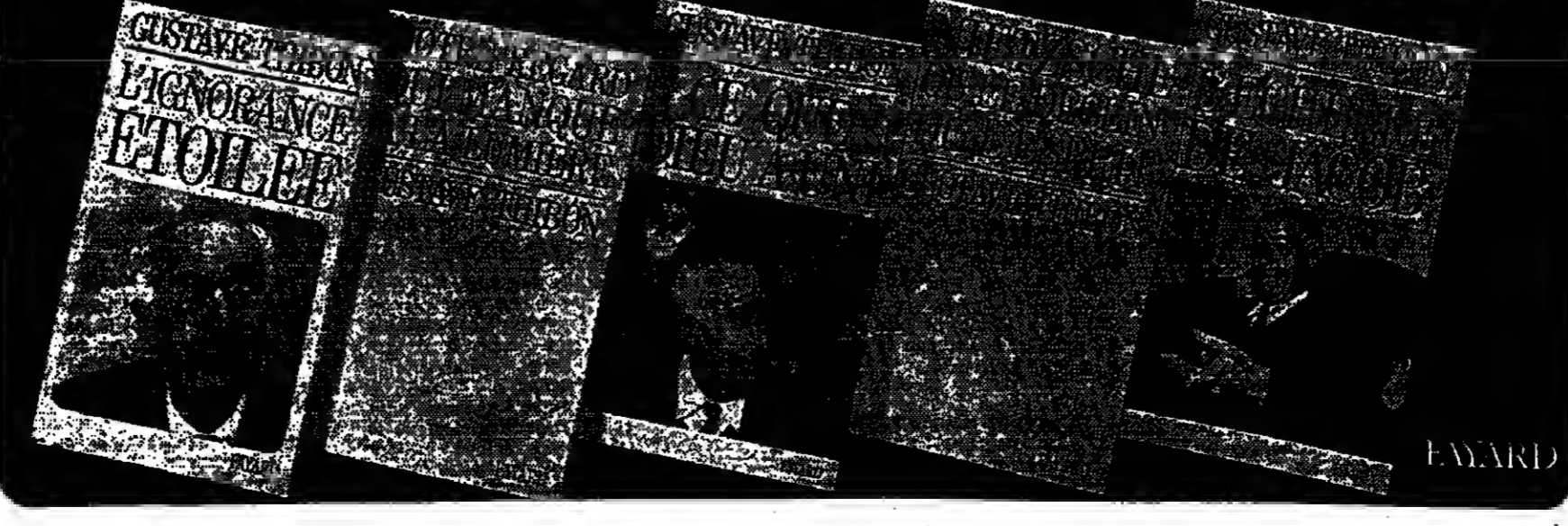
**Le sujet :** Un "art de vie" lancé avec virulence et humour pour que les femmes aient enfin le courage d'exister et qu'elles dépassent leurs complexes... et leur misogynie.

**un extrait :** "Il faut enfin guérir d'être femme. Non pas d'être née femme, mais d'avoir été élevée femme dans un univers d'hommes".

**une critique :** "Enfin une féministe qui n'est jamais ni bégueule, ni pédante, ni renchardée." *Gabrielle Rolin - Le Monde.*

Benoîte Groult

## Une incitation ardente à la réflexion!



Professeurs, Étudiants, vos Dictionnaires et Encyclopédies nécessitent une protection. Pour tous il existe un... **COUVRE-LIVRE LISAFILM** En vente : Librairies, Cds Magasins.

(Publicité)  
**A PARIS UN ÉDITEUR SUR LA RIVE GAUCHE LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
• manuscrits inédits  
• périodes, années, thèmes  
• études formées avec précision  
• typ. aux frais  
• éditeur responsable  
• directeur général  
• LA PENSÉE UNIVERSELLE  
3 bis, Quai aux Fleurs, 75001 PARIS  
Tél. 336.14.40

مكتبة المعرفة

WEST  
Le Mess  
GROS  
Le Mess  
MALLIMA

# POÉSIE

## Les mots en liberté de Matthieu Messagier

LES LAURES FENCHER. Pierre Seghers. 228 pages, 28 F.

ILS d'un peintre réputé, Matthieu Messagier est le plus célèbre de nos poètes de vingt-cinq ans : du moins trouve-t-il des amis et des critiques qui ne cessent, dans les petits cercles, de dîner — ou peu agacés — ses éloges. D'abord, il est exceptionnellement prolifique ; bibliographie comprise plus de dix titres, et il annonce, chez Jean-Jacques Pauvert, un volume de ses œuvres écrites avant l'âge de vingt ans ! Ensuite, expérimental et la légèreté avec laquelle il joue sur le papier des images, sous formes de lambours de phrases, des expressions inventées de ses pièces, ont en effet de quoi surprendre, et méritent qu'on se penche sur quelque attention sur son cas.

La première plaquette de quelque intérêt date de 1972 : *Éternité de gites* (Électre Press). On y découvre une sorte de page de dialogue de Lautréamont, qui souffrait des lois trop rigides de la syntaxe, l'idée d'un futurisme en retard et osmétique.

Impensables à distance, ces poèmes sont suivis par un recueil de courts textes, *Nous n'est pas dans l'air* (Jean-Jacques Pauvert), qui réinvente le sujet *écrit*, dont Matthieu Messagier est le co-auteur. Des collages de mots construits sous l'aspect comme les échos d'un monde déglacé ne subsistent que les éléments auto-didactes d'objets sans fonction et attention d'angoisse démentielles à ne pas s'exprimer.

*Après le feu gorgé d'acier-murier honte*  
Les régimes de l'air à la parole de voir  
salle d'attente de l'air par la gorge ouverte  
elle l'annonce la rive l'ombre noire sur les plies.

Toujours en 1972, Matthieu Messagier publie, un autre étonnement d'éditeur et de poète, *Géologie historique* (Pierre-Jean Oswald) : leçon de son et sentimentale. Plus riche, plus varié, plus conscient des apports de la poésie, *Éternité* peut passer pour le modèle de la poésie somnambule d'aujourd'hui, avec son association sans gêne, ses rétroscopies, ses images au-delà de la perception d'une sensibilité qui refuse de se laisser de son indifférence forcée des étincelles étonnantes mais sans suite, et ce véritable binaire de l'inconscience, l'auteur rejette sous interprétation.

Les *lignes* poétiques contiennent les textes les plus convaincants — peut-être ceux qui voudraient passer l'incise — de Matthieu Messagier. Celui-ci donne deux de ses pages où deux qui conviennent fort bien à l'ensemble : les « Illuminations ». Sa manière de s'étonner et de provoquer la « voyance » est en ce sens, tandis que son refus de la clarté ou de la composition repose un état d'être. Familiarité perpétuelle, au sein d'une société qu'il juge dérangée en même temps de voir et d'écrire. Ce devoir de cœur, Matthieu Messagier l'a parfaitement rempli. Il arrive que le message en clair :

Des événements oubliés et ébauchés  
Affiliés au cartage  
De l'air par le ciel  
La saison à l'automne  
A l'automne de l'automne  
A l'automne de tous les poètes sans lumière  
Ne s'élève pas  
plus souvent le message est ivre ou somnolent  
Pêche les lignes  
Et dit les mots  
Et dit les mots

De grands accidents  
Des jours préhistoriques  
Des comptes - gorges - miroirs

Un axe plus  
Sur l'axe mouillé  
De vers - d'été

Un sésame pour  
Des poèmes - d'automne  
Des lumières - tribales...

ALAIN BOSQUET.

## ECHOS ET NOUVELLES

**LE ET CÉRAMIQUE**, tel est le titre du colloque interdisciplinaire qui se tiendra à Lezards du 20 juillet sous la direction de Gilbert Gadoire et Pierre Brudant dans le cadre de l'Institut Régional de la Céramique (enseignements et installations : Lezards, 37000 Lezards.)

**LE SALON DU LIVRE** de la région de Lezards, qui s'est tenu en juin dernier à Lezards, a été organisé par le Centre de la Céramique (CERAM), ouvrage paru à la population ouvrière et artisanale de Lezards.

**EDITIONS AURANEL** d'aujourd'hui une collection intitulée « Histoire du Sud » qui rassemble les faits et gestes des hommes qui ont peuplé les hautes Alpes-Mauritaines, la région de la vallée de la Cèze, le comtat Venaissin, les Cé-

vennes, l'Aude et furent marqués par l'héritage romain : bourgeois ou guerriers, brigands ou troubadours, hérétiques ou catholiques. Premiers titres « Pirates et barbares en Méditerranée » de Louis Durand (263 p., 38 F.) et « Les Religions en Provence de Langue occitan » de Paul Dominique (207 p., 29 F.).

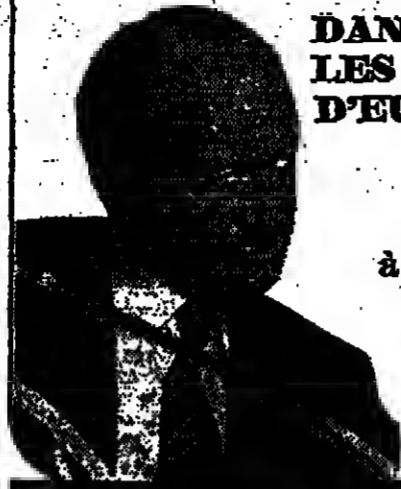
**LA COLLECTION « L'AVENTURE** INCONNUE » que dirige Francis Lacassin ressort au format de poche 10/18.

**LE NUMÉRO 2 DE « HELLÉ** QUIN » revue littéraire mensuelle trimestrielle, présente en quarante pages un dossier sur Jean de La Varende signé de Gabriel de La Varende, Jean Mabius, Pierre Coulibou, Michel de Saint-Pierre, Roger Bézu, etc. Outre les « livres propos » intitulés « Unité et diversité de la Romanité » « Histoire », les lecteurs trouveront un article consacré à Henri de Monfreid par Odile Balmat, un entretien avec Patrick Grainville par Brigitte Dulard et la chronique « Nous avons lu » (Hélène Halmad, R.P. 332, 14614 Caen, Cedex. Le numéro 14 F.)

### MAURICE SIEGEL

Vingt ans ça suffit!

DANS  
LES COULISSES  
D'EUROPE N° 1



Lecteurs  
à vous de juger.

PLON

### LOUIS FERAUD

raconte :

L'été  
du pingouin

Une Provence de rêve  
vue par un couturier  
de bonne humeur.



JULLIARD

### VLADIMIR POZNER

Mal de lune

Grand Prix  
Poncelet de la  
Société des Gens  
de Lettres  
1975  
pour l'ensemble  
de son œuvre.

JULLIARD



### GARSON KANIN

Hollywood  
années  
folles

Préface de  
FRANÇOIS  
CHALAIS

Starlettes et stars,  
fabricants de films  
et faiseurs d'argent,  
amants de légendes  
et sex-symbols.

PRESSES  
DE LA CITE



### THOMAS PYNCHON

Rainbow  
par l'auteur de "V"

ROMAN

Il faut bien parler  
ici de génie.

PLON



### EMMANUEL BOURASSIN

La cour  
de France  
à l'époque  
féodale

Des rois pasteurs  
aux monarches  
absolus.

PERRIN



### ETIENNE WOLFF

de l'Académie française

Les pancrates

Ni pamphlet, ni satire, l'histoire  
d'un monde réel : celui de  
l'Administration, cet enfer  
inévitable où se bousculent  
tous ces juristes, avocats,  
avocats ou autres pancrates,  
nos nouveaux maîtres.

COLLECTION IDEE FIXE  
JULLIARD



### GERMAINE ACREMAN

La grande  
affaire

Un roman inédit  
par l'auteur de  
"Ces dames  
aux chapeaux verts".

PLON



Prix Femina-Vacaresco  
**JEAN GROSJEAN**

Le  
Messie

GALLIMARD

### SLAUGHTER

Le visage  
du pardon  
ROMAN

Opérant en toute indépendance, insensible aux pressions, subtiles ou directes, des puissances de ce monde, Rick Jordan, journaliste vedette d'un réseau de T.V. américain, devra démontrer que le courage, la passion de la justice et l'amour peuvent renverser des montagnes.

PRESSES  
DE LA CITE

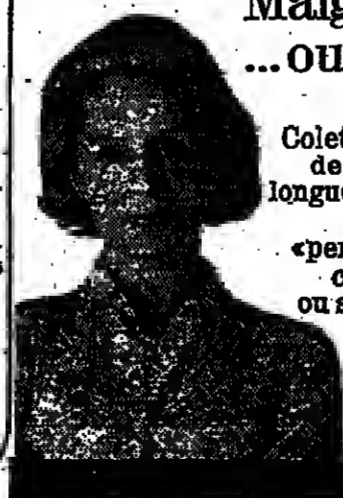


### COLETTE LEFORT

Maigrir à volonté  
... ou sans volonté

Colette Lefort vous fait profiter de son expérience et de sa longue réflexion. Avec elle, vous pourrez définir votre « personnalité alimentaire » et choisir « votre » régime, ou simplement adapter votre alimentation.

JULLIARD



# La culture chinoise entre la continuité et la révolution

ENTRETIEN

Léon Vandermerch : « Confucius a ouvert la voie à la contestation idéologique »

On accuse fréquemment la Chine contemporaine d'avoir renié sa culture, de vouloir faire table rase de son passé. La discussion sur ce point tourne volontiers à la polémique et, à plusieurs reprises, les tenants de thèses adverses se sont exprimés dans les colonnes du Monde.

De solides ouvrages ont étudié sans passion les relations de la Chine ancienne et de la Chine moderne et mis en évidence la continuité de l'histoire chinoise. Ces travaux — et particulièrement ceux de Joseph Needham (1) — analysent le développement du monde chinois dans son originalité, discernent les critères qui le distinguent du monde occidental. Des phénomènes tels, par exemple, que la campagne de critique contre Confucius prennent sous cet éclairage un sens que ne permettraient pas d'entrevoir les seules méthodes de pensée héritées de la culture occidentale.

Partant de quelques-unes des thèses exposées par J. Needham, nous nous sommes entretenus de ces questions avec le professeur Léon Vandermerch. La thèse d'Etat qu'il a soutenue cette année à Paris — *Wangdao ou la Voie royale, recherche sur l'esprit des institutions de la Chine archaïque* — concerne les idées politiques et les faits sociaux dans la Chine d'autrefois et la Chine d'aujourd'hui. Le professeur Vandermerch, chargé d'enseignement de langue et de civilisation chinoises à l'université de Paris VII, était déjà l'auteur, en 1966, d'un ouvrage sur la *Formation du législateur, recherche sur la constitution d'une philosophie politique caractéristique de la Chine ancienne* (2).

Needham écrit que l'on ne peut parler d'un « héritage » de la Chine, comme de la Grèce antique ou de l'Empire romain, parce que « la civilisation chinoise n'a jamais été plus vivante qu'aujourd'hui ». Voulez-vous aussi une telle continuité de la civilisation chinoise ?

— Je pense en effet qu'il y a une continuité, sans nier pour autant la crise révolutionnaire qui a bouleversé la Chine pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Il me semble toutefois qu'une rupture beaucoup plus complète avec l'esprit de la tradition chinoise a eu lieu pendant la période républicaine, c'est-à-dire après 1911, que depuis la libération. Lorsque le socialisme s'est installé en Chine en 1949, les Chinois l'ont pris en charge, et c'est ce que l'on a appelé « la sinisation du marxisme ».

La continuité à laquelle je pense, je la vois dans la mentalité et l'esprit avec lesquels les Chinois construisent actuellement une Chine moderne « par leurs propres forces ». Ce slogan a été rapporté aux réalisations matérielles ; je le rapporterais également à la conscience que les Chinois ont de leur révolution.

Par exemple, le souci de l'autonomie est un des points qui manifestent cette « continuité chinoise ». Il apparaît dans l'autonomie des organes locaux vis-à-vis du pouvoir central, ou dans la gestion des plans de production, relativement autonome également aux différents niveaux de l'économie. Dans les doctrines anciennes, la notion fondamentale d'autonomie se traduit par le concept de « spontanéité ». La nature spontanée des mouvements est un des critères constants du bon ordre. Peut-être cette spontanéité d'est-elle préservée que dans les apparences, c'est une autre question.

## La justice plus que la liberté

À cette spontanéité, j'opposerais la notion occidentale de liberté dont les Chinois n'ont jamais eu l'idée. Ils n'ont jamais eu une vision claire, concrétisée dans les institutions, des droits subjectifs des individus. Si les penseurs chinois insistent sur l'autonomie, c'est parce que depuis toujours le droit de propriété appartenait à chaque individu, ce n'est pas qu'ils recommandaient une nature absolue de la personne humaine. C'est parce qu'il y a un « ordre du monde ». Et dans cet ordre, chaque partie constituante du tout assure convenablement sa fonction que si aucune entrave artificielle ne gêne l'activité qu'elle déploie spontanément.

Quant aux revendications populaires, celle de justice a toujours été beaucoup plus claire en Chine que celle de liberté, la justice signifiant le fait que doit revenir à chacun dans le bon ordre du monde.

L'analyse des institutions et de l'histoire de la Chine d'autrefois peut-elle vous aider à comprendre la réalité chinoise contemporaine ?

Certainement. L'organisation des rapports de production, par exemple : s'il a été possible, après la réforme agraire, de supprimer si rapidement la propriété individuelle, c'est parce que depuis toujours le droit de propriété appartenait à chaque individu, ce n'est pas qu'ils recommandaient une nature absolue de la personne humaine. C'est parce qu'il y a un « ordre du monde ». Et dans cet ordre, chaque partie constituante du tout assure convenablement sa fonction que si aucune entrave artificielle ne gêne l'activité qu'elle déploie spontanément.

Les sciences chinoises, explique Needham, ont longtemps été très en avance sur celle du monde occidental, mais elle n'a pas pris en compte le temps le temps moderne. Lorsque celle-ci, par la suite, s'est développée en Chine, a-t-elle prouvé un choc sur la société ?

J'inclinerais à répondre non. C'est l'introduction de la technologie occidentale moderne qui a provoqué un choc. Comme cette technologie a apporté avec elle les institutions politiques occidentales, elle a entraîné un profond bouleversement de la société chinoise. Mais les idées schématisées

de l'Occident, je ne pense pas qu'elles aient tellement transformé la mentalité chinoise.

Dans le domaine des sciences humaines, le seul auquel je peux me référer, l'esprit critique tel que nous l'entendons existait depuis longtemps en Chine. Par ailleurs, pour prendre un exemple précis et actuel, on n'a pas du tout l'impression qu'aujourd'hui la linguistique révolutionne les sciences humaines en Chine comme elle le fait en Occident. Les méthodes philologiques des savants chinois contemporains sont exactement dans la ligne de celles des grands philologues classiques.

À verser encore au dossier de la continuité ce fait que dans le socialisme chinois on a toujours voulu ménager, parallèlement à l'apport de la technologie moderne, toutes les possibilités qui subsistent

d'exploiter des techniques anciennes. Par exemple, à côté des barrages construits selon les méthodes de l'ingénierie occidentale, on continue de construire d'autres barrages, selon les méthodes traditionnelles. On n'a pas voulu, en Chine, faire table rase du passé.

Voyez également en médecine la place faite à la médecine ancienne. Tout ce qui est recevable dans la tradition ancienne est maintenu.

Quant à l'impact du scientisme de l'Occident sur les idées religieuses, à mon avis la Chine avait cessé d'être religieuse, au moins dans les classes les plus évoluées, dès l'époque de Confucius. À partir de cette époque, la culture chinoise, même si elle a continué de véhiculer des idées religieuses, n'a plus été dominée par la religion

comme l'était la culture occidentale. La religion chinoise devenue rituelle n'empêchait nullement de se construire une vision du monde excluant la croyance en une volonté divine.

Comment considérez-vous, à travers les âges, les rapports de la science chinoise avec l'Occident ?

Je suis d'accord avec Needham lorsqu'il découvre aux yeux des Occidentaux l'apport de la science chinoise, moins avec ce qu'il dit de la genèse de cette pensée scientifique. Needham considère comme caractéristique de la philosophie chinoise une conception « organiciste » des choses. La divergence entre les modes de pensée chinois et occidental est plus profonde.

L'organicisme s'oppose en gros au « mécanisme ». Il nie la possibilité d'interpréter une à une les relations de cause à effet par des analyses fragmentaires qui ne tiennent pas compte de l'ensemble des mouvements, des transformations de la totalité. De ce point de vue, la pensée chinoise, qui cherche toujours l'explication des relations particulières par référence à l'ordre universel, s'oppose bien à la philosophie « atomiste » en faveur en Occident. Mais, j'essaie d'aller plus loin.

À un raisonnement portant sur la cause et l'effet, sur les rapports entre le résultat et les moyens, qui ont permis d'y aboutir — ce que j'appelle le mode de pensée « télé-logique » — s'oppose un autre mode de pensée — que j'appelle « morfo-logique » — s'attachant surtout aux formes des phénomènes. Dans ce raisonnement, les rapports sont analysés non pas en termes de causalité, mais en termes de structuration bien ordonnée. À mon avis dans la pensée chinoise, la « morfo-logique » domine la « télé-logique », alors que dans la pensée occidentale c'est le contraire.

Mais la pensée morfo-logicienne chinoise ne saurait être assimilée au « structuralisme » contemporain, qui comporte des implications philosophiques tout autres. Je veux dire seulement que les Chinois ont perçu, dès les structures et la forme par rapport à la cause et à l'effet. Ce qui les a amenés à chercher partout des correspondances entre les phénomènes. Ainsi, plutôt que des astronomes, comme le dit Needham, je préfère pour ma part dire que les Chinois ont été d'extraordinaires « calendricistes » : ce qui les a amenés à l'astronomie, c'est le souci de trouver les structures de la temporalité.

## La lutte entre les deux lignes

Les Chinois ont procédé aussi par réflexion de type « télé-logique », mais celle-ci est restée chez eux vouée à un rôle subalterne. À ce type appartenaient la réflexion technique, et c'est sans doute pourquoi, en Chine, les grandes découvertes de la « science » au sens occidental du mot ont un caractère technologique. La science fondamentale chinoise, elle, s'efforçait par les spéculations de la pensée « morfo-logicienne », très éloignée de la pensée scientifique occidentale.

Vous avez largement utilisé les études chinoises contemporaines dans vos travaux sur la Chine archaïque. Dans quelles directions travaillez-vous aujourd'hui vos collègues chinois ?

Avant la révolution culturelle, les Chinois se préoccupaient surtout de la période moderne de leur histoire, qui part de la guerre de l'opium ; ils ont ignoré également la population sur la Chine archaïque et ancienne. La thématique des recherches s'est alors élargie jusqu'à la révolution culturelle, la grande question qui se posait pour les historiens était celle de la périodisation : où, dans l'histoire chinoise, remontaient-elles les grandes formes typiques par lesquelles doit passer toute la société selon le schéma marxiste (capitalisme, féodalité, esclavage, le communisme primitif) ?

Depuis la révolution culturelle, en tout cas depuis la repartition des trois ou quatre grandes revues chinoises d'histoire et d'archéologie, a été lancée la campagne anti-Confucius. Il y aura de cette campagne, une autre question, celle de la poésie, celle de la « lutte entre les deux lignes » confucianiste et légitime, tout au long de l'histoire chinoise. Ce changement dans les thèmes va dans le sens de la sinisation.

Dans les années 60, les historiens chinois se demandaient si tel penseur était matérialiste ou idéaliste. C'était une question de catégories purement occidentales. Examiner, au contraire, si tel auteur est légitime ou confucianiste, c'est recourir à des idées proprement chinoises. Évidemment comme chez nous : nous demandons à propos de tel ou tel auteur s'il est idéaliste ou matérialiste, mais la question beaucoup plus pertinente que celle de savoir ce que peut signifier sa doctrine du point de vue tao-chinois.

Quant au jugement actuel sur Confucius, il est très différent de celui qui a prévalu jusqu'à ces dernières années. Il est maintenant considéré comme un penseur qui a ouvert la voie à la contestation idéologique. On ne peut pas dire qu'il ait été un penseur « télé-logique », mais il a été un penseur « morfo-logique ». Il a été un penseur qui a cherché à expliquer les phénomènes particuliers par référence à l'ordre universel. C'est ce qui le distingue de la philosophie « atomiste » en faveur en Occident.

## « Le Grand Livre rouge »

MAO TSE-TOUNG, « LE GRAND LIVRE ROUGE » ÉCRITS, DISCOURS ET ENTRETIENS 1949-1971. Traduit de l'allemand par Jeanne-Marie Galland-Freyer. Textes présentés par Helmut Martha. Flammarion, 1975, 360 pages, 35 F.



Copyright Opera World et New York Review of Books. Dessin de David Levine.

LES Œuvres choisies de Mao Tse-toung, on le sait, ne couvrent que la période 1926-1949. Pour la période postérieure à la fondation de la République populaire de Chine, Pékin n'a publié officiellement que de rares grands textes de Mao. Il s'ensuit que, par manque de documents probants susceptibles d'éclairer le rôle déterminant de celui qui tient entre ses mains le destin de la Chine depuis plus de vingt-cinq ans, de nombreuses obscurités subsistent aussi bien sur le déroulement que sur la signification de certains événements cruciaux qui ont marqué l'histoire de la Chine populaire.

Or, depuis deux ans, les spécialistes des affaires chinoises ont à leur disposition deux recueils de textes de Mao ayant trait à la période d'après 1949, et qui contiennent un grand nombre de documents extrêmement importants, pour le plupart inédits, et tellement intéressants qu'ils méritent d'être traduits dans les langues occidentales. Les deux volumes, qui portent tous deux le titre de *Mao Tse-tung Ssu-hsing Wan-su* (« Vive le pensée de Mao Tse-toung »), ont été publiés l'un en 1967 et l'autre en 1969 en Chine par les gardes rouges, à l'usage strictement interne. Ils devaient être réservés sans doute aux cadres du parti d'un niveau relativement élevé. Leur existence, est restée ignorée du monde extérieur jusqu'à l'été 1973, date à laquelle l'Institut de recherche sur les relations internationales de Taiwan, qui avait pu se procurer des exemplaires originaux de ces recueils, décida de les reproduire à un tirage limité, par un procédé photo-est. Les deux volumes comptent au total 998 pages, ce qui correspond grosso modo à 1 500 pages en version française. L'authenticité de ces textes est reconnue par tous les diplomates.

A l'instar des Œuvres choisies, qui constituent depuis près d'un quart de siècle l'une des sources essentielles pour l'étude de la révolution chinoise, originale et tortueuse, les deux volumes du *Wan-su* sont destinés à devenir pendant des décennies des documents de base fondamentaux pour toute recherche sur l'évolution, en moins originale et tortueuse, de la construction du socialisme en Chine. De cette masse de documents, à peine 20 % ont trouvé leur place dans ce *Grand Livre rouge* publié par les soins du sinologue allemand Helmut Martha. Mais un cinquième, à peine, de ces inédits suffirait pour constituer, en outre, un recueil exceptionnel de documents nouveaux et intéressants pour la compréhension de la personnalité de Mao et de l'évolution de la Chine populaire.

Les textes de Mao rendus publics officiellement par Pékin ont presque toujours été révisés, parfois profondément, avant leur publication. Les documents traduits dans ce *Grand Livre rouge*, n'ayant pas été expurgés, arrangés, arrangés, gardés, eux, toute la spontanéité d'un premier jet. Ce jaillissement intérieur dérivé d'un seul coup le mythe longtemps entretenu d'un Grand Tisonier sans faibles, infatigable, hermétique et rebelle au Mao Tse-toung à visage humain. Au fil des pages, un homme, la tête pleine de rêves mais les pieds toujours sur terre, se dessine. Il parle un langage rebelle : « C'est quand la merde et le pet sont sortis que le ventre est soulagé ! », se pille à la dure discipline de l'autoritarisme, se moque tout à tour d'épigrammes sarcastiques (années XIX, XX, XXI, intérieurement polissant : « Je n'ai pas de descendants : un de mes fils a été tué à la guerre et l'autre est

devenu un bourgeois pas de doute héritier. Au fil des pages aussi, cet homme complexe, aux vertiges souvent himalayens et aux revirements parfois brusques, apparaît armé d'une pensée d'une redoutable cohérence. Le moindre de ses textes, en effet, témoigne de l'omniprésence de la dialectique des contradictions, appliquée à la haute politique comme au quotidien. En ce sens, ce *Grand Livre rouge*, et en fait toute la collection des inédits de Mao, constitue une analyse globale d'un monde en mutation constante où tout y compris les objectifs politiques et économiques du moment, est soumis à une transformation permanente.

À un niveau plus pragmatique, celui de la politique intérieure et extérieure de Pékin, les textes de ce livre jettent une lumière nouvelle sur bon nombre de zones encore mal éclairées de l'histoire de la Chine populaire. Certes, ils ne contiennent

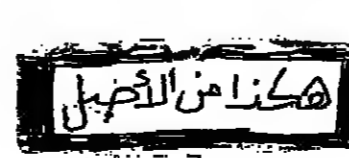
aucune révélation sensationnelle. On y apprend néanmoins, par exemple, non sans étonnement, que Chou En-lai était « chancelant » du coté des années 1956-1957 et se rangeait dans le camp des adversaires politiques de Mao (p. 177). Mais à défaut de révélations de choc, ces inédits contiennent une multitude d'éléments extrêmement utiles pour la recherche toujours malaisée des motivations profondes du comportement chinois tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. Ils démontrent le mécanisme du processus de la prise des décisions en Chine et de leur transmission vers les échelons inférieurs. Ils retracent le long mouvement du modèle chinois, avec ses incertitudes, ses hésitations et ses contradictions. Ils documentent un aspect de l'évolution du « Grand Livre rouge » et en fait toute la collection des inédits de Mao, constitue une analyse globale d'un monde en mutation constante où tout y compris les objectifs politiques et économiques du moment, est soumis à une transformation permanente.

Staline et guerre nucléaire

Ce *Grand Livre rouge* fournit peut-être aussi le clé de deux problèmes particulièrement délicats sur lesquels la position de Pékin est pour le moins troublante : le question de Staline et l'attitude de Mao à l'égard de la guerre nucléaire.

Les inédits de Mao révèlent, en effet que, dans les années qui suivirent immédiatement le XX<sup>e</sup> congrès du P.C. d'U.R.S.S., le P.C. chinois fit une critique de Staline beaucoup plus approfondie qu'on ne le croyait jusqu'à présent. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que Mao ait pu se permettre de se livrer à une telle critique de Staline, et que le communisme chinois soit finalement persuadé de l'absence de danger du stalinisme, au sein de leur parti.

Le *Grand Livre rouge* nous apprend aussi que Mao ne croyait pas à l'éventualité d'une apocalypse atomique. Selon lui, l'atmosphère nucléaire, créée par la guerre nucléaire est comparable à la logique « des » autres impérialismes. C'est ainsi que Mao déclarait en 1958 : « Exploiter signifie exploiter les hommes. C'est après avoir exploité les hommes qu'on peut exploiter la terre. Ce n'est qu'après avoir exploité les hommes qu'on possède la terre, et quand on possède la terre on s'enrichit. Si on tue tous les hommes, quel profit en retirerait-on ? »





### Cris et chants des déportés des pages bouleversantes

La Poésie concentrationnaire  
par Henri Pouzol



Poésies d'un  
autre monde

(Fresnes 1941 -  
Neuengamme 1945)

poèmes d'André Migdal

seghers

**HISTOIRE D'OR**  
UNE BANDE DÉSIGNÉE  
DE CLAUDE BARBIE  
15 F.  
*La Bourse, c'est la Vie!!*  
EDITIONS MARC MINOUSTCHINE

## Vacances

MARC BLANCPAIN  
**Nous l'appelons Bismark**  
Un gamin de 10 ans. Ses copains  
et la guerre de 1914-1918 :  
leurs aventures cocasses  
contre la famine et l'occupant.

JEAN PRASTEAU  
**La merveilleuse aventure du  
Casino de Paris**  
De Mistinguett à Joséphine Baker,  
de Maurice Chevalier à Tino Rossi,  
cent ans d'histoire du music-hall  
et de féeries.

HUBERT MONTEILHET  
**Mourir à Francfort**  
"Monteilhet en pleine  
Foire du Livre, fustige dans  
un style superbe les éditeurs  
et les auteurs".  
Noëlle Loriot L'EXPRESS

LUC WILLETTE  
**Et la montagne fleurira**  
Un grand roman historique  
sur le soulèvement populaire  
de 1851 en Haute-Provence.

RENE TAVERNIER  
**Avez-vous vu  
le président ?**  
Cette satire de l'autorité dénoncée  
avec humour quelques-uns  
des défauts de la société  
française contemporaine.

WILLIAM GOLDMAN  
**Marathon man**  
Un excellent "thriller"  
sur les exploits tristement  
célèbres d'anciens nazis  
devenus d'adoubables  
gangsters.

**denoël**

# DOCUMENTS

## VIVRE EN PRISON

### En France :

#### Les brimades quotidiennes

\* ILS N'AURONT PAS MA PEAU, de Jacques Girard. Préface de Casamayor, Denoël, 324 pages, 35 F.

Il y a des vies qui ressemblent à un mélo. Celle de Jacques Girard, qu'il jette avec vigueur au visage des « caves » — bourgeois, nantis, tous les gens réputés tranquilles et « honorables », — commence effectivement comme un roman noir. De son enfance. Il n'a d'autres souvenirs que les corrections et les souffrances raffinées que lui inflige son père, dont les crises de délirium tremens suscitaient le sadisme. Cela va des ongles arrachés à la friction d'orties et de vinaigre. Ces détails, à une quelconque évidence, émiettaient une pléiade lamoyenne. Ils prennent ici un relief glacé. Car Jacques Girard ne se défend pas. Il accuse. Sans grandes phrases — an dérivant simplement, détail par détail, tout ce qui lui est arrivé.

Il lui est arrivé, à seize ans, d'avoir envie de se baigner. Avec deux copains, il abandonne, pour un après-midi, la petite usine où il travaille. Le lendemain, ils sont renvoyés. Et valent se baigner. Ils vont dans l'usine, quelques centilles, de l'huile et de l'essence pour leurs vêtements. Quelques jours plus tard, Jacques est arrêté : les autres ont avoué, et l'ont « donné ». Première étape dans son apprentissage de la délinquance : le maison de redressement. « Tout le monde sait que ces centres ne servent à rien, sinon à fabriquer des voyous. » Quand Jacques quitte le centre, il s'apprête au moins à donner des conseils : « recevoir et donner des conseils. Il trouve ensuite une place de mécanicien dans un garage. Le patron possède une splendide traction avant. Un soir, Jacques « l'emprunte » pour « emballer des filles ». Et la soirée se termine mal pour la voiture, écrasée contre un arbre. Le garage accepte de ne pas porter plainte, et le père de Jacques rembourse les réparations. Celui-ci entend depuis longtemps une occasion de se débarrasser de ce fils qu'il hait avec férocité. Il ne rembourse que si le patron porte plainte. C'est pour Jacques, la découverte de la prison.

« Le gang à la 4 CV »  
Deuxième étape : huit semaines, le temps d'attendre le verdict, le premier d'une série qui désormais sera longue. Six mois avec succès. Jacques, à sa sortie, cherche du travail — sans succès. Il apprendra plus tard que son père écritrait à tous ses employeurs pour les dissuader de l'embaucher. Il part finalement avec un forain qui installe aux quatre coins de la France ses lions-fions et ses autos tamponneuses.

Il a vingt ans. Elle en a quatorze. Il l'épouse parce qu'elle est enceinte. Et il n'ont vraiment pas assez d'argent. La nuit, avec deux amis, il brise quelques vitrines. Ils se retrouvent avec 100, 200 F. C'est dur, le temps que la presse locale les surnomme « le gang à la 4 CV », et qu'ils soient arrêtés. Inculpation : quatre cambriolages, deux vols de voitures. Verdict des jurés : quatre ans ferme. Le maximum.

A la sortie, la 4 CV est devenue Cadillac d'occasion, et le trois-casse du boucher, contre-foi des industriels. Jacques Girard a fini d'apprendre son métier. Le piège est fonctionné. L'engagement est en marche, et la suite prévisible : « cases », « arrestation, tentative d'évasion, prison... »  
Invoyer simplement un destin psychologique ou une fatalité sociale, ce serait méconnaître la très subtile machine qui ferme, au jour le jour, toute issue vers une autre vie, qui broie finement toute volonté autre que la révolte. Non pas d'un coup, mais par un long processus, à travers mille gestes, mille brutalités, mille vexations, mille incohérences.

Obéir sans comprendre  
L'absurdité du règlement, la stupidité de certains « matons », la cruauté des brimades : on s'y fait, on s'y résigne. Mais d'un savoir confus et suffisamment lointain pour ne pas troubler le sommeil. Girard rappelle, au fil des heures et des semaines, comment ça se passe, concrètement, la vie quotidienne d'un détenu. Il faut savoir obéir sans comprendre et ne pas poser de question : c'est le « règlement » qui oblige, par exemple, à vider et rincer la « tignette » (unseau hygiénique) même quand elle est propre... et vide. Le règlement qui multiplie les fouilles, à chaque changement de cellule : se mettre nu, être « examiné » de tous côtés, attendre une heure souvent un nouveau vêtement,

### Aux États-Unis :

#### La saga des voyous

(Suite de la page 17.)

Fourtant, il ne faudrait pas s'imaginer que ces petits proxénètes, tisseurs, trafiquants, cambrioleurs, prostitués, obéissent à une quelconque « loi du milieu » et se conforment à une éthique, fût-elle du crime. Ils n'ont rien de commun avec les esclaves de haut vol, princes de la Mafia ou technocrates du gangstérisme. Ce sont à la lettre, des hors-la-loi — hors toute loi. Des solitaires.

Il y a dans tous leurs récits cette dimension proprement épique : la démesure. Elle est partout : dans la rue, en prison, au bagne. Démesure de la vie, de la jeunesse — de l'horreur aussi. Car le vice n'a pas que des prospérités, et certains témoignages de forçats n'ont rien à envier au Bribi d'Albert Londres et de Georges Darien.

Cela ne les empêche pas, en paroles ou en actes d'en faire toujours trop, toujours plus, débordant la limite du tolérable. Sans discontinuer, ils exagèrent, ils surenchérissement — l'un ne sait même plus le nombre de ses « évènements », un autre soutient avoir

fugé cent vingt-six fois de maison de correction, un troisième énumère ses innombrables tentatives de suicide. Mythomane, Peut-être, mais qu'importe ! Ce fait aussi partie de la démesure. Et Juliette — celle de Sade — savait déjà : « Tout est bon que il est excessif. »  
La référence à Sade n'est pas fortuite : ce qu'on appelle paré et perversions, c'est, toujours festole. Mais il faudrait ajout pour avoir quelque idée de ce — Rabelais et les Pieds nickelés — La vie c'est de la biague », l'or au détour d'une page. Ou un énorme écart de rire trace cette enquête, où les horreurs s'exhibent à cœur, à Rive tranchant : être comblé, joint aussi au cœur de l'enferment, c'est semer la déroute de la système pénal.  
Certes, on pourra, de ces documents bruts, tirer de très conclusions sociologiques et « subversives » théoriques. Il y a pas sûr qu'elles aient la puissance que ce « malin » ferait, cette cour des Miracles en 1836, ce Barzun de la République.  
ROGER-POL DROIT

## UNE ÉTUDE

### L'HISTOIRE DE LA DÉLINQUANCE

\* LE TEMPS DES PRISONS, ESSAI SUR L'HISTOIRE DE LA DÉLINQUANCE ET LES ORIGINES DU SYSTÈME PÉNITENTIAIRE, de Pierre Deyon, université de Lille-III, Éditions universitaires, 152 pages, 35,95 F.

Cet essai est le fruit d'une recherche collective menée à l'université de Lille-III. Il témoigne de l'intérêt marqué par les historiens depuis une dizaine d'années à l'égard de la criminalité. A une présentation de l'ancien droit pénal et de la politique d'« entonnoir », suivie par le monarche administratif, succède une attachante présentation des dépendants et marginaux que trappa la répression pénale. P. Deyon montre bien que les « classes dangereuses » du dix-neuvième siècle préexistent à l'évolution révolutionnaire : « La clientèle des tribunaux anciens se recroqueville dans les catégories sociales et ces quartiers, où vit une population mobile et déracinée, mal fixée par l'économie préindustrielle.

ions généreuses de la Révolution. P. Deyon essaie, pour finir, grands traits de l'évolution du neuvième siècle : augmentation poursuites pour vol, répression vagabondage, sévérité plus qu'à la fin de l'Ancien Régime matière de délits de mœurs. Le thème répressif témoigne d'une caché et d'une sévérité accrues répression pénale est au plus au début du Second Empire, par la volonté de détenir soc  
Dès le début du dix-neuvième siècle, enquêtes et statistiques servent au régime pénal. Des commissions de l'Intérieur de la réforme des tribunaux pénitentiaires fut pénitentiaire de l'individualisme béral, qui fait confiance à l'impulsion du détenu isolé dans cellule, susceptible ainsi, croit de se réhabiliter. Le durcissement du Second Empire ainsi que l'effacement des données budgétaires menèrent à l'échec de bien réformes et entrainèrent l'écroulement des principes et les idées pénitentiaires que l'on connaît.

Telles sont quelques-unes conclusions d'un livre d'histoire qui fait le lien entre le passé le présent, et dont l'auteur n'ign pas que « l'appréhension des faits collectifs est un préalable à l'écriture de l'histoire ». La profession de foi en un temps le refus de l'histoire parait, la fonder les politiques du présent.

JEAN-MARIE MAYEUR

## Bibliographie

De très nombreux ouvrages ont déjà abordé sur la question des prisons commentaires et témoignages. Parmi cette masse de titres, voici quelques textes à consulter :

- VOIES PENSABLES**  
M. KUNSPLE ET C. VINCENT : « La Criminologie des prisons » (Gallimard).  
J.-M. VARAUD : « La Prison, pour quel faire ? » (Le Table ronde).  
A. ARMAZET : « Les Prisons » (Philippe).  
J.-P. CARASSO ET C. MARLINARD : « Le Travail dans les prisons » (Champ Libre).  
**TEMOIGNAGES**  
ABEL RIZZAINI : « Quinze ans de prison » (L'Ép).  
GEORGES BAILLY : Trente-trois ans de centrale » (Presses contemporaines).  
CH. DAYAN : « J'étais médecin à la Santé » (Presses de la Cité).  
C. CHARME : « Le Maximum » (Stock).  
On peut également consulter les brochures éditées aux Éditions Champ Libre par le GIP (Groupe d'Information sur les prisons), créé en 1971 à l'initiative de Michel Foucault, Jean-Marie Domenach et Pierre Vidal-Naquat : « Enquête dans vingt prisons », et « Fleury-Mérogis, une prison modèle ».  
La discussion volontaire du GIP, qui avait pour but de donner la parole aux détenus eux-mêmes, et notamment donné naissance au Comité d'action des prisonniers, dont l'un des fondateurs, Serge Lirot, a publié : « De la prison à la révolte » (Mareuil de France), livre préfacé par Michel Foucault.  
Autre dossier sur la révolte des détenus : « La Révolte de la centrale Key », publié par le comité Vérté Toul (coll. « La France sauvage », Gallimard).  
Enfin, sur l'histoire et la mise en place de l'institution pénitentiaire, il faut rappeler le récent essai de Michel Foucault : « Surveiller et punir, naissance de la prison » (Gallimard, « Bibliothèque des histoires »).

## PROTOCOLES

- Collection dirigée par Jacques Arévalo  
publie des documents essentiels sur l'histoire de la prison.  
**ANDSHA**  
L'intercession dans les orphelinats et les institutions...  
Que se passe-t-il dans un séminaire de perfectionnement de formation ? Quelle est la pratique de l'intervention, ses techniques, mais aussi ses ambiguïtés ?  
**Commission 12**  
Psychologie sociale et nouvelles approches pédagogiques...  
Au VII<sup>e</sup> Congrès International des Sciences de l'Éducation : une commission communautaire en éducation des sciences et communales... le contenu des échanges...  
Un groupe de spécialistes d'enseignants...  
Commentaire de D. Hamelin. D'où se enseignants appropriés à la problématique de l'histoire et de la recherche des chemins de leur autorisation.  
R. Fouchard  
Le piège de l'intervention interne... 64 F  
Un psychosociologue et D. prota à la « réforme ».  
**EPI**  
65, rue de Baylone, 75007 PARIS

## AGENT LITTÉRAIRE

recherche manuscrits de romans de récits vécus et ouvrages pratiques pour édition France et étranger. Extra G. DAMON. 20, rue Belgrand, 75002 PARIS

مكتبة النهر

POLITIQUE

TS

Unis des

Libres opinions

PARODIE LÉGISLATIVE

par PIERRE MARCILHACY (\*)

ST-IL convenable de donner au pays l'illusion que les législateurs continuent ou révisent substantiellement les lois, alors que ce n'est pas vrai ?

Est-il convenable que les législateurs se laissent constamment, et à l'insu des citoyens, violer par un pouvoir occulte qui n'est ni leur ni celui des députés ?

Est-il convenable que les législateurs puissent renoncer à leurs droits de représentants de la nation sans renoncer en même temps à leurs avantages honorifiques ou matériels qu'ils tiennent de leur fonction ?

A ces trois questions et au seul vu du déroulement de la dernière session parlementaire, il ne peut être répondu que par la négative.

Non, ce n'est pas convenable, c'est scandaleux, et plus encore, c'est dangereux pour l'équilibre national.

Les législateurs ne fonctionnent plus les lois. Ils adoptent des textes qui sont élaborés par des administrations, voire des procureurs du droit, et ils ne peuvent même pas apporter à ces textes des corrections ou des amendements. Le Conseil d'Etat, l'administration, qui déjà légifère directement par la loi de l'article 37 de la Constitution dans l'immense domaine réglementaire, s'arrange pour ne pas laisser à la loi par l'article 34 de la Constitution, l'administration, qui est chargée de faire respecter les lois, par ministres, préfets, maires, etc., qui, au lieu de contrôler la loi, la font passer par leur travail, leur vie sociale, leur logement, leurs loisirs, leurs familles, leur santé et même leur mort. Le législateur, qui devait être le garant de la loi, est devenu un homme en femme, est réduit à enregistrer les édits royaux que lui transmettent les préfets, le plus souvent sous la pression de l'opinion et de la presse, et à signer, sans même les avoir lus, des lois qui ont des effets immédiats, mais les effets d'une autre époque, ceux de maintenant.

Car depuis des années, le travail parlementaire, dont le véritable destin est fait et accompli, n'est plus que la répétition mécanique de la dernière session. Les rapporteurs ne font que lire, les députés ne font que signer, les amendements ne sont que des corrections de forme, et les débats ne sont que des débats de forme. Les députés ne sont plus que des hommes en femme, des hommes qui ne font que signer, sans même les avoir lus, des lois qui ont des effets immédiats, mais les effets d'une autre époque, ceux de maintenant.

Car depuis des années, le travail parlementaire, dont le véritable destin est fait et accompli, n'est plus que la répétition mécanique de la dernière session. Les rapporteurs ne font que lire, les députés ne font que signer, les amendements ne sont que des corrections de forme, et les débats ne sont que des débats de forme. Les députés ne sont plus que des hommes en femme, des hommes qui ne font que signer, sans même les avoir lus, des lois qui ont des effets immédiats, mais les effets d'une autre époque, ceux de maintenant.

Les groupes de travail de l'union de la gauche se sont mis en place

Le comité de liaison mis en place entre les partis socialistes du programme commun de gouvernement s'est réuni mercredi 3 juillet au siège du Mouvement des radicaux de gauche. Conformément aux décisions prises lors de la rencontre « au sommet » des dirigeants des partis de gauche, jeudi 19 juin, trois groupes de travail ont été constitués.

Le premier groupe de travail, celui de la politique internationale, est présidé par M. Jean-Michel Baylet, membre du bureau exécutif du parti socialiste.

Le deuxième groupe de travail, celui de la politique intérieure, est présidé par M. Jean-Michel Baylet, membre du bureau exécutif du parti socialiste.

Le troisième groupe de travail, celui de la politique économique, est présidé par M. Jean-Michel Baylet, membre du bureau exécutif du parti socialiste.

L'agence Tass reproche à M. Poniatowski de tenir des propos irresponsables et hostiles à l'égard de l'U.R.S.S.

Moscou (A.F.P.). — L'agence Tass a réagi avec sévérité, mercredi 3 juillet, à propos de la déclaration de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat français et ministre de l'Intérieur, qu'elle accuse de relancer l'affaire de l'assassinat de Salazar. M. Poniatowski a déclaré que « les faits de ce genre ne peuvent pas être considérés comme des faits de l'histoire, mais comme des faits de l'actualité ». L'agence Tass a réagi en déclarant que « les faits de ce genre ne peuvent pas être considérés comme des faits de l'histoire, mais comme des faits de l'actualité ».

M. DOMINATI : nous voulons inciter nos alliés à soutenir le président.

M. Jacques Dominati, secrétaire général des républicains indépendants, a déclaré, mercredi 3 juillet, au cours d'une conférence de presse, que « nous voulons inciter nos alliés à soutenir le président ».

M. ET Mme GISCARD D'ESTAING ONT DINÉ CHEZ DES SAPEURS-POMPIERS.

M. et Mme Giscard d'Estaing ont dîné mercredi 2 juillet chez M. et Mme Furet, docteur en médecine, à Paris. M. Giscard d'Estaing a déclaré que « nous voulons inciter nos alliés à soutenir le président ».

LE MINISTRE D'ETAT : des attaques personnelles d'un bas niveau.

Prenant connaissance, mercredi 3 juillet, de la déclaration de l'agence Tass, le ministre d'Etat, M. Michel Poniatowski, a déclaré que « les faits de ce genre ne peuvent pas être considérés comme des faits de l'histoire, mais comme des faits de l'actualité ».

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES

**ECONOMIES D'ÉNERGIE**

Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a informé le conseil des ministres de la situation de l'énergie. Le conseil a adopté une résolution relative à l'énergie.

**L'AIDE À L'ÉDITION**

Conformément aux orientations prises lors du conseil des ministres du 18 avril 1975, le conseil des ministres a adopté une série de mesures relatives à l'aide à l'édition.

**COMITÉS D'USAGERS**

Le premier ministre a fait une communication sur les comités d'usagers. Ces comités ont pour objet de faciliter la relation entre les producteurs et les consommateurs.

**ÉTAT DES PERSONNES DE L'ÉTAT**

Le conseil des ministres a adopté une série de mesures relatives à l'état des personnes de l'état.

OUTRE-MER

**Comores**

Deux ministres du gouvernement de M. Abdallah réclament l'indépendance immédiate du territoire.

les maillots de bain HOM chez Brummell Printemps Haussmann / Crétell Nation / Parly 2 / Vélizy 2 Brummell Rosny 2





# EQUIPEMENT ET RÉGIONS

## LE VOYAGE DE M. CHIRAC EN LORRAINE

A PROPOS DE...

### Le premier ministre annonce le transfert de crédits

(de la première page.) Jacques Chirac a pris le temps de lui répondre longuement et d'un ton manifestement d'ordre politique, notamment en ce qui concerne le projet de loi relatif à la décentralisation. Mais des initiatives seront prises pour débloquer cette loi, notamment en ce qui concerne le transfert de crédits.

Autre sujet délicat abordé : la décentralisation. Il faut remarquer que la France a été pratiquement jusqu'en 1973, affectée moins que d'autres pays par la baisse de la fécondité, a dit le premier ministre. Mais on ne peut pas évaluer correctement l'hypothèse selon laquelle la fécondité ne serait plus assurée pour remplacer les générations. Il y a dans la décentralisation un aspect qui n'est pas seulement technique, mais qui est un problème très sérieux, et l'un des plus fondamentaux du gouvernement est de penser cette décentralisation. C'est la raison pour laquelle le thème de la natalité sera, dans les années à venir, le plus mobilisateur dans le VII<sup>e</sup> Plan.

### Centre-états généraux de la gauche

Nancy. — « Bienvenue à Chirac, les Lorrains sont dans la rue ! » ont scandé les manifestants (deux mille deux cents selon la préfecture et de huit à dix mille selon les organisateurs) qui ont parcouru mercredi après-midi les rues de Metz à l'honneur de l'arrivée du premier ministre. Devant eux, une banderole : « Les Lorrains ne veulent pas faire les frais de la crise », signée par les syndicats, les partis de gauche et plusieurs associations de jeunesse.

Sous une chaleur lourde, venus en cars des quatre coins de la Lorraine, les manifestants ont parcouru les rues du centre ville, évitant la préfecture de région dont les accès étaient d'ailleurs fort bien gardés. Encadrés d'un service d'ordre efficace, ils ont scandé : « Chirac, la Lorraine veut vivre », « Le pouvoir aux travailleurs », « Chirac, suez de la gauche », « Avant de se rassembler pour une réunion publique sur l'avenue de la ville... »

### « Acte d'accusation »

Les huit membres de la C.G.T. et de la C.F.D.T. appartenant au comité économique et social de Lorraine (qui n'ont jamais séjourné en Lorraine) ont déposé à la présence de la C.F.T. dans certaines « assemblées régionales » un acte d'accusation. Ils ont déposé ce document à la C.F.T. dans certaines « assemblées régionales » un acte d'accusation. Ils ont déposé ce document à la C.F.T. dans certaines « assemblées régionales » un acte d'accusation.

### « La Lorraine des pauvres »

De son côté, M. Antoine Troglia, secrétaire régional de la C.F.D.T., a précisé : « Dans cette région, le pouvoir économique n'appartient pas aux hommes politiques, mais aux maîtres de l'industrie. Pour lui, la décentralisation industrielle n'a pas donné les résultats escomptés. On assiste à l'arrivée d'usines de montage qui ne créent pas de postes de travail et offrent le risque aux salariés. »

« On assiste à l'arrivée d'usines de montage qui ne créent pas de postes de travail et offrent le risque aux salariés. »

### LA MISE A JOUR DU SCHÉMA DIRECTEUR

#### Une autre région parisienne

Quatre cents élus, maires, conseillers généraux et parisiens, ont répondu le 2 juillet à l'invitation de M. Maurice Doublot, préfet de la région parisienne (il serait remplacé le 1<sup>er</sup> septembre par M. Lucien Lanzer), qui les avait conviés à l'Hôtel P.L.M.-Saint-Jacques pour leur présenter la mise à jour du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965. (« Le Monde » du 1<sup>er</sup> juillet.)

Pour le préfet de région, cette mise à jour signifie d'abord une confirmation des orientations du schéma directeur, qui n'a d'ailleurs jamais été approuvé. L'aménagement régional maintient deux axes d'urbanisation au nord et au sud de Paris et favorise le développement de certains centres privilégiés, notamment les villes nouvelles.

Des inflexions sont perceptibles par rapport au projet de 1965. Le gouvernement a décidé, le 17 avril dernier, de limiter la population de la région à 71 millions d'habitants en 2000 et 12 millions en l'an 2000, alors que pour cette date les calculs antérieurs tablèrent sur 14 millions de personnes. La zone centrale de l'agglomération sera renforcée pour éviter une évolution mal contrôlée. Une priorité sera donnée aux transports en commun et les projets autoroutiers seront allégés. Enfin, sera mise en œuvre une politique dite de la « tranche verte » qui préservera les espaces forestiers entre les agglomérations et favorisera l'agriculture dans cinq zones naturelles d'équilibre.

Les élus communistes, qui s'étaient refusés à participer à cette réunion, avaient, une heure auparavant, organisé une conférence de presse sur le même thème. M. Paul Laurent, secrétaire du comité central du P.C.F., a notamment déclaré : « Dix ans après la publication du schéma directeur, on se rend compte que le schéma directeur n'a pas été mis en œuvre. »

### UN TRAIN POUR L'EUROPE ?

Assemblée consultative du nord de l'Europe... Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour. Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour.

### TRANSFERTS

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour. Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour.

### TRANSFERTS

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour. Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour.

### TRANSFERTS

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour. Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour.

### Poitou-Charentes

#### Querelles départementales à propos de la route Centre-Europe-Atlantique

Poitiers. — Le conseil régional de Poitou-Charentes, réuni mercredi 2 juillet à Angoulême, a fait l'objet d'une séance extraordinaire, réprimée dans une certaine confusion, à propos du vote d'un emprunt de 200 millions pour la route Centre-Europe-Atlantique. Les élus communistes, qui s'étaient refusés à participer à cette réunion, avaient, une heure auparavant, organisé une conférence de presse sur le même thème. M. Paul Laurent, secrétaire du comité central du P.C.F., a notamment déclaré : « Dix ans après la publication du schéma directeur, on se rend compte que le schéma directeur n'a pas été mis en œuvre. »

### FAITS ET PROJETS

**Circulation**

● LA SOCIÉTÉ DE L'AUTO-ROUTE PARIS-LYON. — L'assemblée générale des actionnaires de la société de l'autoroute Paris-Lyon a ratifié la décision du conseil d'administration par laquelle était coopté, en tant qu'administrateur, puis élu à la présidence de la société, M. Charles Richard, ancien préfet de la Seine-et-Marne. La société changera prochainement de nom et s'appellera Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône, et s'intéressera aussi à l'autoroute Mulhouse-Beaune.

**P.T.T.**

**UN MORT EN HAUTE-VIENNE**

L'insuffisance des liaisons téléphoniques dans le nord de la Haute-Vienne, dénoncée par plusieurs reprises par des élus locaux, vient d'être mise en lumière à l'occasion d'une évocation solennelle organisée à Arzac-la-Poste. Ce secteur est en effet l'un des derniers qui ne bénéficient pas de l'automatique, et les communications passent par le central de La Souterraine (Craze).

### TRANSFERTS

**Paris**

● M. SAGLIO, NOUVEAU DIRECTEUR DE L'ÉCONOMIE MIXTE. — Le conseil d'administration de la Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles (SEMHA) a nommé, le mercredi 2 juillet, M. Dominique Saggio, directeur général, en remplacement de M. Philippe Baer, qui avait démissionné en août 1974 après la décision du conseil municipal de la République de modifier le programme d'aménagement du quartier des Halles de Paris. M. Saggio, quarante-huit ans, est sous-préfet hors-classe. Il a été notamment directeur du cabinet de l'Assistance publique et détaché à la direction des affaires internationales du Crédit lyonnais.

**Transports**

● PAS DE TURBOTRAIN ENTRE PARIS ET CLERMONT-FERRAND. — Les turbotrains ont une capacité trop faible pour permettre de faire face dans de bonnes conditions à l'important trafic voyageurs de la ligne Paris-Clermont-Ferrand et à ses fluctuations hebdomadaires, a indiqué M. Marcel Cavalhè, secrétaire d'État aux transports, dans une réponse écrite parue au Journal officiel du 26 juin.

**Urbanisme**

● UN BUREAU D'ÉTUDES OCCUPÉ. — Depuis le lundi 23 juin, l'ÉURUP (Études de planification urbaine), qui est un cabinet spécialisé dans les questions d'urbanisme, est occupé par la majorité de ses salariés. À l'occasion du conflit, le fonctionnement d'un cadre administratif de la C.F.D.T. Les grèves des techniciens de l'ÉURUP ont entraîné la suspension de leur salaire. Les salariés de la section C.F.D.T. de l'ÉURUP ont travaillé avec la direction, proche du parti communiste.

### TRANSFERTS

**Paris**

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour. Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour.

### TRANSFERTS

Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour. Le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme régional, élaboré en 1965, a été mis à jour.

### reste quelques places

**Haboul 1850**  
**Teheran 1600**

ALLIANCE EUROPÉENNE DE L'AIR  
3 bis, rue de Valenciennes, 75001 Paris  
325.76.25 260.74.93 260.44.69

### reste quelques places

**Inde-Népal-Cachemire**  
**aujourd'hui, il y a 2000 ans, 23j. 5480**

**Pakistan-Penjab-Chitral**  
**le monde Pachou et l'Indus**  
**21j. 5350**

**AIR ALLIANCE**  
3 bis, rue de Valenciennes, 75001 Paris  
325.76.25 260.74.93 260.44.69



ARTS ET SPECTACLES

SPORTS

Théâtre

Revoir « Senso »

Créé en 1954 (au prix de nombreuses difficultés) et fraîchement révisé en 1968 en France...

Le soir de mai 1968, à la Scala, Visconti assistait à la création du Trouvère...

JACQUES SICLER

Musique

La « Huitième Symphonie » de Mahler et les adieux de Solti

C'est sans doute comme un hymne d'action de grâce, de foi et d'optimisme que Georg Solti...

Cette soirée, en effet, consacre le triomphe accompli par ces années, quelquefois difficiles...

Les plus beaux chœurs qu'on puisse révoquer (Le New Philharmonia de Londres, le Stagochor de Vienne, avec le Tölzer Knabenchor et le Chœur Filaria de Paris)...

JACQUES LONCHAMPT

Théâtre

« Saint-Just et l'Invisible » en Anjou

« Saint-Just et l'Invisible » n'est pas une pièce historique. Son auteur, Claude Pini, s'appuie...

Comment devient-on Saint-Just ? Derrière et le commandeur sans cheveux blancs, statue de marbre élevée par les historiens...

COLETTE GODARD

TENNIS

Billie Jean King, la lutteuse

De notre envoyé spécial

Londres. — Il est 16 h. 50. Tout autour du Centre court de Wimbledon, bondé de soleil, la foule qui s'écrase, fait entendre...

Avant gagné le premier set tambour battant, Chris Evert a relâché sa pression au second set, mais Billie Jean King l'a remporté d'avantage sur les erreurs de sa jeune adversaire...

Jusqu'à chose extraordinaire, les échanges n'ont eu lieu que du égalité. Chaque fois que King a tenté de monter au filet...

LE TOUR DE FRANCE

Eddy Merckx dans ses œuvres

De notre envoyé spécial

Merlin-Plage. — Vainqueur de l'étape contre le montre organisée mercredi 2 juillet à Merlin-Plage, Eddy Merckx s'est emparé comme prévu du maillot jaune...

CLASSEMENT DES LA SIKKEMER ETAPE 1er Merckx (Bel.), 19 min. 53 sec. 2. Hazard (Fr.), à 26 sec. 3. Knudsen (Nor.), à 29 sec. 4. Moser (Sv.), à 33 sec. 5. Dangoullemaux (Fr.), à 45 sec. 6. Thévenet (Fr.), à 51 sec. 7. Ockler (Autr.), à 52 sec. 8. Kuiper (P.-B.), à 55 sec. 9. F. Pollentier (Bel.), à 57 sec. 10. Knustman (P.-B.), à 58 sec. 23. etc.

IX MESURES POUR LE LIVRE

P.T.T. sur les livres en retour de l'étranger et un réexamen des tarifs adoucis postaux pour l'exportation de livres.

PAUL MORELLE

Table with 2 columns: SALLE I and SALLE II. Rows include ONSANFAN, LETTO EXPERIMENTAL, AG, GUE PEXILES, ERNIÈRES FIANÇAILLES, JOURNAL INTIME DE DAVID H., LES A PROPOS DU PROCÈS DE BAI, AUTES SOLITUDES.

3 MOIS DE SUCCÈS À RIRE. MARIIGNAN V.O. - QUINTETTE V.O. - MONTPARNASSE-PATHE V.F. - TEMPLIER V.F.

ACTION REPUBLIQUE GRANDS AUGUSTINS BO DIDDLEY - CHUCK BERRY JERRY LEE LEWIS LITTLE RICHARD KEEP ON ROCKIN' COURT MÉTRAGE : JAMIS JOPLIN - JIMMY HENDRIX

Le Guide du Vélo de Manufacture. Toutes les astuces pour bien faire du vélo. Pour recevoir le Guide du Vélo édité par Manufacture, retournez ce bon avec 4 F en timbres...



SCIENCES

ÉDUCATION

MILLE CINQ CENTS SPÉCIALISTES RÉUNIS À DIJON

physiciens dans la société : un besoin de dialoguer

Pour la troisième fois consécutive, la Société française de physique a organisé un congrès...

De notre envoyé spécial. Mais l'aide de l'Etat reste insuffisante. Qu'il s'agisse du soleil ou de la géothermie...

POUR LA GÉOTHERMIE ET LE SOLEIL

délégué aux énergies nouvelles voudrait accroître nombre de projets en démonstration

Le premier thème des responsabilités gouvernementales en faveur des énergies nouvelles a été de définir les recherches...

Un plafond supérieur du prix par mètre carré permettrait d'équiper davantage de logements de chauffage géothermique...

LES CRÉDITS DE LA RECHERCHE

Mais les physiciens s'intéressent à des problèmes autres que ceux des crédits de la recherche...

RELIGION

LES CHRÉTIENS POUR LE SOCIALISME DÉNONCENT LES « CRIMES » DU FRANQUISME

Le Comité de liaison européen des mouvements chrétiens pour le socialisme a réuni sa douzième session...

MÉDECINE

Le conseil national de l'Ordre des médecins a élu son nouveau bureau...

L'ENSEIGNEMENT DE LA PHILOSOPHIE

La terminale optionnelle est un système < incohérent et absurde >

estime le GREPH

La place de la philosophie dans la réforme Haby n'est pas définitivement éclaircie...

Le Groupe de recherche sur l'enseignement de la philosophie (GREPH) dénonce de son côté l'utilisation qui a été faite...

Deux nominations au secrétariat d'Etat aux universités

Deux nominations au secrétariat d'Etat aux universités ont été décidées par le conseil des ministres du 2 juillet.

M. Jean-Louis Quermonne, directeur de l'enseignement de la recherche et des personnels...

M. Pierre Tabatoni, délégué aux relations internationales...

vous vous destinez aux carrières de la gestion... Bae G2, BTS, Aptitude - Probatoire DEIS - Expertise...

SCIENTES-PO STAGES DE PRÉPARATION... IPEUP Enseignement Supérieur...

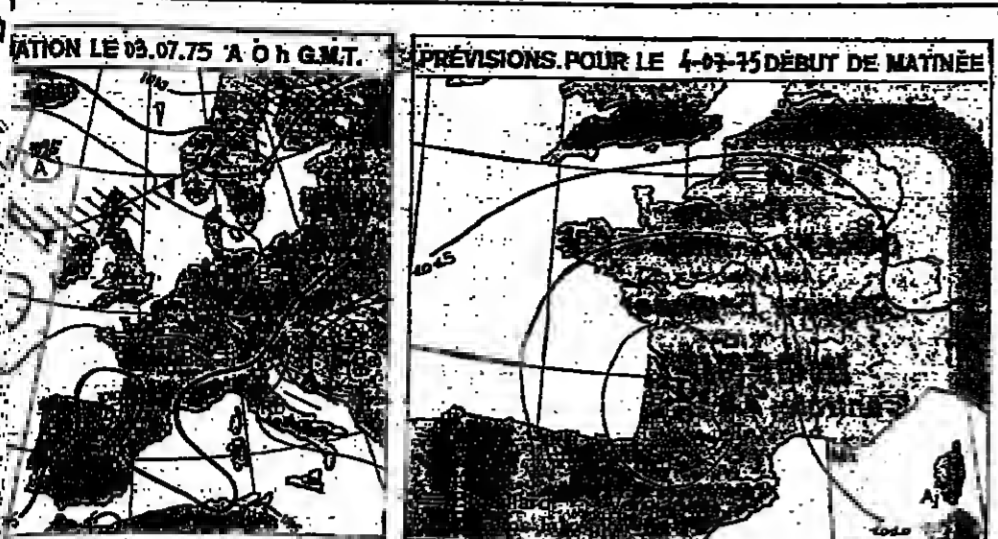
RESULTATS BAC 1975... Rappel des résultats I.P.M.E. BAC 1973-1974...

APPRENDRE - AMÉLIORER - PERFECTIONNER ANGLAIS sans quitter Paris TOP CLASSE...

SI VOUS N'AVEZ PAS ENCORE TROUVÉ VOTRE VILLA SUR LA CÔTE D'AZUR, ALLEZ DONC VOIR LES PARCS D'AIQUEBONNE A BOULOURIS...



MÉTÉOROLOGIE



Probable du temps en France le jeudi 3 juillet et le vendredi 4 juillet... Jours 3 juillet à 7 heures, la pression atmosphérique résiduelle au niveau de la mer était, à Paris, de 1017,9 millibars soit 763,4 millibars de mercure.

AGENTS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE AU FALAIS DE JUSTICE À PARIS, LE JEUDI 10 JUILLET 1975, À 14 HEURES... FONDs TEINTURERIE - PRESSING... AVEUE DE VERSAILLES À PARIS (16°)

VENTE AU FALAIS DE JUSTICE À PARIS, LE MARDI 9 JUILLET 1975, À 14 H... UNE PROPRIÉTÉ SISE AU PARC-SAINT-MAUR... AVEUE DU PLATEAU ET 24, AVEUE DU NORD

VENTE AU FALAIS DE JUSTICE À PARIS, LE JEUDI 17 JUILLET 1975... VILLA 9 PIÈCES SISE À DUNGT... AVEUE (Haute-Savoie) - AVEC PISCINE, TERRAIN BOISÉ

VENTE AU FALAIS DE JUSTICE À PARIS, LE JEUDI 10 JUILLET 1975, À 14 HEURES... EN DEUX LOTS AVEC FACULTÉ DE RÉUNION... 1° lot : Un LOGEMENT type F.3 AUX ARCS-SUR-ARGENS (Var)

1) UN IMMEUBLE À USAGE DE LAVERIE DE MINÉRAIS... sis aux ARCS-SUR-ARGENS (Var), Quartier de l'Ecluse... 2) DIVERS CONCESSION MINIERE ET PERMIS D'EXPLOITATION MINIERE

3) UN ENSEMBLE FONCIER comprenant : A) La Forêt du Pio-Marchis, dont une grande partie a été incendiée... B) Terrains, garages, landes et anciennes carrières

4) UN FONDS DE COMMERCE... Exploité AUX ARCS-SUR-ARGENS (Var) sous le numéro 88 2351 du registre du commerce de France... M. à Px 300.000 F se décomposant ainsi : Fds comm. comp. élem. inc./mat. expl. 28.500 F

loterie nationale Liste officielle des sommes à payer, tous cumulés compris, aux billets entiers

Table with 7 columns: Term national, Finales et numéros, Groupes, Sommes à payer, Term national, Finales et numéros, Groupes, Sommes à payer. It lists prize amounts for various categories across different terms.

TRANCHE DES ROSES TIRAGE DU 2 JUILLET 1975... 75 PROCHAIN TIRAGE LE 9 JUILLET 1975 À ALLEVARD (Hérault) 32

P. T. I. Journal officiel Visites, conférences

Journal officiel: Sont publiés au Journal officiel du 3 juillet 1975: UNE LOI... DES DECRETS... Visites, conférences: VENDREDI 4 JUILLET... CONFÉRENCES: 20 h. 15, rue de la Montagne-Sainte-Genève

Société

On a Guide pratique de l'aide sociale à l'enfance... M. Pierre Verrier, inspecteur à la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale de Moselle, est publié par les Editions du Centurion, collection Socioguides; 184 pages, 29 F.

MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with clues in French. Includes horizontal and vertical clues and a solution key.

Le Monde Service des Abonnements... 7547 PARIS - CEDEX 19... Abonnements: 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois... FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.O.M. (hors Algérie): 28 F. 56 F. 84 F. 112 F.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 34,00	La ligne T.L. 39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	9,03
CHIFFRES		
PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,99

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne 25,00	La ligne T.L. 28,70
Recherches		
ACHAT-VENTE-LOCATION	25,00	28,70
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,86

## emploi régional

**EATON**

FILIALE D'UNE CIE AMERICAINE

Nous nous implantons dans l'OUEST de la FRANCE.

Notre SERVICE INFORMATIQUE travaillera en liaison étroite avec le service informatique de notre Siège Européen à LONDRES.

Nous recherchons pour son étude et sa mise au point.

**HOMME SYSTEME**

Nous demandons :

- Diplôme Grande Ecole Commerce : HEC-ESSEC-ESC.
- Plusieurs années d'expérience dans la gestion des stocks, l'ordonnement, le calcul des prix de revient, la comptabilité générale.
- Connaissance parfaite de l'anglais.

Nous offrons :

- Des appointements intéressants.
- De réelles possibilités de promotion.

Adressez lettre de candidature manuscrite, C.V. détaillé, photo, niveau de rémunération actuelle à Jean C. PENICAUD - Directeur du Personnel - EATON - Z.I. de Brès - 44600 ST NAZAIRE.

**UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE GÉNÉRALE,** située dans une ville de la région Rhône-Alpes, recherche

**un chef comptable**

Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison avec le Directeur Financier du groupe, ses missions sont :

- la création d'un service de comptabilité générale, celle-ci étant traitée jusqu'à ce jour dans un cabinet extérieur;
- la gestion de la trésorerie;
- le suivi des dossiers de financement des affaires à l'étranger.

Pour réussir dans ces fonctions, il faut avoir une expérience de plusieurs années à un poste similaire, une bonne formation à des méthodes de comptabilité analytique et de gestion prévisionnelle, et le goût du travail en équipe.

Ecrire (document manuscrit, C.V. + photo) à Mme G. DILL, sous réf. 305 M, qui transmettra.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON  
PARIS - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

Importante Société au sein d'un des Plus Grands Groupes Français recrute pour son Etablissement de SOUS-BOIS

**ASSISTANTE SOCIALE D.E.**

A qui sera confiée la responsabilité du SERVICE SOCIAL.

- Désireuse de s'intégrer dans une équipe de travail au niveau du développement de la Politique sociale : Formation - Information - Hygiène et Sécurité - Amélioration des conditions de travail.
- Il lui sera plus particulièrement demandé de participer à la recherche des besoins du Personnel dans ces domaines et à la mise en place de solutions.
- Ce poste à plein temps nécessite une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction, une formation psychologique et de travail social de groupe.

Prérez d'adresser C.V., photo et présent. à n° 8.933, « Le Monde » Publi-Net, 5, rue des Italiens, 75004 PARIS-9<sup>e</sup>, qui transmettra.

**GROUPE INDUSTRIEL** recherche pour ses usines, situées dans une IMPORTANTE VILLE DU SUD-EST

**un MEDECIN du TRAVAIL**

A TEMPS PLEIN.

Ce poste exige la possession du C.E.S. et plusieurs années de pratique médicale, en particulier dans la médecine d'entreprise.

Candidature avec C.V. à No 14492, CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LE DEPARTEMENT INFORMATIQUE DE LA SOCIÉTÉ TRINDEL recherche pour sa division médicale implantée à CAEN quartier LE FERICENTRE

**2 ANALYSTES PROGRAMMEURS**

spécialisés mini ordinateur, expérience 1 à 30 souhaitée.

Envoyer C.V. et présentations à M. SALMON TRINDEL, 15/15A, rue de la Délivrance, 1400 CAEN.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

LE CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION MÉTALLIQUE (Organisme professionnel émanant de l'ensemble des entreprises de ce secteur) recherche

1 - INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

**INGÉNIEUR**

A. et M., SUP AÉRO, ECP ou équivalent participera, au sein de l'équipe informatique scientifique, à la mise au point de programmes de calcul de structures. Les domaines d'application de ceux-ci sont : éléments finis, structures off-shore, plastiques.

Le poste nécessite une bonne connaissance de résistance des matériaux.

Une expérience même courte de P.E. serait appréciée.

2 - INFORMATIQUE GESTION

**UN INGÉNIEUR (INGÉNIEUR + IAE, ICG ou ESC)**

**UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR**

**UN PROGRAMMEUR**

participeront à l'analyse fonctionnelle de modèles de gestion, en particulier dans le domaine des prix de revient, dans le but d'élaborer des programmes sur ordinateur en GAP 2 sur IBM 32.

3 - FORMATION CONTINUE

**INGÉNIEUR**

Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé A. et M., E.C.P. ou équivalent, ayant une expérience de 4 à 5 années de P.E. Ce poste requiert un intérêt pour les activités d'enseignement et un sens pédagogique. Disponibilité pour déplacements fréquents, de courte durée, en province chez les adhérents.

Env. lettre manuscrite avec cur. vitae à n° 15.214, cabinet leconte, 4, rue Amiral Courbet, PARIS-10<sup>e</sup> membre de l'ANCFEP

**Data General**

Constructeur des Ordinateurs NOVA et ECLIPSE recherche

**ingénieurs commerciaux**

Nous sommes :

- Un leader de la mini-informatique avec plus de 15 000 installations dans le monde.
- Plus de 50% de croissance par an.
- Une profitabilité, une solidité financière uniques dans l'industrie.

Vous êtes :

- Un ingénieur commercial avec de l'expérience et du succès dans la vente de mini-ordinateurs.
- Ou un diplômé d'enseignement supérieur sans l'expérience de ce métier. Vous saurez alors nous expliquer pourquoi vous devez.
- Capable de vous exprimer en français (parlé, écrit).
- Désireux d'associer le travail au sein d'une équipe de professionnels à une rémunération qui reflète vraiment la qualité de vos résultats.

Faites un voyage ! votre Curriculum-Vitae Jean-Louis GASSER - Directeur Général - DATA GENERAL FRANCE - 77, Rue de Sévres - 92100 BOULOGNE -

**SORA MANAGEMENT**

2, Avenue Hoche - 75008 PARIS

occulte

**INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE**

**X, MINES, CENTRALE, ...**

- possédant personnalité de haut niveau et si possible quelques années d'expérience industrielle;
- aimant les responsabilités et attiré par le métier varié et formateur de :

**CONSEIL EN MANAGEMENT**

dans tous les domaines de Gestion d'Entreprises.

- Rémunération intéressante avec possibilité de carrière rapide et stable. Promotion tenant compte des résultats objectifs obtenus dans le cadre d'une large autonomie d'action;
- Complément de formation assuré;
- Missions pouvant s'exercer soit en France, soit éventuellement à l'étranger.

Prérez adr. lettre man. C.V., photo et présentations.

**SOCIÉTÉ AMÉRICAINE**

Leader sur marchés des terminaux et périphériques recherche

**INGÉNIEUR - REPRÉSENTANT**

pour PARIS et REGION PARISIENNE

Capable de s'intégrer à une équipe d'ingénieurs hautement qualifiés.

Solides connaissances de l'industrie indispensables. Maîtrise parfaite de la langue anglaise.

Adressez curriculum vitae + présentations : M. Greg SBOETTIG, KAZELINGE S.A.R.L., 14, boulevard Malherbes - 75017 PARIS.

**TEXUNION**

Groupe DOLLFUS-MIEG & Cie recherche pour sa

**Division Engineering**

un jeune

**INGÉNIEUR**

Centrale, A&M, ENSI...

possédant si possible quelques années d'expérience en GENIE CIVIL, BATIMENT. Il participera aux Etudes concernant de nouveaux Projets Industriels à l'Etranger, ainsi qu'à leur réalisation.

Anglais et/ou Portugais souhaités.

Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1035 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix, 75002 Paris.

**CENTI**

recherche pour

Importants Projets bases de données en région Parisienne et Provinces

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Références, T.234

Expériences sur :

- IBA 370 - PL 1;
- HB 6.000, GEMAP, COBOL.

Pratique I.M.S. ou L.D.S. - TDS très appréciée

Rémunération en rapport avec les compétences.

Envoyer C.V. détaillé et présentations à CENTI, 123, rue de Rennes, 75006 PARIS ou tél. 225-25-31. Réponses et discrétion assurées.

**LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'UNE IMPORTANTE ENTRÉE DE BATIMENT** A PARIS (3.500 personnes) cherche un

**chef du personnel**

Il recrute, administre (60 % de son temps), assure les relations syndicales et joue auprès des responsables de travaux un rôle de conseil.

Il a une formation supérieure - universitaire, grande école - 5 ans minimum d'expérience de la fonction (dont 3-4 ans en administration de personnel), le désir d'acquies une dimension supplémentaire dans l'environnement spécifique du bâtiment.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER ex réf. 2854 M.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - GENEVE - ZÜRICH - BRUXELLES

Société filiale d'un

**IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL**

spécialisé dans l'exportation d'installations industrielles recherche pour son siège Paris (9<sup>e</sup>)

**COMPTABLE CONFIRMÉ**

30 ans minimum, bonne expérience comptabilité dans le secteur engineering ou équivalent et connaissant bien les problèmes de comptabilisation des grands contrats à l'étranger.

Le candidat retenu aura à sa charge la tenue de toute la comptabilité de la société.

Les perspectives d'avenir sont intéressantes compte tenu du développement de nos activités.

Ecrire avec C.V. et références à KLOEGER INA FRANCE 31, rue Marbeuf, PARIS (9<sup>e</sup>).

**IMPTE SOCIÉTÉ PÉTROLE** recherche

**INSPECTEURS COMMERCIAUX**

spécialistes G.P.L.

ayant déjà bonne expérience technique et commerciale gaz liquéfiés pour postes

**TECHNICO-COMMERCIAUX**

avec première résidence TOURS ou PARIS

Disponibilité Immédiate.

Env. C.V. détaillé et ph. n° 15.197, Cortesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**QUARTIER ÉTOILE**

Le Président d'un groupe multinational recherche pour son bureau de Paris en formation

**UNE COLLABORATRICE**

Parfaitement bilingue Française-Anglaise. Expérience secrétariat Direction haut niveau. Sténodactylo libre immédiatement.

Poste offrant possibilité de promotion rapide à élargissement de valeurs. Haute rémunération, possibilité vacances 15.

Ecrire avec C.V. photo et présentations à AIRINCO FRANCE, 15, av. Victor-Hugo, Paris-16<sup>e</sup>.

**SERVICE RÉGIONAL DE L'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION PARISIENNE** recherche

2 **TECHNICIENS SUPÉRIEURS**

Niveau DUT, BTS ou autodidacte expérimenté possédant solides connaissances en électricité. Lieu de travail : Maisons-Alfort.

1 **TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

Niveau DUT, BTS, CNAM ou équivalent. Connaissances informatiques apprises. Lieu de travail : Saint-Denis.

1 **TECHNICIEN SUPÉRIEUR**

Niveau DUT, BTS, CNAM ou équivalent pour participation à études de plans de conception sur l'ensemble de la Région Parisienne. Expérience appréciée. Lieu de Travail : Maisons-Alfort.

3 **DESSINATEURS**

Lieux de travail : Saint-Denis et Boulogne.

1 **STÉNOGRAPHE**

pour petits travaux secrétaire. Lieu de travail : Boulogne.

Envoyer C.V. détaillé + photo + présentations 68, rue de Vincennes, 94700 MATHURIN-ALFORT

**Société VIAFRANCE** département Grande-Touraine La Tour d'Audoubert 32006 Assises recherche pour poste d'Adjoint au Directeur du Département

**INGÉNIEUR**

Missions :

- Conception et contrôle des bennes et matériels sur chantiers
- Maîtrise des problèmes techniques du matériel
- Collaboration étroite avec ateliers
- Gestion matériel

Formation :

- Ingénieur A. et M. ou similaire. Expérience minimum 5 ans en matériel P.P. Place stable en région parisienne. Déplacements fréquents province.

Adressez C.V. manuscrit, photo, présentations

**Très Important Groupe Informatique** RECHERCHE

pour sa Division Commerciale

**10 Jnes Collaborateurs (H. ou F.)**

diplômés (s) H.E.C., ESSEC, ESCP, Sc. 1 ou de l'Université. Dégagez des obligations militaires.

Il seront fortement motivés par la Vente et délégués à se faire une situation brillante en s'adaptant au Groupe.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo, réf. 1.14

à Cabinet BLUET-CHEVALLIER, 7, rue Devosne - 75016 Paris

SNF Internationale cherche

**SECRET. BILINGUE**

Site français - anglais, notions allemandes appréciées. Ordonné, cap. initiative, libre disponibilité. Vacances soit assurées. Envoyer C.V. et présentations : Consortium Eurocent 31, rue de Valenciennes, PARIS (2<sup>e</sup>).

**SODETEB ENGINEERING** recherche pour

**ATHÈNES - GRECE**

**INGÉNIEUR**

**DIPLOME**

**GENERALISTE**

**BATIMENT TCE**

Excellentes références CONCEPTION et REALISATION HOPITAUX pour fonction Coordinateur Important Projet Hospitalier

Poste à pourvoir : SEPT. 75 Durée séjour : 3 ans Langue française

Adr. C.V. détaillé et photo à : SOCIÉTÉ ENGINEERING 7, avenue Rémusat 92039 PLESSIS-ROBINSON

Institut de recherches des Français proche de Paris recherche pour son département Informatique des

**INGÉN. ANALYSTES**

ayant fait des profits substantiels en tant qu'INGÉNIEUR-INFORMATIQUE expérimentés dans le domaine des bases de données et de la gestion.

INGÉNIEUR-INFORMATIQUES expérimentés, système conventionnel et programmation scientifique, CHercheur OPERATIONAL, s'intéressant aux modèles de simulation.

Adr. C.V., présent., M. AZARAS B. P. 28, 94110 ARCUEIL.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ** (Quartier La Défense) recherche pour son Information de Gestion des

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

Thel. B.T.S. ou équivalent (TEL : 774-91-97)

**IMPORTANT SCRIBERIE** recherche pour son

**MADAGASCAR**

**INGÉNIEUR A.M. ou ÉQUIVALENT**

EXPERIMENTÉ, pour poste à CHARGÉ DES SEUV. TECHNIQUES ENTRETIEN et FABRICATION ECR. n° 15.02, CONTEXTE P. 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, G.E.

**POUR HAMBOU (R.F.A.)** départ immédiat

**DESSINATEUR**

Catégorie technique. Perspectives Américaines et Tél. 735-06-06, pr rendez

**SOCIÉTÉ HYPERMARCHÉS CONTINENT** recherche

**POUR SON SIÈGE** 4, r. de Mirameil - Paris

**SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR DU PERSONNEL**

**SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR DE LA PUBLICITÉ**

Expérience dans ce domaine requise

Salaire élevé, fonction de compétence et de prestige

Ecrire avec C.V. SERVICE DE PERSONNEL CHM - CONTINENT 4, rue de Mirameil - Paris

**INDUSTRIE LAITIÈRE** recherche

**CADRE**

pour diriger une unité de production. Formation technique supérieure. Expérience plusieurs années exigée. Adressez C.V. et présentations à C.L.C.P. Directeur de Per 102, rue Nollat - (94) IV

**INGEN. HARDWARE** format, ISEP ou ISEN ou équivalent. Expérience 2 ans environ. Chargé d'une étude de projet pour calculateurs numériques. Téléphone au 88-92-12.

**CONSTRUCTION**

**INGÉNIEUR**

Paris-based consulting company. Connaissance de l'anglais. Expérience en construction civile et/ou industrielle. Expérience en Algerie. Français bilingue. Adressez votre C.V. à English France Postbox 1000, 1000 Algiers. Réponse n° 71. RÉGIE-PRESSE, 25 bis, rue de Valenciennes, Paris-11<sup>e</sup>.

مركز البحث





# CARNET

## Naissances

M. Alain Bouhili et Mme née Armand, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils :

Antoine,  
Paris, le 3 juillet 1975,  
9, rue Lauriston,  
Paris (16<sup>e</sup>).

## Mariages

M. et Mme Pierre-Philippe Ozanne,  
Le Dr et Mme Jacques Oudin,  
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants :

Océane,  
Louis-Charles,  
qui sera célébré le 12 juillet dans l'église de Saint-Firmin-des-Prés, 41 Vandamme.

M. et Mme Jean Robert,  
M. et Mme Pierre Gagnaire,  
ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants :

Pierre  
et  
Marie-Laurence,  
61470 Montagnieu,  
le 3 juillet 1975.

M. et Mme A.-P. Mandas,  
M. et Mme Paul Bernard,  
M. et Mme Bertrand Strusius,  
M. et Mme Jean Schaal,  
M. et Mme Paul Bernard,  
ont l'honneur de faire part du mariage de leurs enfants :

Laura  
et  
Philippe,  
Le vendredi 4 juillet 1975, à Nancy,  
8, rue des Glacis,  
54000 Nancy,  
15, rue Léonard-Bourcier,  
54000 Nancy.

## Décès

M. et Mme Michel AURENCHIE  
ont la douleur de faire part du décès de leur fils :

Renald  
à l'âge de seize ans.  
Les obsèques auront lieu le samedi 5 juillet, à 9 h. 30, dans l'église de Saint-Germain de Chironne.

Mme Jean-Pierre Chastres, née Dominique Morin,  
Sophie et Céline, ses enfants,  
Mme Jeanne Buxat,  
Mme Henri Sautpique,  
M. et Mme Maxime Chastres et leurs enfants,  
M. et Mme Robert Morin et leurs enfants  
font part du décès accidentel de :

Jean-Pierre CHASTRES,  
survenu à Abbeville, le 29 juin 1975,  
dans sa trentième et dernière année.  
Les obsèques auront lieu le samedi 5 juillet, à 10 h. 30, en l'église de Gif-sur-Yvette (Seine-et-Oise).  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
11, avenue des Hélices,  
91300 Gif-sur-Yvette,  
12, rue du Colonel-Moll,  
75017 Paris.

Mme veuve Carl-Tannour et ses enfants,  
M. et Mme Raymond Clavreuil,  
M. et Mme Jean Clavreuil,  
Mme Anne-Marie Clavreuil,  
M. et Mme Bernard Clavreuil et leurs enfants  
font part du décès de :

Mme veuve Charles CLAVREUIL,  
survenu le 30 juin, dans sa quatre-vingt-quinzième année.  
Les obsèques ont eu lieu le 2 juillet, en l'église de Migné (Tonne), âgé 89380 Comblains-la-Vieille,  
27, rue Saint-André-des-Arts,  
75005 Paris.

Le président,  
Le vice-président,  
Les membres du conseil d'administration,  
Et le personnel de la société l'Air Liquide,  
ont le grand regret de faire part du décès, survenu le 1<sup>er</sup> juillet 1975, dans sa quatre-vingt-quinzième année, de :

M. Edmond DESCHARS,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
vice-président honoraire de la Société autogène française (S.A.F.),  
président honoraire de la Société par l'Industrie de l'Oxygène (S.I.O.),  
ancien administrateur de la Société d'Oxygène et d'Azote (S.O.A.S.O.),  
ancien administrateur de la Société d'Oxygène et d'Azote (S.O.A.S.O.).  
Le service religieux sera célébré le vendredi 4 juillet, en l'église Saint-Pierre de Châteauneuf, à 10 h. 30.

Le président,  
Le vice-président,  
Les membres du conseil d'administration de la Société autogène française (S.A.F.),  
ont le grand regret de faire part du décès, survenu le 29 juin 1975, dans sa quatre-vingt-quinzième année, de :

M. Edmond DESCHARS,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918,  
vice-président honoraire de la Société autogène française (S.A.F.),  
président honoraire de la Société par l'Industrie de l'Oxygène (S.I.O.),  
ancien administrateur de la Société d'Oxygène et d'Azote (S.O.A.S.O.),  
ancien administrateur de la Société d'Oxygène et d'Azote (S.O.A.S.O.).  
Le service religieux sera célébré le vendredi 4 juillet, en l'église Saint-Pierre de Châteauneuf, à 10 h. 30.

Mme Paul Garofalo, son épouse, Jean-Paul Garofalo, Bertrand Warnier, Yolande Garofalo-Warnier, ses enfants,  
Font part du décès de :

Paul GAROFALO,  
architecte D.P.L.G.,  
le 25 juin 1975, à Paris.  
L'inhumation a eu lieu au cimetière de Passy dans la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Albert Hamel,  
M. et Mme Hervé Hamel et leurs enfants,  
Le capitaine de corvette et Mme Claude Hamel et leurs enfants,  
M. et Mme Bernard Fouquet et leur fille,  
ont la douleur de faire part du décès de :

capitaine de vaisseau Albert HAMEL,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
survenu en son domicile, le mercredi 3 juillet 1975, à l'âge de soixante-huit ans, mari des sacrements de l'Église.  
Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le samedi 5 juillet, à 14 heures,  
12, boulevard Raspail,  
75007 Paris.

M. et Mme Jean-Pierre Lequime,  
M. et Mme François Lequime,  
Jean-Philippe, Thierry, Nathalie Lequime,  
Nicolas, Martin, Raphaël Spinga, Sophie, Corinne, Bruno, Hervé Lequime,  
Mlle Germaine Loretan,  
Mme Jacques Lequime, ses enfants et petits-enfants,  
Les familles Bruno, Genevieve, Olivier, Laury, Raphaël, Lequime, Michèle, Porte, Ramon, Rüdiger, Salome, Sargent, Thévenaz, Vergnaud,  
ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Jean LEQUIME,  
survenu le 25 juin 1975.  
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
92, rue Joubert,  
Paris (17<sup>e</sup>).

Mme Jack Mauriac,  
Anne et Alain Mauriac,  
ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jack MAURICAC,  
leur mari et père,  
survenu à Grasse le 21 juin 1975, dans sa quatre-vingt-troisième année, dans la plus stricte intimité, le 25 juin 1975.  
La Tourette,  
60130 Grasse,  
avenue Foch,  
83100 Toulon.

Mme Claude Perinet et ses enfants,  
Les familles Perinet, Bousseau, Bouton, Renou et Regnaud,  
ont la douleur de faire part du décès de :

M. Claude PERINET,  
survenu à Versailles, le 3 juillet 1975, dans sa cinquante et unième année.  
Les obsèques auront lieu le vendredi 4 juillet, à 10 h. 30, en l'église Saint-Jeanne-d'Arc, à Versailles.

M. Armand Sasportes,  
M. et Mme Jacky Sasportes et leurs enfants,  
M. et Mme Paul Sasportes et leurs enfants,  
M. et Mme Claude Levy et leur fille,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Armand SASPORTES,  
née Clara Hatzel,  
l'inhumation aura lieu le vendredi 4 juillet, à 10 h. 45, au nouveau cimetière de Neuilly,  
sépulture n° 102,  
77, boulevard Kossig,  
92300 Neuilly.

Un souvenir affectueux est demandé aux amis de :

Dr H. DESCOMPS,  
à l'occasion du troisième anniversaire de sa mort.

A ceux qui l'ont connu et aimé, le souvenir de :

André VIGNEAU  
est rappelé à l'occasion du septième anniversaire de sa mort.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

Bitter Lemon  
de SCHWEPPES.  
Pour valoir nos SCHWEPPES.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

Mme Albert Hamel,  
M. et Mme Hervé Hamel et leurs enfants,  
Le capitaine de corvette et Mme Claude Hamel et leurs enfants,  
M. et Mme Bernard Fouquet et leur fille,  
ont la douleur de faire part du décès de :

capitaine de vaisseau Albert HAMEL,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
survenu en son domicile, le mercredi 3 juillet 1975, à l'âge de soixante-huit ans, mari des sacrements de l'Église.  
Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le samedi 5 juillet, à 14 heures,  
12, boulevard Raspail,  
75007 Paris.

M. et Mme Jean-Pierre Lequime,  
M. et Mme François Lequime,  
Jean-Philippe, Thierry, Nathalie Lequime,  
Nicolas, Martin, Raphaël Spinga, Sophie, Corinne, Bruno, Hervé Lequime,  
Mlle Germaine Loretan,  
Mme Jacques Lequime, ses enfants et petits-enfants,  
Les familles Bruno, Genevieve, Olivier, Laury, Raphaël, Lequime, Michèle, Porte, Ramon, Rüdiger, Salome, Sargent, Thévenaz, Vergnaud,  
ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Jean LEQUIME,  
survenu le 25 juin 1975.  
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
92, rue Joubert,  
Paris (17<sup>e</sup>).

Mme Jack Mauriac,  
Anne et Alain Mauriac,  
ont la douleur de faire part du décès de :

M. Jack MAURICAC,  
leur mari et père,  
survenu à Grasse le 21 juin 1975, dans sa quatre-vingt-troisième année, dans la plus stricte intimité, le 25 juin 1975.  
La Tourette,  
60130 Grasse,  
avenue Foch,  
83100 Toulon.

Mme Claude Perinet et ses enfants,  
Les familles Perinet, Bousseau, Bouton, Renou et Regnaud,  
ont la douleur de faire part du décès de :

M. Claude PERINET,  
survenu à Versailles, le 3 juillet 1975, dans sa cinquante et unième année.  
Les obsèques auront lieu le vendredi 4 juillet, à 10 h. 30, en l'église Saint-Jeanne-d'Arc, à Versailles.

M. Armand Sasportes,  
M. et Mme Jacky Sasportes et leurs enfants,  
M. et Mme Paul Sasportes et leurs enfants,  
M. et Mme Claude Levy et leur fille,  
Les familles parentes et alliées,  
ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Armand SASPORTES,  
née Clara Hatzel,  
l'inhumation aura lieu le vendredi 4 juillet, à 10 h. 45, au nouveau cimetière de Neuilly,  
sépulture n° 102,  
77, boulevard Kossig,  
92300 Neuilly.

Un souvenir affectueux est demandé aux amis de :

Dr H. DESCOMPS,  
à l'occasion du troisième anniversaire de sa mort.

A ceux qui l'ont connu et aimé, le souvenir de :

André VIGNEAU  
est rappelé à l'occasion du septième anniversaire de sa mort.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

On nous communique :

Le troisième anniversaire du sacrifice de Roger DEQUERRE, mort pour la France le 6 juillet 1952 au fort d'Ivry, sera marqué par les cérémonies suivantes :

Le vendredi 4 juillet 1975, à 19 heures, messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire, place des Petites-Frères, Paris (7<sup>e</sup>).

Le samedi 5 juillet 1975, à 11 heures, messe en l'église de la Vierge, dépôt de gerbes, des prières sur la tombe.

Le service de sa famille et de ses amis.

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

### Le patronat battu... et content

« Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre... » venait de dire en souriant le président du Conseil national du patronat français dans l'un des couloirs du Conseil économique et social aménagement d'origine patronale au projet d'avis sur la réforme de l'entreprise intervenant en séance plénière mercredi 2 juillet. L'enjeu était de taille. Le Conseil économique et social souhaite que chaque salarié puisse, dans l'entreprise, s'exprimer par le canal de ses représentants au comité d'entreprise, notamment et pour ce faire, il souhaite que les candidatures aux élections de cet organe essentiel de l'entreprise soient, dès le premier tour, ouvertes non seulement aux organisations représentatives, mais à tous les salariés », disait le texte.

L'argumentation patronale est connue : « La monopole syndical de présentation des candidats au premier tour de l'élection au comité d'entreprise se cristallise en 1965, car il consistait à passer la main au syndicat et l'entreprise. Il ne se justifie plus depuis qu'en 1968 la section syndicale a été établie au sein de l'entreprise. L'extension du rôle du comité d'entreprise devant donc être autorisée à une révision de sa procédure de constitution... »

Développée devant la commission Sudreau, qui ne l'a pas retenue dans son rapport, cette thèse qui vise à « distinguer les rôles de contestation et de participation » dans l'entreprise, se fait office de cheval de bataille patronal au Conseil économique et social.

Les syndicats ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, qui ont déclenché une riposte de grand style, d'une violence peu habituelle en pareil lieu. « Il est clair que votre amendement est une allocation de guerre contre les organisations syndicales les plus représentatives d'un pays », devaient lire les représentants de la C.F.D.T. « Voter contre, c'est prendre une garantie contre l'antisyndicalisme patronal. »

De son côté M. Moynet, du « groupe » de la C.G.T., du l'ira d'un ton véhément une déclaration présentée solennellement comme émanant du XXIV<sup>e</sup> congrès de cette centrale ; pendant que M. Lerdau, C.G.T.-F.O., s'indignait qu'il « voulait » permettre à l'association des pêcheurs de la ligne l'entreprise X de présenter des candidats.

Perpinois, le représentant d'entreprises nationalisées déclarait que son groupe s'abstenait : pour lui, le débat était trop fondamental pour être abordé seulement à propos de question plus générale de réforme de l'entreprise, et voudrait mieux l'aborder de fin par la voie législative. L'Union nationale des associations françaises se prononçait contre l'avis. Les agriculteurs étaient divisés. Les artisans demandaient, au plus fort de la « session », dix minutes de 3 pension de séance... pour finalement décider que chacun serait pour soi. Finalement non 40 pour cent et 49 abstentions.

L'initiative « patron » n'était pas un succès. Mais les représentants de la C.F.D.T. n'en étaient pas moins contents de ce qu'ils avaient obtenu. « L'avis est une victoire », déclarait-il.

C'est un texte qui fait à la fois la prudence d'un assemblée dont les membres s'opposent, et le laisser de nombreux conseils devant la procédure habituelle quelques peu décevante par laquelle il leur a été donné leur avis. Les vingt et un conseils économiques et sociaux régionaux sont en saisie sur ce sujet du rapport Sudreau, et n'ont pas encore donné leur avis, alors que le Conseil national doit en être fini de faire connaître le sien. Des représentants de groupe aussi bien patronaux que ceux du côté ouvrier ont remarqué que le projet de texte gouvernemental « n'est pas » qu'il s'agit de « partitionner » le rôle de la C.F.D.T. « Voter contre, c'est prendre une garantie contre l'antisyndicalisme patronal. »

De son côté M. Moynet, du « groupe » de la C.G.T., du l'ira d'un ton véhément une déclaration présentée solennellement comme émanant du XXIV<sup>e</sup> congrès de cette centrale ; pendant que M. Lerdau, C.G.T.-F.O., s'indignait qu'il « voulait » permettre à l'association des pêcheurs de la ligne l'entreprise X de présenter des candidats.

Perpinois, le représentant d'entreprises nationalisées déclarait que son groupe s'abstenait : pour lui, le débat était trop fondamental pour être abordé seulement à propos de question plus générale de réforme de l'entreprise, et voudrait mieux l'aborder de fin par la voie législative. L'Union nationale des associations françaises se prononçait contre l'avis. Les agriculteurs étaient divisés. Les artisans demandaient, au plus fort de la « session », dix minutes de 3 pension de séance... pour finalement décider que chacun serait pour soi. Finalement non 40 pour cent et 49 abstentions.

L'initiative « patron » n'était pas un succès. Mais les représentants de la C.F.D.T. n'en étaient pas moins contents de ce qu'ils avaient obtenu. « L'avis est une victoire », déclarait-il.

C'est un texte qui fait à la fois la prudence d'un assemblée dont les membres s'opposent, et le laisser de nombreux conseils devant la procédure habituelle quelques peu décevante par laquelle il leur a été donné leur avis. Les vingt et un conseils économiques et sociaux régionaux sont en saisie sur ce sujet du rapport Sudreau, et n'ont pas encore donné leur avis, alors que le Conseil national doit en être fini de faire connaître le sien. Des représentants de groupe aussi bien patronaux que ceux du côté ouvrier ont remarqué que le projet de

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

### Ne pas se tromper de crise

(Suite de la première page.)

Si l'ampleur de la dépression d'aujourd'hui n'a rien de voir avec la récession que nous connaissons aujourd'hui, sur le plan financier les différences l'emportent aussi largement sur les similitudes. Les prix et les salaires avaient chuté, en 1930-1933. C'est exactement l'inverse, aujourd'hui. Les chutes de la Bourse, pour sévères qu'elles aient été en 1970 et 1974, n'ont pas conduit aux catastrophes d'alors. Elles ne résulteraient pas du dégonflement d'une spéculation excessive, mais d'une contraction de la masse monétaire, de la déflation et de taux d'intérêts élevés. Durant les années 30, la masse monétaire s'était fortement contractée, à cause de la passivité des banques centrales, qui, devant la ruée des déposants, ne sont pas intervenues pour fournir la monnaie fiduciaire nécessaire. Aujourd'hui, la masse monétaire voit seulement son rythme de croissance se ralentir.

Dans l'analyse des différences entre la situation de 1929 et celle d'aujourd'hui, M. Maurice Bom-

mensath (2) insiste aussi — ce que l'on fait trop rarement — sur le jeu des sociétés multinationales et l'émigration des économies des pays industrialisés. Le tissu économique est doublé par un tissu financier tout aussi serré avec le marché de l'euro-dollar. Certes, on a beaucoup critiqué son fonctionnement sans contraintes : il a peut-être provoqué quelques accidents et est à dépeindre. Mais, en ses fonctions, il a permis le financement souple et rapide des premiers déficits pétroliers et évité la réaction en chaîne des mesures commerciales restrictives.

Pour cette raison et pour d'autres (tendance du marché commun), on pourra mieux aujourd'hui utiliser des coupe-circuit évitant la propagation rapide du processus dépressif du type 1929-1933 qui, partant d'une contraction boursière, s'est transmis au crédit, à la monnaie, à l'économie des États-Unis, puis s'est diffusé au niveau international avec retrait des capitaux et déclenchement des politiques protectionnistes.

### Les lunettes de Marx

« Je ne sais plus quel historien estimait que la décadence de Rome se commença le jour où Romulus se cassa le fémur », disait M. Simonet, vice-président de la commission du Marché commun, au colloque de Suresnes. Certains socialistes ont ainsi tendance à penser que le capitalisme vit constamment en crise et que celle d'aujourd'hui lui sera fatale. « Marx », a-t-il dit, « a dit que la propagation de ce schéma, l'antodestruction du système étant l'un de ses dogmes. Jusqu'ici il ne s'est pas vérifié. Il est même assez extraordinaire de constater que deux systèmes n'ont pas eu raison du capitalisme qui a relevé la tête aux États-Unis après la crise de 1929 et en Allemagne après Hitler. »

Or il ne s'agit cette fois que d'un fort ébranlement. Retenons quelques signes. Le dernier en date a trait à la réduction du commerce international. En 1974, son accroissement n'a été que de 5 % contre 15 % en 1973, et le C.A.T.T. estime que la stagnation continue de la production dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. conduira à « un fléchissement pur et simple du volume des échanges mondiaux en 1975 ».

Les excès provoquent toujours des contre-réactions, et après le développement rapide d'un quart de siècle, la chute est sévère, la réduction des importations des pays riches du fait de la hausse des prix du pétrole ayant relayé la baisse des investissements américains en Europe, stimulés jadis par la création de la C.E.E.

Sans doute, la relève pourra un jour être efficace, mais même pour de la « zone dorée » du pétrole ne peuvent faire d'infrastructure et de personnel qualifié, absorber les équipements et les marchandises qu'ils pourraient aujourd'hui se payer. Au reste, le renchérissement des produits industriels et le manque de gagner dans les ventes de pétrole, du fait de l'inflation, a écorné leurs possibilités de développement.

La réduction du taux du profit est un autre phénomène, analysé depuis longtemps par les marxistes et qui a alimenté des discussions à l'en plus finir sur « l'économie de la maturité ». Il faut le considérer de plus près aujourd'hui. Jacques Attali et A.-L. Chadeau ont déjà attiré, dans ces colonnes (3), l'attention sur cette baisse de productivité du capital que l'on peut maintenant mesurer : aux États-Unis, elle serait tombée de 50 % en huit ans. L'indice de la Citybank mesurant les bénéfices des entreprises a baissé de 40 % d'octobre 1974 à avril 1975. Mais la rapidité de cette chute, notent les experts (4), a été plus la conséquence de la disparition virtuelle des bénéfices sur stocks dus à l'inflation que celle d'une intensification de la récession. Or les causes de cette évolution ne sont pas disparables comme par enchantement, bien au contraire : les pressions des syndicats pour les augmentations de rémunération restent fortes malgré le chômage ; les charges « annexes » à la production, et qui concernent aussi bien la hausse contre la pollution que l'amélioration des conditions de travail n'auront pas tendance à se plus

tendance à reporter sur des forces qui les dépassent l'aggravation de la situation : la dislocation du système monétaire international (comme si c'était une cause et non un effet !), la lenteur de la reprise en Allemagne ou aux États-Unis, considérés comme pays-pilotes. En fait, l'absence de vision à long terme, la peur de secourir des structures économiques verrouillées, expliquent surtout l'irrésolution d'aujourd'hui. Pour reprendre un jargon propre à la défense, une stratégie « anti-cités », reposant sur la chantage, est préférée à une stratégie « anti-forces », s'attaquant directement aux causes mêmes de l'inflation de notre société.

Le capitalisme est sur la défensive, mais c'est une illusion de penser qu'il courra de sa belle mort, qu'il tombera de l'arbre économique comme un fruit trop mûr, et que le bourgeois socialiste pourra prendre sa place tout naturellement. Les signes que nous avons relevés (détérioration du commerce international, abaissement du taux de profit, endettement excessif des entreprises, notamment s'inscrivent bien dans la perspective marxiste de décadence du système, mais les centres vives ne sont pas atteints, et même ces signes ne sont pas les plus importants pour lire la « crise » d'aujourd'hui. Comment l'expliquer, le déréglage auquel nous assistons ?

PIERRE DROUIN.

Prochain article :

TROIS RÉCIFS

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### M. CEYRAC : les chiens policiers dans l'entreprise sont une imprudence psychologique.

« La question : « Que pensez-vous de l'offensive C.G.T.-C.F.D.T. sur la répression patronale ? », M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., a répondu le 3 juillet, à notre confrère les Échos : « On se moque du monde. La propriété, jusqu'à nouvel ordre, mérite d'être défendue. Quand il s'agit d'une usine, cette responsabilité est encore plus grande parce qu'il s'agit d'un instrument de travail qui fait vivre un grand nombre de personnes. (...) Les entreprises ont toujours disposé de services de gardiennage et de sécurité tels que les pompiers. Ces services ont des responsabilités particulières dans les périodes critiques : cela est normal. Lorsque dans certaines entreprises le service de gardiennage est insuffisant, dans les périodes agitées notamment, on fait appel à des services supplémentaires. On a marqué que certains sont venus avec des chiens policiers, je trouve personnellement que, c'est, une imprudence psychologique. »

« La question : « Que pensez-vous de la surveillance qui a les faveurs de M. Sureau ? », M. Ceyrac a répondu : « L'assimilation des conseils de surveillance aux conseils d'administration n'est pas justifiée. Le terme n'est pas bon, et ne résoudra rien. Il n'y a pas de limite précise entre surveillance et gestion, et qui dit surveillance dit en fait coopération. Si vraiment il y a un dialogue économique à installer, ce n'est pas au niveau des conseils d'administration qu'il faut agir, mais par la voie beaucoup plus difficile, du comité d'entreprise. »

### Dans son projet d'avis au Conseil économique M. Malterre se prononce pour une relance « prudente » de la consommation

Le Conseil économique et social examinera, le mercredi 9 et jeudi 10 juillet, la conjoncture française sur la base de deux rapports présentés, l'un par M. Constantin Longovoy sur l'« État de la situation économique », l'autre, par M. André Malterre, intitulé « Prévisions et politiques économiques ». M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Économie et des Finances, doit intervenir au cours de la séance d'ouverture, avant que le scrutin n'ait lieu, le lendemain, sur le projet d'avis de M. Malterre.

« La France connaît, comme la plupart des pays développés, une situation de crise telle qu'elle n'avait pas observée depuis la fin de la dernière guerre tant en ce qui concerne la chute de l'activité que la gravité des problèmes de l'emploi », souligne M. Longovoy, avant de conclure : « Les quelques données positives ne permettent pas d'affirmer qu'il y ait aujourd'hui des signes certains d'une reprise prochaine. » De son côté, M. Malterre indique : « Il est à craindre,

même dans l'hypothèse optimiste, que la reprise ne s'amorce réellement que l'an prochain, ce qui rend encore plus difficiles les perspectives de l'emploi. » Pour 1976, « on ne peut, selon lui, escompter en mieux qu'une croissance très limitée. »

Afin de redresser cette situation, « si une relance brutale et indifférenciée de la consommation comporte un risque certain de stimulation de l'inflation, il reste, souligne M. Malterre dans son projet d'avis, qu'une relance prudente et modulée est devenue aujourd'hui nécessaire. Le rapporteur se prononce notamment en faveur de certaines mesures sociales : majoration complémentaire du S.M.I.C. du minimum vieillesse, des prestations familiales et des aides publiques au chômage. Par ailleurs, « des mesures spécifiques sont indispensables dans le domaine de l'emploi. Il demeure nécessaire de poursuivre les objectifs de réduction de la durée du travail et de l'avancement de l'âge de la retraite. Il faudra conjointement prendre des mesures susceptibles d'améliorer les conditions de travail, et rechercher une meilleure adaptation entre demandes et offres d'emploi par le développement de la formation continue. »

M. Malterre estime également « nécessaire d'accroître au maximum l'engagement des commandes publiques et le paiement des marchés de l'État ». Enfin, pour lui, « la politique conjoncturelle doit contribuer à la transformation progressive du type de croissance en stimulant la création d'emplois, notamment dans les industries d'équipement et les industries exportatrices, les industries agricoles et alimentaires, et en accentuant le développement des services collectifs. »

● M. FRANÇOIS DE WISSOCQ, ingénieur en chef des mines a été nommé, par décret paru au Journal officiel du 2 juillet 1975, directeur des mines au ministère de l'Industrie et de la Recherche, une nouvelle direction qui remplace celle de la technologie, de l'environnement industriel et des mines. La fonction d'adjoint au délégué général de l'énergie, qu'occupait M. de Wissocq, sera désormais assurée par M. Gérard Renon, ingénieur en chef des mines. M. Renon était chargé de mission à la délégation à l'énergie.

● LE LICENCIEMENT DE QUATRE DIRIGEANTS C.G.T. ET C.F.D.T. D'USINOR-DUNKERQUE a été refusé, le 3 juillet, par l'inspection du travail. La direction le réclamait pour « violence et entraves à la liberté de travail ». La C.G.T. et la C.F.D.T. réclament la réintégration de sept titres salariés et licenciés pour « motifs identiques ». Lors des grèves du printemps dernier (le Monde du 9 mai et du juin).

**5, Av. Hoche**  
A l'une des adresses les plus prestigieuses de Paris, 5, Av. de bureaux à louer (divisibles). Une diversité de surfaces exceptionnelle.  
Hampton & Sons sa. 225.50.35.

**SOLDES**  
**GUY LAROCHE**  
MONSIEUR  
30 FBG ST-HONORE  
aujourd'hui et jours suivants

**VOL = SACCAGE**  
PROTÉGEZ VOTRE MAISON OU VOTRE APPARTEMENT AVEC « CEIL 3000 »  
SYSTÈME ANTIVOL COMPLET

- AUTONOME
- AUTO-PROTÉGÉ
- UTILISANT LA TECHNIQUE DES ULTRA-SONS
- ENCOMBREMENT MINIMUM A INSTALLER PAR VOUS

Pour tous renseignements téléphoner à : 893-06-45 - 828-49-97 ou écrire à : SYSPRO, 55 bis, rue du 8-Mai-1945, 94700 MAISONS-ALFORT

NOM : .....  
ADRESSE : .....  
Secteur Postal : .....  
VILLE : .....

(2) Note de Copie - Économie : « Comprendre et gérer la crise actuelle ». Or les causes de cette situation ne sont pas disparables comme par enchantement, bien au contraire : les pressions des syndicats pour les augmentations de rémunération restent fortes malgré le chômage ; les charges « annexes » à la production, et qui concernent aussi bien la hausse contre la pollution que l'amélioration des conditions de travail n'auront pas tendance à se plus

(3) Voir le Monde des 4 janvier et 17 juin 1975.

(4) Bulletin économique mensuel de la Fiat National City Bank de mai 1975.

(5) Inflation, dans « L'économiste » (collaboration avec P. Perroux et H. Bouguinot), N.R.F., coll. « Idées nouvelles ».

**EDEP**  
École de Direction d'Entreprises de Paris

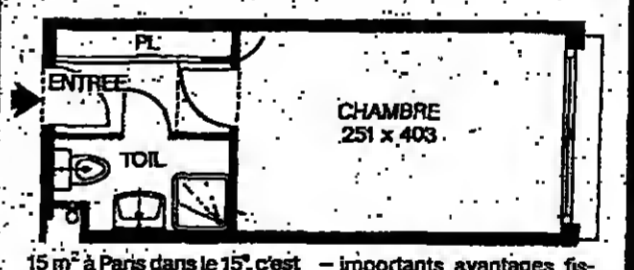
GESTION COMPTABILITÉ MARKETING

Préparation en 3 ans après le bac ou diplômes d'État :

- MAÎTRISE DE GESTION
- D.E.C.S.
- B.T.S. :
  - Distribution et gestion commerciale,
  - Comptabilité et gestion d'entreprise.

130, rue de Clignancourt  
75018 PARIS M<sup>e</sup> Simpson  
252-27-27 +

**un excellent investissement commence à 15 m<sup>2</sup>**



15 m<sup>2</sup> à Paris dans le 15<sup>e</sup>, c'est un excellent investissement avec un rendement locatif intéressant :  
- révalorisation constante de votre capital.  
- rendement locatif de votre acquisition (loyer d'environ 550 F/mois).

— importants avantages fiscaux liés aux emprunts en cas d'investissement locatif.  
— 3 bonnes raisons pour investir dans le 15<sup>e</sup>.  
— 3 bonnes raisons pour investir dans 15 m<sup>2</sup>.  
— Les petites surfaces ont de grands avantages.

**BDYEMIS**  
37 rue Blomet Paris 15<sup>e</sup>  
Il y a aussi des appartements de studio à 5 pièces.

**OGEFI**  
HABITATION  
TÉL. 705.37.10

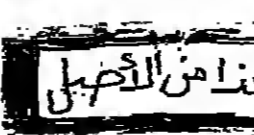
Université Paris-I Panthéon-Sorbonne  
Institut d'Administration des Entreprises

**FORMATION A LA GESTION**

Enseignement par petits groupes animés par des Cadres d'Entreprises. Réservé à des diplômés du second cycle ou à des cadres. Prix de la scolarité : 98 francs.

- FORMATION GÉNÉRALE
  - Cycle long : cours du soir, ou cours d'une demi-journée par semaine sur deux années universitaires.
  - Cycle court : enseignement à plein temps sur une année universitaire.
 Études sanctionnées par un Diplôme National de 3<sup>e</sup> Cycle (D.E.S.S. : C.A.A.E.).
- FORMATION SPÉCIALISÉE
  - Cours de personnel : cours de soir sur deux années universitaires pour cadres d'entreprises.
 Études sanctionnées par un Diplôme National de 3<sup>e</sup> Cycle (D.E.S.S.).
- TESTS D'ENTRÉE LE 27 SEPTEMBRE 1975  
DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS : 15 SEPTEMBRE.

TOUS RENSEIGNEMENTS :  
I.A.E., 102, rue Saint-Charles, Paris-20<sup>e</sup>, Tél. 4-89-81-16 et 61-30, p. 333.



# LA VIE ÉCONOMIQUE

## AFFAIRES

### ATO pourrait coopérer avec l'E.M.C. et C.D.F.-Chimie

ATO-Chimie, filiale du groupe Aquitaine et d'Elf-Erap, ou une autre firme chimique, pourrait s'associer au montage industriel formé par l'Entreprise minière et chimique (E.M.C.) et C.D.F.-Chimie (Le Monde - des 23, 23 et 24 juin).

M. Prada, président du directeur de l'E.M.C., n'en a pas exclu l'éventualité lors de la conférence annuelle de la société, et des contacts périodiques ont lieu à ce propos au ministère de l'Industrie entre les responsables des trois entreprises. Si tel était le cas, ATO pourrait alors renoncer à s'associer avec le hollandais AKZO pour la construction d'un vapo-craqueur à Gontreville.

Avec ou sans ATO, l'accord conclu par les deux sociétés, qui se matérialisera dans un premier temps par le partage du capital

de l'Artésienne du Vinyle, initialement filiale à 100 % de C.D.F.-Chimie, donnera naissance d'ici à la fin de la décennie à une plateforme chimique sur le site alsacien de Fessenheim (Haut-Rhin). Cette plate-forme comprendra un atelier de chlorure — celui-ci absorbera 450 000 tonnes de sel résiduaires (15 % au total) provenant des mines de potasse d'Alsace, — une unité de chlorure de vinyle monomère de 300 000 tonnes/an et une unité de P.V.C. de 150 000 tonnes/an.

La décision de construire cet ouvrage revêt une importance particulière à la fabrication du P.V.C. sera fournie par C.D.F.-Chimie à partir de ses installations de Carling (Moselle). Elle implique l'abandon du projet d'usine de P.V.C. à Tessenderlo (Belgique).

L'instar de M. Peitremengin, président de C.D.F.-Chimie, M. Prada n'est pas favorable à une concentration, lui préférant des accords au coup par coup. Non qu'il soit opposé à une fusion dans la mesure où elle permettrait de parvenir à un meilleur équilibre industriel. Mais parce qu'une telle opération entraînerait une perte de dynamisme, préjudiciable à la bonne marche des affaires et qu'il y a mieux à faire en exploitant les complémentarités des deux firmes. Les pouvoirs publics, au reste, ne paraissent pas désireux, dans l'immédiat, de faciliter la poursuite de l'E.M.C. et C.D.F.-Chimie sur cette voie. — A.D.

## AGRICULTURE

### Pour résorber les excédents

#### DU SUCRE DE RAISIN ?

Pourquoi distiller les mauvais vins alors qu'il est possible de faire du sucre à partir du raisin ? demande l'association pour la promotion industrie-agriculture (APIA). Pas ce mauvais sucre dont les Français ont goûté sous l'occupation, mais un liquide sucré, qui d'apparence fort au goût de canne et qui est obtenu à partir du jus de raisin traité puis concentré pour contenir finalement 51 % de fructose et 45 % de glucose.

Le procédé est expérimenté depuis deux ans par la société Transcom, en Grèce. Il permettrait, d'après les responsables de l'APIA, d'importer des économies. Cette année, près de 10 millions d'hectolitres de vin ont été envoyés à la champagne. Le million d'hectolitres d'alcool pur, produit de la distillation, est acheté à près de 9 francs le litre par le service des alcools. Mais le prix mondial n'est que de 4,50 francs, ce qui entraîne la différence à la charge des finances publiques. Or les 10 millions d'hectolitres de vin seraient en fait de 200 000 tonnes de sucre, ce qui représenterait, au prix de 2,30 francs le kilo, un chiffre d'affaires de 460 millions de francs. En outre, ce sucre aurait pu être utilisé pour la chaptalisation des vins de faible degré, opération qui nécessite généralement plus de 250 000 tonnes de saccharose chaque année.

On aurait ainsi fait coup double : l'amélioration de la situation du vigneron et de la qualité des vins ; la possibilité de dégager un important surcroît pour l'exportation sur le marché mondial du sucre déficitaire. Ce projet a rencontré un accueil très favorable en ministère de l'Agriculture. Il reste maintenant à trouver les fonds pour réaliser dans le Midi l'unité pilote qui produirait 3 tonnes de sucre par jour.

## AUTOMOBILE

### CITROËN NE RENONCE PAS AUX VOITURES DE PRESTIGE

Avec la disparition des DS, et notamment de la DS 23, la question était posée de savoir si Citroën renoncerait en même temps aux voitures de prestige. Une réponse vient d'être donnée hier par la firme au double chevron qui annonce la sortie dans les six mois d'une nouvelle CX appelée précisément Prestige.

Allongée de 27 centimètres par rapport aux CX de série normale (longueur hors tout : 4,91 m), l'habitabilité arrière du nouveau véhicule a été augmentée et l'isolation phonique et thermique améliorée. La ligne est éfilée et basse. Le moteur choisi est le quatre cylindres de 2,35 litres qui fournit 115 chevaux à 5 750 tours/mi- nute. Son couple donne 13,7 m. kg à 3 300 tours. Mêmes caractéristiques donc que le moteur de la DS 23. Destinée à remplacer le modèle dans les cortèges officiels, la CX Prestige sera vendue environ 55 000 francs. Citroën expose durant trois jours, les 3, 4 et 5 juillet, la dernière-née dans son hall d'exposition aux Champs-Élysées à Paris.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PUBLICIS S.A.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 30 juin dernier au siège social de la société, le conseil d'administration a présenté les comptes de la holding et du groupe.

Le réajustement de la croissance économique conjugué à une aggravation du courant inflationniste a pesé sur les décisions d'investissement des entreprises. La réduction des budgets publicitaires, le freinage du lancement de produits nouveaux et la tendance à différer la mise en application de programmes d'action commerciale, ont eu des répercussions directes tant sur l'activité des agences de publicité que des régies.

Depuis lors, le groupe a redoublé d'efforts dans tous les domaines de son activité, à cette conjoncture grâce à son extension géographique au-delà des frontières et à la diversification de ses activités.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a atteint un montant de 1 224 073 313 F contre 1 118 222 243 F contre 927 028 F (dont 842 229 F de plus-values nettes sur immobilisations sinistrées).

En France, les filiales dont nous ne retenons que les plus importantes ont divisément ressenti la conjoncture :

— Publicis Conseil a enregistré un chiffre d'affaires (hors taxes) de 279,7 millions de francs contre 217,7 millions en 1974. Cette hausse reflète non pas une perte de clientèle, la baisse des commandes de budgets étant restée positivement, mais la contraction des dépenses publicitaires des annonceurs. Après le pré-lèvement exceptionnel de 140 883 F, le bénéfice net s'est inscrit à 322 013 F contre 125 177 F de plus-values nettes sur immobilisations sinistrées ;

— Régie Presse, dont l'exploitation est le complément du renouvellement de conjoncture dans la presse, aggravée par les effets de la grève

des communications, a réalisé un chiffre d'affaires (hors taxes) de 412,3 millions de francs contre 422,5 millions et un bénéfice net (après le pré-lèvement exceptionnel de 322 013 F) de 1 181 013 F contre 1 022 079 F (dont 856 483 F de plus-values nettes sur immobilisations sinistrées) ;

— Drugstores Publicis ont vu leur chiffre d'affaires (hors taxes) passer de 46,7 millions de francs en 1974 à 54 millions de francs. Toutefois, privée pendant la quasi-totalité de l'année dernière de son principal établissement, la Drugstore de Champe-Élysées, la société a enregistré une perte de 2 143 503 F après 31 642 F de moins-values exceptionnelles de l'impôt sur les sociétés contre un bénéfice de 2 818 885 F (dont 2 143 503 F de plus-values nettes sur immobilisations sinistrées).

En plan international, le réseau d'agences Internacomm-Farner a réalisé au total un chiffre d'affaires de 22 millions de francs contre 17,5 millions de francs en 1974, dégageant un bénéfice net de 1,95 million de francs contre 1,74 million de francs en 1974. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a atteint 4 925 448 F. Ce chiffre se compare à celui de 4 718 F hors plus-values, l'année précédente.

Le bénéfice net de la holding Publicis S.A., après impôt et provisions, ressort à 435 millions de francs, compte tenu de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés de 125 177 F. Ce chiffre se compare à celui de 3 millions de francs en 1974, hors plus-values nettes de 125 177 F de moins-values provenant des indemnités relatives aux immobilisations sinistrées et de certaines opérations de cessions de participations.

L'assemblée générale a décidé que le dividende à distribuer sera de 100 F nominal assorti d'un avenant fiscal de 2,50 F, sera mis en paiement le 15 septembre 1975, à hauteur de 102,50 F par action contre un coupon de 100 F.

— Régie Presse, dont l'exploitation est le complément du renouvellement de conjoncture dans la presse, aggravée par les effets de la grève

## RECHERCHE ET EXPANSION THERAPEUTIQUE INTERNATIONALE R.E.T.I.

Le groupe R.E.T.I. a réalisé pour les six premiers mois de l'exercice 1974-1975 un chiffre d'affaires consolidé de 118 822 000 francs contre 107 700 000 francs en 1973. Ce chiffre d'affaires est le résultat de l'exercice précédent, soit une augmentation de 24,1 %.

Le bénéfice consolidé s'élevait à 6 044 000 francs contre 4 089 000 francs pour le premier semestre 1973-1974, soit une augmentation de 48,3 %. Ce chiffre d'affaires est dû à la fois à un accroissement du nombre d'unités vendues de 3,7 % et à un montant des redevances plus élevées.

Durant cette période, le groupe R.E.T.I. a développé son activité internationale, mais en raison de la situation sur le marché des changes, il a dû simultanément subir des différences de change d'un montant total de 949 000 francs essentiellement sur les ventes de matériels et de produits. Compte tenu d'autres parts d'un complément de provision de participation des associés de 600 000 F pour l'exercice 1973-1974 et d'une charge d'impôt sur les sociétés de 2 763 000 francs, le bénéfice net consolidé s'élevait à 2 281 000 francs contre 3 010 000 francs contre 3 631 000 francs pour l'exercice précédent.

La répartition de l'augmentation de 20 % du chiffre d'affaires consolidé pour l'ensemble de l'exercice 1974-1975, démontre la composition de la réalisation d'une progression parallèle du bénéfice dépendant pour une large part des répercussions de l'évolution du marché des changes sur les ventes du groupe à l'étranger.

La répartition de l'augmentation de 20 % du chiffre d'affaires consolidé, le groupe R.E.T.I. a promu une nouvelle forme d'un antitrust basé sur la formule « R.E.T.I. », plus un produit entièrement nouveau destiné au traitement des affections des yeux. Ces deux nouveaux produits ont rencontré un vif succès dépassant largement les prévisions.

## COMPAGNIES D'ASSURANCES LA PROTECTRICE

Les compagnies d'assurances « La Protectrice » ont tenu leurs assemblées générales le 30 juin 1975 sous la présidence de M. Henri Ross.

### LA PROTECTRICE I.A.R.D.

L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui, après contribution exceptionnelle de 1 million de francs, ont dégagé un bénéfice net de 1 138 764 F formant un bénéfice disponible de 2 103 638 F (contre 1 975 375 F l'exercice précédent).

Sur ce montant, l'assemblée a décidé d'attribuer 6 750 000 F à diverses réserves dont 1 500 000 F à la réserve de 10 millions de francs et 5 250 000 F à une réserve pour fluctuation des valeurs mobilières et de répartir aux actionnaires un dividende de 100 F par action contre un coupon de 100 F.

Le chiffre d'affaires réalisé par la compagnie en 1974 a été de 1 138 764 F contre 1 022 079 F en 1973, soit une augmentation de 11,3 %.

### LA PROTECTRICE VIE

L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui, après constatation des diverses provisions réglementées d'une provision pour participation des salariés de 55 000 F font ressortir un bénéfice net de 1 222 000 F contre 1 130 227 F l'exercice précédent.

Sur le bénéfice disponible qui s'élevait à 1 222 000 F, l'assemblée a décidé d'attribuer une somme de 750 000 F à une réserve pour fluctuation des valeurs mobilières et de répartir un dividende total de 900 000 F.

Le chiffre d'affaires réalisé par la compagnie en 1974 a été de 1 222 000 F contre 1 130 227 F en 1973, soit une augmentation de 8,1 %.

## Poclair

Un accord a été signé le semaine dernière entre Veiro EM AB, Suède, et Poclair S.A. France. Cet accord vise à établir une coopération dans le domaine de la commercialisation des matériels de travaux publics et des engins forestiers en France, en Suède, en Allemagne de l'Ouest, et en Autriche.

Cette coopération, qui deviendra effective en 1976, signifie que Poclair S.A. reprendra la distribution des produits Veiro EM en France. Veiro EM reprendra la distribution des produits Poclair en Suède et rachètera la filiale de Poclair en Autriche, Poclair AB.

En Allemagne de l'Ouest, la filiale Poclair AB reprendra la distribution des produits Veiro EM ; En Autriche, une nouvelle filiale sera créée au Veiro EM AB.

Les deux directeurs généraux des deux sociétés, M. Lars Christian Eriksson et M. Pierre Bataille, ont commenté l'accord en ces termes : « Ce qui est important, c'est que nous pouvons offrir à notre clientèle une gamme plus complète de produits. Le programme combiné des deux sociétés correspond à des applications identiques et se complète dans le domaine des matériels de travaux publics et des engins forestiers. Grâce à une meilleure utilisation des ressources et à une efficacité accrue, la même organisation assurera le service après-vente, la location ainsi que le service du produit et l'approvisionnement des pièces détachées.

La société suédoise Veiro EM AB, créée en 1932, est depuis 1950 détenue à 100 % par AB Veiro. Veiro EM est l'un des premiers constructeurs mondiaux de chargeurs sur pneus, de dumpers articulés et d'engins forestiers. La société a également des tracteurs agricoles et de moissonneuses-batteuses. La coopération entre Veiro EM et Poclair S.A. ne concerne pas le matériel agricole.

Veiro EM dispose de quatre usines en Suède. En 1974, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 1 349 millions de couronnes suédoises. Les exportations représentent 60 % du total. Le matériel de travaux publics et les engins forestiers représentent environ 20 % de ventes de Veiro EM.

Poclair S.A. a été créée en 1928. Depuis lors, elle a été développée rapidement et est aujourd'hui le principal constructeur mondial de pelles hydrauliques à chenilles et sur pneus, ainsi qu'une gamme de douze grues mobiles.

Les usines Poclair et les fabrications après-vente sont réparties dans quinze pays différents. Le groupe Poclair a réalisé en 1974 un chiffre d'affaires de 1,945 milliard de francs français.

## PIERREFITTE-AUBY

Les assemblées ordinaires et extraordinaires se sont tenues le 30 juin 1975 sous la présidence de M. Paul Faclair, président du conseil d'administration.

L'assemblée ordinaire a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment l'attribution d'un dividende de 31 décembre 1974, d'un montant exceptionnel de six mois. Les comptes de cet exercice ont dégagé un bénéfice net, après plus ou moins-values à long terme, et après impôts, de 12 691 000 F. Les déclarations aux comptes d'amortissement et aux comptes de provisions ont été respectivement de 4 343 000 F et 3 796 000 F ; cette dernière comprend essentiellement la dotation à la provision pour hausse des cotisations d'un montant de 2 930 000 F.

Le dividende net de 3 F par action, formé avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), a un revenu global de 4,50 F, sera mis en paiement le 10 septembre 1975, contre un coupon de 3 F.

L'assemblée extraordinaire a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment l'attribution d'un dividende de 31 décembre 1974, d'un montant exceptionnel de six mois. Les comptes de cet exercice ont dégagé un bénéfice net, après plus ou moins-values à long terme, et après impôts, de 12 691 000 F. Les déclarations aux comptes d'amortissement et aux comptes de provisions ont été respectivement de 4 343 000 F et 3 796 000 F ; cette dernière comprend essentiellement la dotation à la provision pour hausse des cotisations d'un montant de 2 930 000 F.

Le dividende net de 3 F par action, formé avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), a un revenu global de 4,50 F, sera mis en paiement le 10 septembre 1975, contre un coupon de 3 F.

L'assemblée extraordinaire a approuvé l'ensemble des résolutions présentées et notamment l'attribution d'un dividende de 31 décembre 1974, d'un montant exceptionnel de six mois. Les comptes de cet exercice ont dégagé un bénéfice net, après plus ou moins-values à long terme, et après impôts, de 12 691 000 F. Les déclarations aux comptes d'amortissement et aux comptes de provisions ont été respectivement de 4 343 000 F et 3 796 000 F ; cette dernière comprend essentiellement la dotation à la provision pour hausse des cotisations d'un montant de 2 930 000 F.

## SICAVIMMO

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire le 26 juin 1975 sous la présidence de M. Louis de Pages de Laborie ont approuvé l'ensemble des comptes de l'exercice 1974-1975 qui ont dégagé un bénéfice net de 3 100 000 F contre 2 088 F contre 2 088 F contre 2 088 F contre 2 088 F.

Mis en paiement dès le 27 juin 1975, le dividende par est de 2,30 F dontant compte du crédit d'impôt, soit un revenu global de 2,83 F contre 2,30 F.

Le dividende est réparti en trois coupons n° 10, 11 et 12. Le n° 10, de 0,97 F contre 1,00 F contre 1,00 F contre 1,00 F. Le n° 11, de 1,14 F (crédit d'impôt de 0,18 F) représentant les 2/3 du dividende. Le n° 12, de 0,59 F (crédit d'impôt de 0,41 F).

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire le 26 juin 1975 sous la présidence de M. Louis de Pages de Laborie ont approuvé l'ensemble des comptes de l'exercice 1974-1975 qui ont dégagé un bénéfice net de 3 100 000 F contre 2 088 F contre 2 088 F contre 2 088 F.

Mis en paiement dès le 27 juin 1975, le dividende par est de 2,30 F dontant compte du crédit d'impôt, soit un revenu global de 2,83 F contre 2,30 F.

Le dividende est réparti en trois coupons n° 10, 11 et 12. Le n° 10, de 0,97 F contre 1,00 F contre 1,00 F contre 1,00 F. Le n° 11, de 1,14 F (crédit d'impôt de 0,18 F) représentant les 2/3 du dividende. Le n° 12, de 0,59 F (crédit d'impôt de 0,41 F).

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire le 26 juin 1975 sous la présidence de M. Louis de Pages de Laborie ont approuvé l'ensemble des comptes de l'exercice 1974-1975 qui ont dégagé un bénéfice net de 3 100 000 F contre 2 088 F contre 2 088 F contre 2 088 F.

Mis en paiement dès le 27 juin 1975, le dividende par est de 2,30 F dontant compte du crédit d'impôt, soit un revenu global de 2,83 F contre 2,30 F.

Le dividende est réparti en trois coupons n° 10, 11 et 12. Le n° 10, de 0,97 F contre 1,00 F contre 1,00 F contre 1,00 F. Le n° 11, de 1,14 F (crédit d'impôt de 0,18 F) représentant les 2/3 du dividende. Le n° 12, de 0,59 F (crédit d'impôt de 0,41 F).

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire le 26 juin 1975 sous la présidence de M. Louis de Pages de Laborie ont approuvé l'ensemble des comptes de l'exercice 1974-1975 qui ont dégagé un bénéfice net de 3 100 000 F contre 2 088 F contre 2 088 F contre 2 088 F.

Mis en paiement dès le 27 juin 1975, le dividende par est de 2,30 F dontant compte du crédit d'impôt, soit un revenu global de 2,83 F contre 2,30 F.

Le dividende est réparti en trois coupons n° 10, 11 et 12. Le n° 10, de 0,97 F contre 1,00 F contre 1,00 F contre 1,00 F. Le n° 11, de 1,14 F (crédit d'impôt de 0,18 F) représentant les 2/3 du dividende. Le n° 12, de 0,59 F (crédit d'impôt de 0,41 F).

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire le 26 juin 1975 sous la présidence de M. Louis de Pages de Laborie ont approuvé l'ensemble des comptes de l'exercice 1974-1975 qui ont dégagé un bénéfice net de 3 100 000 F contre 2 088 F contre 2 088 F contre 2 088 F.

Mis en paiement dès le 27 juin 1975, le dividende par est de 2,30 F dontant compte du crédit d'impôt, soit un revenu global de 2,83 F contre 2,30 F.

Le dividende est réparti en trois coupons n° 10, 11 et 12. Le n° 10, de 0,97 F contre 1,00 F contre 1,00 F contre 1,00 F. Le n° 11, de 1,14 F (crédit d'impôt de 0,18 F) représentant les 2/3 du dividende. Le n° 12, de 0,59 F (crédit d'impôt de 0,41 F).

## Vous avez votre Bac vous pouvez entrer à

# IPAG

PARIS

INSTITUT DE PRÉPARATION A L'ADMINISTRATION ET A LA GESTION  
reconnu par l'état qui alterne  
la vie d'étudiant et la vie d'entreprise

En trois années d'études, l'IPAG fait de vous un gestionnaire recherché, parce que vous avez déjà acquis de la pratique dans les entreprises en plus de vos études. Votre vie d'étudiant sera répartie ainsi :

	1 <sup>re</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année
1 <sup>er</sup> trimestre	stage ouvrier	séminaires de gestion	stage cadre
2 <sup>e</sup> trimestre	techniques de base	études en entreprise	spécialisation
3 <sup>e</sup> trimestre	stage vente	séminaires de gestion	stage U.S.A.

La formation de l'IPAG est assurée par des pédagogues, hommes d'entreprise. Ils emploient les méthodes pédagogiques les plus efficaces : travail en groupes restreints, études de cas, simulations et jeux d'entreprise. Ils disposent d'installations et de matériels techniques très actuels : console d'ordinateur, laboratoire de langues, magnétoscopes, etc...

Les entreprises de toutes tailles recherchent de plus en plus des hommes et des femmes rompus aux problèmes d'administration et de gestion. Vous pouvez être de ceux-là. Si vous désirez être reçu par l'un des membres de l'équipe pédagogique ou avoir plus d'informations, téléphonez au 222.08.55 et 222.11.53.

**IPAG**  
ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNOLOGIQUE SUPÉRIEUR RECONNU PAR L'ÉTAT  
184, BOULEVARD SAINT-GERMAIN 75006 PARIS  
**222.08.55 / 222.11.53**

(Publité)

« Appel d'idées sur la réduction du bruit, de la pollution et de la consommation d'énergie des véhicules. »

L'INSTITUT DE RECHERCHE DES TRANSPORTS LANCE UN APPEL D'IDÉE POUR DES PROJETS DE RECHERCHE RELATIFS AUX VÉHICULES AUTOMOBILES, AUTOMOBILES, POIDS LOURDS ET MOTOCYCLETTES SUR DES THÈMES RELATIFS AUX NUISANCES ET À LA CONSOMMATION.

LE DOSSIER POURRA ÊTRE DEMANDÉ A L'I.R.T. - CENTRE D'ÉVALUATION ET DE RECHERCHES DES NUISANCES - 109, avenue Salvador-Allende 69500 BRON

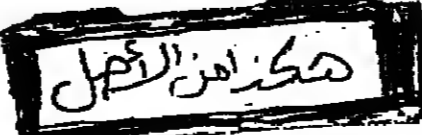
Le date limite de remise des propositions est fixée au 15 SEPTEMBRE 1975

## COMPAGNIE PARISIENNE DE REESCOMPTE

En raison de l'évolution favorable des résultats de l'exercice en cours, le conseil d'administration de la Compagnie parisienne de réescompte, usant des pouvoirs accordés par les assemblées des 2 avril 1974 et 20 avril 1975, a, sur proposition de son président, M. René Camou, décidé de verser aux réserves de 15 millions de francs, le chiffre d'affaires de l'exercice 1974-1975, le capital de la société s'élevait à 100 millions de francs et le dividende net de 100 F par action sera mis en paiement le 15 septembre 1975.

## GRANDS MOULINS DE PARIS

Au cours de l'exercice 1974, le groupe industriel des Grands Moulins de Paris a réalisé un chiffre d'affaires de 1 083 000 F contre 1 083 000 F contre 1 083 000 F contre 1 083 000 F. Son chiffre d'affaires est de 1 083 000 F contre 1 083 000 F contre 1 083 000 F contre 1 083 000 F.



LES MARCHÉS FINANCIERS

S SOC clain

PARIS

La baisse s'accroît... Le mouvement de baisse qui s'était amorcé mercredi, en clôture, s'accroît à l'ouverture...

LONDRES

Table of stock market data for London, including columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours'.

NEW YORK

Table of stock market data for New York, including columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours'.

Table of 'INDICES QUOTIDIENS' for Paris, listing various indices and their values.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

L'ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE... Pour la première fois de son histoire, la société réalise un bénéfice net en 1973...

Table of 'INDICES QUOTIDIENS' for London and New York.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for the Dollar in Tokyo, with columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours'.

Main table of stock market data for various international markets, including columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Dernier cours'.

RSE DE PARIS - 2 JUILLET - COMPTANT

Table of stock market data for the Paris stock exchange, listing various companies and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table of stock market data for the 'Marché à Terme' (Term Market), listing various companies and their prices.

LE BREVET DE DÉBIT EN CAS DE MORT

Le brevet de débit en cas de mort... Les erreurs peuvent être évitées... Les cotations des valeurs sont en francs.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including columns for 'COTE DES CHANGES' and 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR'.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including columns for 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR' and 'COTE DES CHANGES'.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. **DIPLOMATIE** — La ton monte à la C.S.C.E.
- 2-3. **EUROPE** — GRANDE-BRETAGNE : la gauche travailliste se mobilise contre la plus anti-inflationniste.
- PORTUGAL : les grévistes de Radio-Renaissance refusent l'ordre d'évacuation du gouvernement.
- Le Tarcus après Chypre (II), par Méric Delort.
- LIBRES OPINIONS : « Avocat de la défense », par Jean Savaud.
- 4. **AMÉRIQUES** — CANADA : M. Parizeau veut établir un lien de coopération franco-québécoise.
- 4-5. **AFRIQUE** — CHINE : en combattant l'hégémonie en Asie, Pékin vise d'abord l'A.R.S.S. et les milieux conservateurs japonais.
- 6. **PROCHE-ORIENT** — LIBAN : l'évolution de la situation.

### 7 à 16. LES ÉMIRATS ARABES UNIS

**LE MONDE DES LIVRES**  
Pages 17 à 22

LE FEUILLETON de B. Potrot-Delpech : Jean Maitier et André Groussin.

LITTÉRATURE EN CRÉTIQUE : Dario Nicotri ; un héritier de Noddy et de Nerval.

POÉSIE : Les mots en liberté de Marjorie Massaguer.

REVUES : La culture chinoise d'aujourd'hui — « Le Grand Livre rouge » de Mao Tse-toung.

LETRES ÉTRANGÈRES : Les ballades de Miralay Karajic — Giuseppe Bonaviri entre le fantastique et l'apologue.

DOCUMENTS : Ouvrages sur la vie en prison en France et aux États-Unis.

### 23. POLITIQUE

— LIBRES OPINIONS : « Parodie législative », par Pierre Marcellin.

### 24. JUSTICE

— ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS — LA RÉGION PARISIENNE : le mise à jour de schéma directeur.

### 26-27. ARTS ET SPECTACLES

— MUSIQUE : « La Huitième Symphonie de Mahler et les œuvres de Salti ».

— CULTURE : « un film japonais interdit pour violence ».

### 27. SPORTS

— TENNIS : le Tournoi de Wimbledon.

— CYCLISME : le Tour de France.

### 28. SOCIÉTÉ

— La fin de la conférence mondiale de la femme à Mexico.

— TÉMOIGNAGE : « Les plumes du serpent mexicain », par Claude de Gramat.

### 28. ARMÉE

— Le général de Boissieu et l'emploi de l'arme nucléaire.

### 29. ÉDUCATION

— SCIENTIFICS — Un congrès à Dijon : les physiciens dans la société.

### 30. PRESSE

— LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE — Le patronat britannique et le contrat.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (22)  
Annonces classées (32 à 34) ; Aujourd'hui (31) ; Carrefour (34) ; Journal officiel (31) ; Lettres nationales (31) ; Météorologie (31) ; Mots croisés (31) ; Finances (37).

Le numéro de « Monde » daté du 3 juillet 1975 a été tiré à 521 014 exemplaires.

Pour louer une voiture à La Réunion, réservez chez Europcar au : 645.21.25

YVONNE DE BREMOND D'ARS achète pour collectionneurs : tous beaux meubles d'époque tapisseries, armoires, et tableaux de maîtres 20, Fg St-HONORÉ, PARIS 8<sup>e</sup> 265.11.03

**SOLDES D'ÉTÉ** Costumes ultra-légers

**PRIX ULTRA-LÉGERS**

**MEN SPORT** L'HABILLÉ DE L'HOMME 78, rue de Sevres - Tél. 548.24.21

Paris 9<sup>e</sup> ; Garage de Châteaufort, 33, Bd Raspail

A C D E F G H

## LES MÊMES MOTS, PAS LA MÊME LANGUE

### MM. CUNHAL ET SOARES se sont courtoisement affrontés à la télévision française

L'émission « Le point sur l'A 2 » a diffusé, en direct de Lisbonne, mercredi 2 juillet, un débat entre M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, et Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste. Pendant une heure, les deux dirigeants ont exposé leurs conceptions sur la construction du socialisme et la démocratie après un demi-siècle de dictature.

Venus pour un face-à-face, ils ont marché côte à côte une heure durant, sans trop se rencontrer et sont partis dos à dos, seulement sûrs l'un et l'autre que le Portugal va vers une vraie démocratie. M. Georges Leroy aurait bien voulu leur dire que « grande première » une telle polémique. Ses deux homologues français, engagés, eux, sur les chemins périlleux de la démocratie.

M. Soares a dit que le Portugal avait voulu de cette « grande première » une belle polémique. Ses deux homologues français, engagés, eux, sur les chemins périlleux de la démocratie.

Ainsi le leader socialiste admet qu'il a « quelquefois soupçonné » le P.C. de vouloir prendre le pouvoir. Bel euphémisme après tant d'appels pathétiques contre « la dictature communiste qui menace ». Mais la prudente réserve de ton que chacun a fait efforcé de garder n'a pu dissimuler l'opposition trop évidente entre les deux hommes. Soit-on donc, demande Georges Leroy, « condamnés à ne pas s'entendre » ? Tees deux veulent le socialisme, une société sans classes. Loinaine convergence. Avant cela, tout va presque se séparer.

Les rondeurs lous-philippardes de Mario Soares se marient aisément à un langage qui prêche la tolérance et le respect des règles. Le visage tout en angles d'Alvaro Cunhal est fait pour le rigueur et la sévérité. Ils emploient les mêmes mots sans parler la même langue. Défendra les libertés ? L'un et l'autre y mettent toute leur ardeur, mais le premier dresse le bouclier à gauche quand le second brandit l'épée à droite. Le secrétaire général du parti socialiste rappelle les règles immuables de la démocratie. Le chef du P.C. répond, un peu plus tard, qu'une évolution ne trouve pas ses règles dans un manuel mais dans « la lutte créatrice du peuple ».

Mario Soares parle, avec des accents d'inquiétude, de la position géostratégique du Portugal « entre l'Espagne et les États-Unis ». Quand l'un se réclame de ses voisins américains, l'autre décrit le processus révolutionnaire. Ce n'est plus une discussion mais deux discours juxtaposés. Une direction plus alerte du débat aurait sans doute permis de sortir de cette impasse. Georges Leroy a préféré laisser parler. Que n'a-t-il pas plutôt obligé les deux protagonistes à s'expliquer sur le terrain concret des conflits en cours ? Il eût fallu attendre trois quarts d'heure pour qu'enfin l'on évoque l'affaire République. Encore faut-on escamoter après deux brèves échanges, l'ultime ordonnance de « break » — « Je ne crois pas, messieurs, que nous nous mettrons d'accord sur ce problème » — quand la confrontation s'amarçait à peine. Mario Soares s'était, il est vrai, enfoncé dans une explication ébarbassée que son adversaire n'a pas manqué de relever : comment admettre que les communistes ne sont pas responsables du conflit et affirmer, en même temps, qu'ils veulent mettre le main sur le journal ?

On n'aura pas, finalement, beaucoup appris sur le débat. Si ce n'est peut-être que les deux de file de la gauche portugaise n'aiment pas se regarder en face, préférant s'interposer par l'intermédiaire du meneur de jeu, comme dans un tribunal défensif et partie civile n'échangent que par le biais du président. L'un et l'autre croient en la victoire de la démocratie, de la révolution. Mais est-ce bien le même ?

**DOMINIQUE POUCHIN.**

### M. BOUTEFLIKA S'ENTRETIENT AVEC LE ROI HASSAN II

Rabat — M. Bouteflika, ministre algérien des affaires étrangères, s'est rendu à Rabat, le mardi 1<sup>er</sup> juillet, afin de rencontrer le roi Hassan II. Il s'est entretenu avec lui en tête à tête durant deux heures et demie de « la situation dans la région ». Mercredi soir, le souverain a reçu une seconde fois le ministre algérien en présence du premier ministre Mohamed Makhrouf, M. Ahmed Osman.

Il est probable que le problème du Sahara espagnol sur lequel les deux pays ont des positions divergentes se trouve au centre des entretiens. — (A.F.P., A.P.)

### M. ESTIER (P.S.) : un débat serein et intelligent.

M. Claude Estier, membre du secrétariat du parti socialiste : « Le débat d'Antenne 2 a eu le grand mérite de rétablir quelque vérité pour le public français, notamment en informant l'opinion sur les événements du Portugal. Alvaro Cunhal et Mario Soares sont généralement présentés comme des extrémistes irréductibles. Nous les avons vu débattre avec beaucoup de sérénité et d'intelligence de leurs divergences et de leurs convergences. »

« Ces deux hommes ont beaucoup de points communs. Socialistes et communistes portugais sont d'accord pour construire une société socialiste qui mette fin au monopole capitaliste ; ils sont les uns et les autres conscients des dangers d'une contre-révolution ; ils admettent ensemble que l'avenir démocratique du Portugal repose sur l'alliance entre le peuple et les forces armées. »

« Les divergences portent sur la conception même de la démocratie. Soares insistait beaucoup plus que Cunhal sur la valeur des élections et le respect du suffrage universel. C'est un débat important qui intéresse tous les mouvements ouvriers mais qui n'empêche pas socialistes et communistes de continuer à travailler ensemble. La conclusion commune à ce sujet d'Alvaro Cunhal et de Mario Soares est encourageante pour tous ceux qui pensent que l'union de la gauche est la seule alternative aux forces réactionnaires. »

### NOUVELLES BRÈVES

Deux quotidiens britanniques, le Daily Mirror et le Guardian, n'ont pas paru le jeudi 3 juillet en raison de mouvements de grève.

Au Daily Mirror, plus fort tirage des journaux européens avec quatre millions et demi d'exemplaires ce sont les membres du Syndicat national des journalistes (NUJ) qui ont cessé le travail pour revendiquer une hausse des salaires qui les mettrait au niveau des typographes. L'édition du Mirror a été imprimée à Manchester, mais le journal a perdu deux millions neuf cent mille exemplaires à Londres.

Les raisons de la grève du Guardian n'ont pas été encore rendues publiques.

Enfin, le Daily Telegraph a sorti pour la deuxième journée consécutive une édition réduite, composée par les membres de plusieurs des journaux les plus petits des deux syndicats des journalistes. Les membres du NUJ réclament, eux, une hausse salariale de 5,5 %. — (Reuter, A.F.P.)

Un Beechcraft-99 de la compagnie régionale Touraine Air Transport (TAT) s'est écrasé, à Conches-Bougonnais, près de Nantes (Loire-Atlantique), le mercredi soir 2 juillet, peu avant 21 heures, alors qu'il décollait de

l'aéroport de Chateau-Bougon en direction de Brest. Les huit occupants de l'appareil — six passagers, un pilote et un copilote — ont été tués.

Selon des témoins, l'avion venait de décoller lorsque le réacteur droit aurait pris feu. L'incendie se serait propagé à l'autre réacteur. Le pilote aurait alors essayé de faire demi-tour pour tenter de se poser en catastrophe, mais il s'est écrasé dans un champ de maïs situé en bordure de l'aérodrome.

Les noms des victimes de l'accident sont les suivants : MM. André Bechthold, commandant de bord, et Didier Cheyrol, copilote ; MM. Guérout, Yves Boucher, Mémier, Grimaud, Desmoniers et Delbart.

Attentat à l'héliport d'Issy-les-Moulineaux. — Une explosion a détruit le 3 juillet, vers 3 heures, un héliport stationné dans un hangar de l'héliport de Paris-Issy-les-Moulineaux. Les policiers estiment qu'il s'agit d'un attentat. Des débris de machine à hélice ont été retrouvés à proximité de l'héliport qui appartenait à une firme de transport privé et effectuait des liaisons entre la France et la Belgique.

A 15 MINUTES DE L'ÉTOILE — 84, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVECIENNES TEL. 368.94.53

**SALONS DE RÉCEPTION** DÉCORATION GASTRONOMIQUE

**Au BERGÈ COEUR VOIANT**

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES françaises - italiennes

**ELECTRO-MÉNAGER** Stêco-cheveux - Miroirs

BROSSIERIE - COUVERTURE CADEAUX - GADGETS UTILILES

**DIDIER-NEVEUR** 20, Rue de la Paix - Tél. : 347-79

20, Rue de la Paix - PARIS Ouvert du lundi au samedi de 9 à 19 h.

## En Australie

### UNE NOUVELLE CRISE ÉCLATE AU SEIN DU GOUVERNEMENT

Le premier ministre australien, M. Williams, a écrit mercredi 2 juillet de son gouvernement M. Jim Cairns, vice-premier ministre et ministre de l'environnement. Il l'accuse d'avoir tenté d'obtenir, en Australie occidentale, des crédits d'une valeur de plusieurs millions de dollars par l'entremise d'un homme d'affaires australien à qui il aurait promis une commission de 25 % sur l'opération. Ces crédits destinés à une société immobilière privée, devaient servir au financement de constructions de maisons aux environs de Perth. M. Cairns a rejeté les accusations de M. Williams et a refusé de donner sa démission.

Il conserve son poste de secrétaire-adjoint du parti travailliste et reste, de ce fait, vice-premier ministre, poste éminent auquel il a été désigné par le groupe parlementaire travailliste. Il va sans doute chercher pour retrouver la porte qui vient de lui être refermée, ce qui provoquerait une crise dans la formation majoritaire.

L'opposition, qui parle déjà d'un « Watergate australien », a demandé l'ouverture d'une enquête judiciaire. Le parti travailliste ayant subi un revers le 30 juin lors d'une élection partielle en Tasmanie, le limogeage de M. Cairns, qui était déjà henné à M. Whitlam il y a trois semaines (il avait perdu ses fonctions de ministre des finances), ne peut que renforcer la majorité. — (A.F.P., Reuter, Times).

### L'AMBASSADEUR DE CHINE EN BELGIQUE REPRÉSENTERA SON PAYS AUPRÈS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Bruxelles (Communautés européennes). — L'ambassadeur de Chine en Belgique, M. Li Lien-pli, représentera également son pays auprès des institutions communautaires à Bruxelles. La demande officielle d'accreditation qu'il vient d'adresser à la Commission européenne a été émise toutes chances d'être acceptée par les Neuf, qui disposent d'un délai d'un mois pour éventuellement contester la requête de Pékin.

L'initiative chinoise était attendue. Sir Christopher Soames, commissaire européen chargé des relations extérieures, avait annoncé, à l'issue d'un séjour en Chine, début mai, que ce pays était prêt à représenter son pays auprès des Communautés. Le commissaire européen avait également reçu l'assurance de ses hôtes que Pékin s'entendrait avec bienveillance le modèle d'accord commercial mis au point en novembre dernier par les Neuf à l'intention de l'ensemble des pays à commerce d'État.

Le Chine se distingue ainsi des pays du COMBON qui officiellement du moins, continuent d'ignorer la proposition communautaire. Cela dit, le choix de M. Li Lien-pli pour représenter les intérêts des Neuf, a ce titre, n'est pas sans intérêt. Il est notamment facilité le voyage de Pékin de Sir Christopher Soames. — (A.F.P., A.P.)

### M. GUY MÉTAL EST NOMMÉ A LA DIR. DE L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI.

M. Guy Métal a été nommé à la direction nationale pour l'emploi (A.T.) succédant à M. Jean-Pierre Sochet dont le nouveau poste n'est pas encore définitivement réglé.

En outre, M. Pierre Chéreau, directeur des relations publiques, a été nommé à la direction nationale pour l'emploi qui couvrira les domaines :

— M. Guy Métal est né le 1933 à Asay-le-Bideau (Loire). Licencié en droit, il a exercé différentes fonctions, notamment de directeur de l'Agence nationale pour l'emploi (A.T.) en 1972. M. Métal a été rapporteur de plusieurs commissions parlementaires, notamment de la commission technique au premier ministre, M. Chabanol, de 1968 à 1972. M. Métal a été directeur de l'Agence nationale pour l'emploi (A.T.) de 1972 à 1974. M. Métal a été directeur de l'Agence nationale pour l'emploi (A.T.) de 1974 à 1975.

### MORT DE L'ACTEUR JAMES ROBERTSON. JUSTICE

L'acteur de cinéma britannique Sir James Robertson Justice vient de mourir à Winchester. Il était âgé de soixante-dix ans.

D'origine écossaise, Sir James Robertson Justice avait fait ses études à l'université de Bonn. Son nom figurait au générique de plus de soixante-dix films dont, notamment : Moby Dick, Les Canons de Navarone, Michel Strogoff, Et Dieu créa la femme, le jour le plus long. En 1955, il avait reçu la coupe Volpi d'interprétation masculine pour ses apparitions dans Les héros sont fatigués et dans Général du diable. Ce comédien à la corpulence imposante était, avec Robert Morley, une des figures pittoresques du cinéma britannique. Il enseignait la méthode de l'acteur par l'usage de fillets pour capturer le gibier. Il avait été élu deux fois président de l'université d'Edimbourg.

### COURS AZ

Méthode Audio-visuelle 194, rue Saint-Honoré, Paris (1<sup>er</sup>) Métro : Palais-Royal

### DACTYLO cycles de 15 h.

(Débutant, Perf. recyclage) Entraînement machine électrique de 8 h. à 20 h., toute l'année, sauf samedi

### RECYCLAGE

en septembre, des BACHELIERS

A. B. C. D., pour P.C.E.M. et pharmacie

CEPES group. (Sury) sa professeurs 67, r. de la Harpe, 92-Monty 722-94-84

### VENTE SPECIALE D'ÉTÉ

Séries démantées jusque -40%

27, RUE ROYALE-PARIS

## LE REDRESSEMENT DU DOLLAR SE POURSUIT

### Le recul du franc se ralentit

Le redressement du dollar, amorcé depuis une dizaine de jours, s'est poursuivi à une cadence plus rapide mercredi après-midi et jeudi matin, sur le marché des changes très actif et extrêmement nerveux. Les milieux cambistes signalaient que la demande de dollars, déjà forte à l'approche de l'échéance semestrielle, s'est vivement accrue depuis le début de la semaine aux facteurs de hausse relevés précédemment — indices d'une reprise de l'économie aux États-Unis, relâchement du rythme d'inflation outre-Atlantique et augmentation de l'excédent de la balance commerciale américaine — vient de s'ajouter une brusque tension des taux d'intérêt à court terme sur la place de New-York.

Provoqué par le Réserve fédérale qui veut modifier le rythme du croissance de la masse monétaire, jugé trop rapide ces dernières semaines, cette tension, qui rend plus attractifs les placements aux États-Unis, et se répercute sur les taux des eurodollars, a déclenché une course au dollars d'autant plus rapide que cette monnaie a baissé tout récemment, à des niveaux très bas. Sa remontée, plus forte qu'ailleurs, a même obligé la de France à vendre massivement des dollars, mercredi et jeudi, pour se débarrasser de son stock de dollars, déjà fort à l'approche de l'échéance semestrielle, s'est vivement accrue depuis le début de la semaine aux facteurs de hausse relevés précédemment — indices d'une reprise de l'économie aux États-Unis, relâchement du rythme d'inflation outre-Atlantique et augmentation de l'excédent de la balance commerciale américaine — vient de s'ajouter une brusque tension des taux d'intérêt à court terme sur la place de New-York.

### L'augmentation du SMIC intéressera un million de travailleurs

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance a été relevé de 6 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet, par le conseil des ministres réuni le 2 juillet. Le décret sera au « Journal officiel » du 3 juillet.

Le salaire-plancher passe ainsi de 712 F l'heure à 755 F. Soit 1.312 F par mois pour une durée de quarante heures de travail par semaine et 1.396 F par mois pour quarante-deux heures, durée moyenne actuelle de l'activité.

Ce relèvement est supérieur à la majoration minimale prévue par la loi, qui aurait seulement porté le SMIC à 738 F. Par rapport au 1<sup>er</sup> juillet 1974, l'augmentation est de 18 %.

● Selon le ministère du travail, la décision intéressera directement de cinq cent mille à sept cent mille personnes. Mais, étant donnée l'insuffisance d'informations sur les postes qui pratiquent les salaires bas, on peut penser qu'un million de salariés, dont la mesure, dans certains cas, est déjà en cours, est concerné.

● Les syndicats ont réclamé un salaire minimum de 975 francs (+ 37 %) par mois pour quarante heures de travail. Ils ont testé donc contre l'ing du relèvement des salaires ce qui concerne le y interprofessionnel qu'on concerne le traitement des salaires.

● La C.G.T. et la C.F. se sont rencontrées le 2 juillet pour annoncer, ce qui concerne l'action à mener dans les prochaines semaines.

### MORT DE L'ACTEUR JAMES ROBERTSON. JUSTICE

L'acteur de cinéma britannique Sir James Robertson Justice vient de mourir à Winchester. Il était âgé de soixante-dix ans.

D'origine écossaise, Sir James Robertson Justice avait fait ses études à l'université de Bonn. Son nom figurait au générique de plus de soixante-dix films dont, notamment : Moby Dick, Les Canons de Navarone, Michel Strogoff, Et Dieu créa la femme, le jour le plus long. En 1955, il avait reçu la coupe Volpi d'interprétation masculine pour ses apparitions dans Les héros sont fatigués et dans Général du diable. Ce comédien à la corpulence imposante était, avec Robert Morley, une des figures pittoresques du cinéma britannique. Il enseignait la méthode de l'acteur par l'usage de fillets pour capturer le gibier. Il avait été élu deux fois président de l'université d'Edimbourg.

### COURS AZ

Méthode Audio-visuelle 194, rue Saint-Honoré, Paris (1<sup>er</sup>) Métro : Palais-Royal

### DACTYLO cycles de 15 h.

(Débutant, Perf. recyclage) Entraînement machine électrique de 8 h. à 20 h., toute l'année, sauf samedi

### RECYCLAGE

en septembre, des BACHELIERS

A. B. C. D., pour P.C.E.M. et pharmacie

CEPES group. (Sury) sa professeurs 67, r. de la Harpe, 92-Monty 722-94-84

### VENTE SPECIALE D'ÉTÉ

Séries démantées jusque -40%

27, RUE ROYALE-PARIS

سكينة النور